



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE L'HERAULT

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

N° 68 – JUILLET 2017

ARRETE PORTANT CREATION D'UN ESAT UNIQUE
Par regroupement des capacités de
L'ESAT PLAISANCE à Saint Génies de Varensal et de l'ESAT VIA DOMITIA à Lunel
gérés par l'Association Pour les Personnes en Situation de Handicap de l'Hérault (APSH 34)

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Occitanie

- Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- Vu** le Code de la Sécurité Sociale ;
- Vu** la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
- Vu** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- Vu** le Décret n° 2007-975 du 15 mai 2007 fixant le contenu du cahier des charges pour l'évaluation des activités et de la qualité des prestations des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;
- Vu** le décret du 17 décembre 2015, portant nomination de Mme CAVALIER en qualité de directrice générale de l'agence régionale de santé Occitanie ;
- Vu** la décision n°2016-AA4 du 04 janvier 2016 portant délégation de signature de la directrice générale de l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;
- Vu** le dernier arrêté d'autorisation du 25/02/2009, relatif à l'établissement ESAT Plaisance, portant la capacité à 95 places ;
- Vu** le dernier arrêté d'autorisation du 06/03/2012, relatif à l'établissement ESAT Via Domitia, rejetant la demande d'extension et portant la capacité à 94 places ;
- Vu** la demande présentée par l'APSH 34 en date du 22 novembre 2016 ;

Considérant que le projet de regroupement présente un coût de fonctionnement en année pleine compatible avec le montant des dotations mentionnées à l'article L 314-3 au titre de l'exercice 2017 dans la mesure où cette opération est réalisée à coût constant ;

Considérant que la demande a pour objet de répondre aux objectifs fixés dans le cadre de la contractualisation du CPOM signé le 1^{er} août 2014 afin de :

- D'optimiser les équipements et les ressources et mutualiser les moyens, notamment la fonction de direction et les actions de formations ;
- de faciliter la mobilité interne et l'insertion en milieu ordinaire ;
- de permettre par une gestion regroupée un positionnement économique plus efficace ;

Considérant que cette opération de regroupement ne constitue pas une modification de la catégorie de la population accueillie dans la structure au sens de l'article R.313-2-1 du code de l'action sociale et des familles et n'est pas soumise à la procédure d'appel à projet dans la mesure où elle n'entraîne pas d'extension supérieure au seuil réglementaire visé à l'article D313-2 et ne modifie pas les missions des établissements concernés ;

SUR PROPOSITION de la déléguée départementale de l'Hérault pour l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

ARRETE

Article 1 : L'autorisation de création d'un ESAT unique par regroupement de l'ESAT Plaisance, situé à Saint Génies de Varsenal (34) et l'ESAT Via Domitia, situé à Lunel est accordée portant la capacité totale du nouvel établissement à 189 places.

Article 2 : Les caractéristiques de l'ESAT seront répertoriées au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) comme suit :

Identification du gestionnaire :

Nom de l'OG : APSH 34

N° FINESS EJ : 340 786 268

Identification de l'établissement :

Nom : ESAT APSH 34

N° FINESS : en cours

Adresse : 284, avenue du professeur Jean-Louis Viala - Parc Euromédecine II - 34193 Montpellier cedex 5.

Code catégorie établissement : 246 - Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T.)

| Discipline | | Clientèle | | Mode de fonctionnement | | Capacité totale |
|------------|---|-----------|---|------------------------|---------------|-----------------|
| Code | Libellé | Code | Libellé | Code | Libellé | |
| 908 | Aide par le travail pour Adultes Handicapés | 110 | Déficience Intellectuelle (sans autre indication) | 13 | Semi-Internat | 95 |
| | | 115 | Retard Mental Moyen | 13 | Semi-internat | 94 |

Article 3 : Le renouvellement de l'autorisation sera examiné au vu des résultats des évaluations internes et externes réglementaires..

Article 4 : La validité de l'autorisation est subordonnée au résultat de la visite de conformité prévue à l'article L313-6 du CASF.

Article 5 : Conformément à l'article L 313-1 du CASF, tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement d'un établissement ou d'un service soumis à autorisation doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente. Lorsque l'autorisation est accordée à une personne physique ou morale de droit privé, elle ne peut être cédée qu'avec l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication

Article 7 : La Déléguée Départementale de l'Hérault pour l'Agence Régionale de Santé Occitanie et la présidente de l'APSH sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au gestionnaire, et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat.

Montpellier, le 30 JUIN 2017

La Directrice Générale de l'ARS Occitanie

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Occitanie et par délégation, Le Directeur Général Adjoint
Monique CAVALIER

Dr Jean-Jacques MORFOISSE

Agence Régionale de Santé Occitanie

Délégation départementale de l'Hérault

26-28 parc Club du Millénaire-1025 avenue Henri Becquerel

CS30001_34067 Montpellier cedex2

www.ars.occitanie.sante.fr

**ARRETE CONJOINT PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DU
FOYER D'ACCUEIL MEDICALISE (FAM) LES COTEAUX DE SESAME SITUE A POUZOLLES
GERE PAR L'ASSOCIATION SESAME AUTISME LANGUEDOC ROUSSILLON**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé
Occitanie
Le Président du Conseil départemental de l'Hérault**

- Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- Vu** le Code de la Sécurité Sociale ;
- Vu** le Code de la Santé Publique ;
- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu** la Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
- Vu** la Loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- Vu** la Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 sur l'adaptation de la société au vieillissement ;
- Vu** la Loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;
- Vu** le décret du 17 décembre 2015, portant nomination de Mme CAVALIER en qualité de directrice générale de l'agence régionale de santé Occitanie ;
- Vu** l'arrêté n° R76-2016-01-04-029 du 13 janvier 2016 portant délégation de signature de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;
- Vu** l'arrêté d'autorisation conjoint n°2010-I-100252 du 9 mars 2010 portant création du FAM Les Coteaux de Sésame de 42 places dont 4 places en accueil temporaire, situé à Pouzolles (34), géré par l'association Sésame Autisme Languedoc Roussillon ;
- Vu** la délibération du 10 mai 2017 du Conseil d'administration réuni le 24 avril 2017 relative à la demande de transformation d'une place d'accueil temporaire en une place d'hébergement Internat du FAM Les Coteaux de Sésame ;

CONSIDERANT que la demande s'inscrit dans la volonté de développer une offre d'équipement répondant aux besoins spécifiques des usagers ;

CONSIDERANT que ce projet est compatible avec les objectifs et répond aux besoins sociaux et médicosociaux fixés par les schémas d'organisation sociale et médico-sociale dont il relève ;

CONSIDERANT que le projet présente un coût de fonctionnement en année pleine compatible avec le montant des dotations mentionnées à l'article L. 314-3 du Code de l'action sociale et des familles au titre de l'exercice dans la mesure où cette opération d'extension est réalisée à coût constant ;

CONSIDERANT que cette demande est compatible avec l'article L. 313-8 du Code de l'action sociale et des familles relatif à l'objectif annuel d'évolution des dépenses délibéré par l'assemblée départementale ;

CONSIDERANT que la demande de transformation d'une place ne constitue pas une modification de la catégorie de la population accueillie dans ces structures au sens de l'article R. 313-2-1 du Code de l'action sociale et des familles ;

SUR PROPOSITION de la déléguée départementale de l'Hérault pour l'Agence Régionale de Santé Occitanie et du Directeur général adjoint solidarités départementales du département de l'Hérault ;

ARRETENT

Article 1 : La demande de transformation d'une place d'accueil temporaire en une place d'hébergement permanent du FAM Les Coteaux de Sésame à Pouzolles (34) est acceptée.

Article 2 : L'arrêté d'autorisation conjoint n°2010-I-100252 du 9 mars 2010 est abrogé.

Article 3 : Cette autorisation est accordée pour une durée de quinze ans à compter de l'autorisation initiale, soit du 9 mars 2010 jusqu'au 9 mars 2025.
Le renouvellement de l'autorisation sera examiné au vu des résultats des évaluations internes et externes réglementaires.

Article 4 : La capacité totale de l'établissement est de 42 places dont 3 places d'accueil temporaire. L'âge du public accueilli est compris entre 20 et 65 ans.

Article 5 : Les caractéristiques des établissements seront répertoriées au fichier FINESS comme suit :

Identification du gestionnaire :

Nom de l'OG : Sésame Autisme Languedoc Roussillon
N° FINESS Entité Juridique : 300 784 865
Adresse : BP 90612, 66006 Perpignan Cedex

Identification de l'établissement principal :

Nom de l'établissement : FAM Les Coteaux de Sésame
N° FINESS : 340 018 324
Adresse : 1 Route de Margon 34480 Pouzolles

Code catégorie établissement : 437 - Foyer d'Accueil Médicalisé pour Adultes Handicapés

| Discipline | | Clientèle | | Mode de fonctionnement | | Capacité totale |
|------------|--|-----------|----------|------------------------|------------------------------|-----------------|
| Code | Libellé | Code | Libellé | Code | Libellé | |
| 939 | Accueil médicalisé pour adultes handicapés | 437 | Autistes | 11 | Hébergement Complet Internat | 39 |
| 658 | Accueil temporaire pour adultes handicapés | 437 | Autistes | 11 | Hébergement Complet Internat | 3 |

Article 6 : Cette autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale, âgés de 20 à 65 ans, dans la limite des places autorisées, et après décision de la commission d'orientation compétente.

L'accompagnement des personnes handicapées âgées de plus de 60 ans par des structures pour personnes handicapées adultes n'est possible qu'après décision de la commission d'orientation compétente, conformément à l'article L241-6 I 5° du CASF, et après transmission par le gestionnaire aux autorités d'un projet d'établissement spécifique et d'un contrat de séjour adapté aux personnes handicapées âgées de plus de 60 ans.

Article 7 : Conformément à l'article L 313-1 du CASF, tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement d'un établissement ou d'un service soumis à autorisation doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente. Lorsque l'autorisation est accordée à une personne physique ou morale de droit privé, elle ne peut être cédée qu'avec l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 8 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 9 : La Déléguée Départementale de l'Hérault pour l'Agence Régionale de Santé Occitanie, le Directeur général des services sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au gestionnaire, et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat et du Conseil départemental de l'Hérault.

Montpellier, le 30 JUIN 2017

La Directrice Générale
de l'ARS Occitanie

Pour la Directrice Générale de
l'Agence Régionale de Santé Occitanie
et par délégation, le Directeur Général Adjoint

Monique CAVALIERE
Dr Jean-Yves MOULIERSE

Le Président du Conseil
départemental de l'Hérault

Kléber MESQUIDA

Service émetteur : Délégation Départementale de l'Hérault
Affaire suivie par : Odile GAL
Courriel : Odile.gal@ars.sante.fr
Téléphone : 04 11 75 75 54
Réf. Interne : 2017
Date : 07/06/2017

ARRETE ARS Occitanie 2017-1411
Portant sur l'organisation du tour de garde des transports sanitaires pour le département de l'Hérault - 2ème semestre 2017.

**LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE
OCCITANIE**

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L 6311-1, L 6311-2, L 6312-1 à L 6312-5, R 6312-1 à R 6312-23 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2004/I/010507 du 1^{er} juillet 2004 portant sectorisation des transports sanitaires ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2004/I/010508 du 1^{er} juillet 2004 portant validation du cahier des charges relatif à la garde départementale des transports sanitaires ;

VU le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU le décret du 17 Décembre 2015 portant nomination de Madame Monique CAVALIER en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Languedoc Roussillon-Midi Pyrénées ;

CONSIDERANT les propositions des référents des secteurs ambulanciers ;

SUR proposition de la Déléguée Départementale de l'Hérault ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le service de garde assurant une permanence ambulancière aux jours et heures de fermeture normale des entreprises de transports sanitaires du département de l'Hérault (de 20h à 8h toutes les nuits ainsi que de 8h à 20h les dimanches et jours fériés) est validé pour le 2ème semestre 2017.

Les tableaux de garde par secteur sont joints en annexe.

ARTICLE 2 : Le tour de garde départemental s'impose aux entreprises de transports sanitaires pour le 2ème semestre 2017 à compter du 1^{er} Juillet 2017 dans le respect du cahier des charges départemental validé le 28 juin 2004.

ARTICLE 3 : la Déléguée Départementale de l'Hérault de l'Agence Régionale de Santé Occitanie est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Hérault.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Pour la Directrice Générale de
l'Agence Régionale de Santé Occitanie
et par délégation, Le Directeur Général Adjoint
Monique CAVALIER

Dr Jean-Jacques MORFOISSE

SECTEUR 1

| OCTOBRE 2017 | | | | NOVEMBRE 2017 | | | | DECEMBRE 2017 | | | | | | |
|--------------|-------|-------------|------------|---------------|-------------|-------|-------|---------------|------------|-------|-------------|------------|------------|------------|
| DATES | HEURE | ENTREPRISES | DATES | HEURE | ENTREPRISES | DATES | HEURE | ENTREPRISES | DATES | HEURE | ENTREPRISES | | | |
| 1 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | ESTOUP | 1 | MER | JOUR | 8h00-20h00 | MINERVOISE | 1 | VEN | 20h00-8h00 | MINERVOISE | |
| 1 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | ESTOUP | 1 | MER | NUIT | 20h00-8h00 | MINERVOISE | 2 | SAM | 20h00-8h00 | MINERVOISE | |
| 2 | LUN | | 20h00-8h00 | MINERVOISE | 2 | JEU | | 20h00-8h00 | MINERVOISE | 3 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | MINERVOISE |
| 3 | MAR | | 20h00-8h00 | MINERVOISE | 3 | VEN | | 20h00-8h00 | MINERVOISE | 3 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | MINERVOISE |
| 4 | MER | | 20h00-8h00 | MINERVOISE | 4 | SAM | | 20h00-8h00 | MINERVOISE | 4 | LUN | | 20h00-8h00 | ESTOUP |
| 5 | JEU | | 20h00-8h00 | MINERVOISE | 5 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | MINERVOISE | 5 | MAR | | 20h00-8h00 | ESTOUP |
| 6 | VEN | | 20h00-8h00 | MINERVOISE | 5 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | MINERVOISE | 6 | MER | | 20h00-8h00 | ESTOUP |
| 7 | SAM | | 20h00-8h00 | MINERVOISE | 6 | LUN | | 20h00-8h00 | ESTOUP | 7 | JEU | | 20h00-8h00 | ESTOUP |
| 8 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | MINERVOISE | 7 | MAR | | 20h00-8h00 | ESTOUP | 8 | VEN | | 20h00-8h00 | ESTOUP |
| 8 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | MINERVOISE | 8 | MER | | 20h00-8h00 | ESTOUP | 9 | SAM | | 20h00-8h00 | ESTOUP |
| 9 | LUN | | 20h00-8h00 | ESTOUP | 9 | JEU | | 20h00-8h00 | ESTOUP | 10 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | ESTOUP |
| 10 | MAR | | 20h00-8h00 | ESTOUP | 10 | VEN | | 20h00-8h00 | ESTOUP | 10 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | ESTOUP |
| 11 | MER | | 20h00-8h00 | ESTOUP | 11 | SAM | JOUR | 8h00-20h00 | ESTOUP | 11 | LUN | | 20h00-8h00 | MINERVOISE |
| 12 | JEU | | 20h00-8h00 | ESTOUP | 11 | SAM | NUIT | 20h00-8h00 | ESTOUP | 12 | MAR | | 20h00-8h00 | MINERVOISE |
| 13 | VEN | | 20h00-8h00 | ESTOUP | 12 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | ESTOUP | 13 | MER | | 20h00-8h00 | MINERVOISE |
| 14 | SAM | | 20h00-8h00 | ESTOUP | 12 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | ESTOUP | 14 | JEU | | 20h00-8h00 | MINERVOISE |
| 15 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | ESTOUP | 13 | LUN | | 20h00-8h00 | MINERVOISE | 15 | VEN | | 20h00-8h00 | MINERVOISE |
| 15 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | ESTOUP | 14 | MAR | | 20h00-8h00 | MINERVOISE | 16 | SAM | | 20h00-8h00 | MINERVOISE |
| 16 | LUN | | 20h00-8h00 | MINERVOISE | 15 | MER | | 20h00-8h00 | MINERVOISE | 17 | DIM | JOUR | 20h00-8h00 | MINERVOISE |
| 17 | MAR | | 20h00-8h00 | MINERVOISE | 16 | JEU | | 20h00-8h00 | MINERVOISE | 17 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | MINERVOISE |
| 18 | MER | | 20h00-8h00 | MINERVOISE | 17 | VEN | | 20h00-8h00 | MINERVOISE | 18 | LUN | | 20h00-8h00 | ESTOUP |
| 19 | JEU | | 20h00-8h00 | MINERVOISE | 18 | SAM | | 20h00-8h00 | MINERVOISE | 19 | MAR | | 20h00-8h00 | ESTOUP |
| 20 | VEN | | 20h00-8h00 | MINERVOISE | 19 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | MINERVOISE | 20 | MER | | 20h00-8h00 | ESTOUP |
| 21 | SAM | | 20h00-8h00 | MINERVOISE | 19 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | MINERVOISE | 21 | JEU | | 20h00-8h00 | ESTOUP |
| 22 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | MINERVOISE | 20 | LUN | | 20h00-8h00 | ESTOUP | 22 | VEN | | 20h00-8h00 | MINERVOISE |
| 22 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | MINERVOISE | 21 | MAR | | 20h00-8h00 | ESTOUP | 23 | SAM | | 20h00-8h00 | MINERVOISE |
| 23 | LUN | | 20h00-8h00 | ESTOUP | 22 | MER | | 20h00-8h00 | ESTOUP | 24 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | MINERVOISE |
| 24 | MAR | | 20h00-8h00 | ESTOUP | 23 | JEU | | 20h00-8h00 | ESTOUP | 24 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | MINERVOISE |
| 25 | MER | | 20h00-8h00 | ESTOUP | 24 | VEN | | 20h00-8h00 | ESTOUP | 25 | LUN | JOUR | 8h00-20h00 | MINERVOISE |
| | | | | ESTOUP | 25 | SAM | | 20h00-8h00 | ESTOUP | 25 | LUN | NUIT | 20h00-8h00 | MINERVOISE |
| 26 | JEU | | 20h00-8h00 | ESTOUP | | | | | ESTOUP | 26 | MAR | | 20h00-8h00 | ESTOUP |
| 27 | VEN | | 20h00-8h00 | ESTOUP | 26 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | ESTOUP | 27 | MER | | 20h00-8h00 | ESTOUP |
| 28 | SAM | | 20h00-8h00 | ESTOUP | 26 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | ESTOUP | 28 | JEU | | 20h00-8h00 | ESTOUP |
| 29 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | ESTOUP | 27 | LUN | | 20h00-8h00 | MINERVOISE | 29 | VEN | | 20h00-8h00 | ESTOUP |
| 29 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | ESTOUP | 28 | MAR | | 20h00-8h00 | MINERVOISE | 30 | SAM | | 20h00-8h00 | ESTOUP |
| 30 | LUN | | 20h00-8h00 | MINERVOISE | 29 | MER | | 20h00-8h00 | MINERVOISE | 31 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | ESTOUP |
| 31 | MAR | | 20h00-8h00 | MINERVOISE | 30 | JEU | | 20h00-8h00 | MINERVOISE | 31 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | ESTOUP |

SECTEUR 3

| OCTOBRE 2017 | | | | | | | | | | NOVEMBRE 2017 | | | | | | | | | | DECEMBRE 2017 | | | | | | | | | |
|--------------|-------|-------------|------------|--------------|-------------|-------|-------|-------------|--------------|---------------|-------------|------------|--------------|--------------|------------|--------------|-------------|-------|-------|---------------|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| DATES | HEURE | ENTREPRISES | DATES | HEURE | ENTREPRISES | DATES | HEURE | ENTREPRISES | DATES | HEURE | ENTREPRISES | DATES | HEURE | ENTREPRISES | DATES | HEURE | ENTREPRISES | DATES | HEURE | ENTREPRISES | | | | | | | | | |
| 1 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | CHRISTOPHE | 1 | MER | JOUR | 8h00-20h00 | CHRISTOPHE | 1 | VEN | 20h00-8h00 | VALLEE D ORB | ENTREPRISES | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | VALLEE D ORB | 1 | MER | NUIT | 20h00-8h00 | FABRE | 2 | SAM | 20h00-8h00 | FABRE | ENTREPRISES | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2 | LUN | | 20h00-8h00 | FABRE | 2 | JEU | | 20h00-8h00 | AURORE | 3 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | AURORE | | | | | | | | | | | | | | | |
| 3 | MAR | | 20h00-8h00 | VALLEE D ORB | 3 | VEN | | 20h00-8h00 | VALLEE D ORB | 3 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | VALLEE D ORB | | | | | | | | | | | | | | | |
| 4 | MER | | 20h00-8h00 | AURORE | 4 | SAM | | 20h00-8h00 | FABRE | 4 | LUN | | 20h00-8h00 | FABRE | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5 | JEU | | 20h00-8h00 | VALLEE D ORB | 5 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | VALLEE D ORB | 5 | MAR | | 20h00-8h00 | AURORE | | | | | | | | | | | | | | | |
| 6 | VEN | | 20h00-8h00 | AURORE | 5 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | AURORE | 6 | MER | | 20h00-8h00 | CHRISTOPHE | | | | | | | | | | | | | | | |
| 7 | SAM | | 20h00-8h00 | CHRISTOPHE | 6 | LUN | | 20h00-8h00 | CHRISTOPHE | 7 | JEU | | 20h00-8h00 | VALLEE D ORB | | | | | | | | | | | | | | | |
| 8 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | FABRE | 7 | MAR | | 20h00-8h00 | VALLEE D ORB | 8 | VEN | | 20h00-8h00 | FABRE | | | | | | | | | | | | | | | |
| 8 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | VALLEE D ORB | 8 | MER | | 20h00-8h00 | AURORE | 9 | SAM | | 20h00-8h00 | AURORE | | | | | | | | | | | | | | | |
| 9 | LUN | | 20h00-8h00 | AURORE | 9 | JEU | | 20h00-8h00 | VALLEE D ORB | 10 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | VALLEE D ORB | | | | | | | | | | | | | | | |
| 10 | MAR | | 20h00-8h00 | VALLEE D ORB | 10 | VEN | | 20h00-8h00 | FABRE | 10 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | FABRE | | | | | | | | | | | | | | | |
| 11 | MER | | 20h00-8h00 | FABRE | 11 | SAM | JOUR | 8h00-20h00 | VALLEE D ORB | 11 | LUN | | 20h00-8h00 | VALLEE D ORB | | | | | | | | | | | | | | | |
| 12 | JEU | | 20h00-8h00 | AURORE | 11 | SAM | NUIT | 20h00-8h00 | AURORE | 12 | MAR | | 20h00-8h00 | CHRISTOPHE | | | | | | | | | | | | | | | |
| 13 | VEN | | 20h00-8h00 | CHRISTOPHE | 12 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | FABRE | 13 | MER | | 20h00-8h00 | VALLEE D ORB | | | | | | | | | | | | | | | |
| 14 | SAM | | 20h00-8h00 | VALLEE D ORB | 12 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | VALLEE D ORB | 14 | JEU | | 20h00-8h00 | FABRE | | | | | | | | | | | | | | | |
| 15 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | FABRE | 13 | LUN | | 20h00-8h00 | FABRE | 15 | VEN | | 20h00-8h00 | AURORE | | | | | | | | | | | | | | | |
| 15 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | AURORE | 14 | MAR | | 20h00-8h00 | VALLEE D ORB | 16 | SAM | | 20h00-8h00 | VALLEE D ORB | | | | | | | | | | | | | | | |
| 16 | LUN | | 20h00-8h00 | VALLEE D ORB | 15 | MER | | 20h00-8h00 | FABRE | 17 | DIM | JOUR | 20h00-8h00 | FABRE | | | | | | | | | | | | | | | |
| 17 | MAR | | 20h00-8h00 | FABRE | 16 | JEU | | 20h00-8h00 | VALLEE D ORB | 17 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | VALLEE D ORB | | | | | | | | | | | | | | | |
| 18 | MER | | 20h00-8h00 | VALLEE D ORB | 17 | VEN | | 20h00-8h00 | AURORE | 18 | LUN | | 20h00-8h00 | AURORE | | | | | | | | | | | | | | | |
| 19 | JEU | | 20h00-8h00 | CHRISTOPHE | 18 | SAM | | 20h00-8h00 | CHRISTOPHE | 19 | MAR | | 20h00-8h00 | FABRE | | | | | | | | | | | | | | | |
| 20 | VEN | | 20h00-8h00 | VALLEE D ORB | 19 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | VALLEE D ORB | 20 | MER | | 20h00-8h00 | VALLEE D ORB | | | | | | | | | | | | | | | |
| 21 | SAM | | 20h00-8h00 | FABRE | 19 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | FABRE | 21 | JEU | | 20h00-8h00 | AURORE | | | | | | | | | | | | | | | |
| 22 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | AURORE | 20 | LUN | | 20h00-8h00 | AURORE | 22 | VEN | | 20h00-8h00 | VALLEE D ORB | | | | | | | | | | | | | | | |
| 22 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | VALLEE D ORB | 21 | MAR | | 20h00-8h00 | FABRE | 23 | SAM | | 20h00-8h00 | FABRE | | | | | | | | | | | | | | | |
| 23 | LUN | | 20h00-8h00 | FABRE | 22 | MER | | 20h00-8h00 | VALLEE D ORB | 24 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | VALLEE D ORB | | | | | | | | | | | | | | | |
| 24 | MAR | | 20h00-8h00 | VALLEE D ORB | 23 | JEU | | 20h00-8h00 | AURORE | 24 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | CHRISTOPHE | | | | | | | | | | | | | | | |
| 25 | MER | | 20h00-8h00 | AURORE | 24 | VEN | | 20h00-8h00 | CHRISTOPHE | 25 | LUN | JOUR | 8h00-20h00 | AURORE | | | | | | | | | | | | | | | |
| 26 | JEU | | 20h00-8h00 | VALLEE D ORB | 25 | SAM | | 20h00-8h00 | VALLEE D ORB | 25 | LUN | NUIT | 20h00-8h00 | FABRE | | | | | | | | | | | | | | | |
| 27 | VEN | | 20h00-8h00 | FABRE | 26 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | FABRE | 26 | MAR | | 20h00-8h00 | VALLEE D ORB | | | | | | | | | | | | | | | |
| 28 | SAM | | 20h00-8h00 | AURORE | 26 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | AURORE | 27 | MER | | 20h00-8h00 | AURORE | | | | | | | | | | | | | | | |
| 29 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | VALLEE D ORB | 27 | LUN | | 20h00-8h00 | VALLEE D ORB | 28 | JEU | | 20h00-8h00 | FABRE | | | | | | | | | | | | | | | |
| 29 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | FABRE | 28 | MAR | | 20h00-8h00 | AURORE | 29 | VEN | | 20h00-8h00 | VALLEE D ORB | | | | | | | | | | | | | | | |
| 30 | LUN | | 20h00-8h00 | VALLEE D ORB | 29 | MER | | 20h00-8h00 | VALLEE D ORB | 30 | SAM | | 20h00-8h00 | AURORE | | | | | | | | | | | | | | | |
| 31 | MAR | | 20h00-8h00 | AURORE | 30 | JEU | | 20h00-8h00 | CHRISTOPHE | 31 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | CHRISTOPHE | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | 31 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | VALLEE D ORB | | | | | | | | | | | | | |

SECTEUR 4

| OCTOBRE 2017 | | | | | | | | | | NOVEMBRE 2017 | | | | | | | | | | DECEMBRE 2017 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--------------|-----|-------|------------|-------------|---|-------|------|------------|------|---------------|-----|-------|-----|------------|-------|-------------|-----|-------|------------|---------------|---|-------------|---|-----|------------|------|---|-----|------|------------|--------|---|-----|------|------------|--------|---|-----|------------|--------|---|-----|------|------------|--------|---|-----|------|------------|--------|---|-----|------------|--------|---|-----|------|------------|--------|---|-----|------|------------|--------|---|-----|------------|-----|---|-----|------|------------|--------|---|-----|------|------------|--------|---|-----|------------|-----|---|-----|------|------------|--------|---|-----|------|------------|--------|---|-----|------------|--------|---|-----|------|------------|--------|---|-----|------|------------|--------|---|-----|------------|--------|---|-----|------|------------|--------|---|-----|------|------------|--------|---|-----|------------|--------|----|-----|------|------------|--------|----|-----|------|------------|--------|----|-----|------------|--------|----|-----|------|------------|--------|----|-----|------|------------|--------|----|-----|------------|--------|----|-----|------|------------|--------|----|-----|------|------------|--------|----|-----|------------|--------|----|-----|------|------------|--------|----|-----|------|------------|--------|----|-----|------------|--------|----|-----|------|------------|--------|----|-----|------|------------|--------|----|-----|------------|--------|----|-----|------|------------|--------|----|-----|------|------------|--------|----|-----|------------|--------|----|-----|------|------------|--------|----|-----|------|------------|--------|----|-----|------------|--------|----|-----|------|------------|--------|----|-----|------|------------|--------|----|-----|------------|--------|----|-----|------|------------|--------|----|-----|------|------------|--------|----|-----|------------|--------|----|-----|------|------------|--------|----|-----|------|------------|--------|----|-----|------------|--------|----|-----|------|------------|--------|----|-----|------|------------|--------|----|-----|------------|--------|----|-----|------|------------|--------|----|-----|------|------------|--------|----|-----|------------|--------|----|-----|------|------------|--------|----|-----|------|------------|--------|----|-----|------------|--------|----|-----|------|------------|--------|----|-----|------|------------|--------|----|-----|------------|--------|----|-----|------|------------|--------|----|-----|------|------------|--------|----|-----|------------|--------|----|-----|------|------------|--------|----|-----|------|------------|--------|----|-----|------------|--------|----|-----|------|------------|--------|----|-----|------|------------|--------|----|-----|------------|--------|----|-----|------|------------|--------|----|-----|------|------------|--------|----|-----|------------|--------|----|-----|------|------------|--------|----|-----|------|------------|--------|----|-----|------------|--------|----|-----|------|------------|--------|----|-----|------|------------|--------|----|-----|------------|--------|----|-----|------|------------|--------|----|-----|------|------------|--------|----|-----|------------|--------|----|-----|------|------------|--------|----|-----|------|------------|--------|----|-----|------------|--------|
| DATES | | HEURE | | ENTREPRISES | | DATES | | HEURE | | ENTREPRISES | | DATES | | HEURE | | ENTREPRISES | | DATES | | HEURE | | ENTREPRISES | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1 | DIM | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 1 | MER | JOUR | 34250270/5 | AZUR | 1 | VEN | 1 | VEN | 34250094/9 | RAPID | 2 | DIM | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 2 | MAR | 2 | MAR | 34250270/5 | AZUR | 3 | DIM | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 3 | MER | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 3 | MER | 34250023/8 | ECLAIR | 4 | DIM | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 4 | VEN | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 4 | VEN | 34250023/8 | ECLAIR | 5 | DIM | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 5 | LUN | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 5 | LUN | 34250020/4 | PLA | 6 | DIM | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 6 | MAR | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 6 | MAR | 34250020/4 | PLA | 7 | DIM | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 7 | MER | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 7 | MER | 34250023/8 | ECLAIR | 8 | DIM | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 8 | VEN | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 8 | VEN | 34250023/8 | ECLAIR | 9 | DIM | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 9 | LUN | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 9 | LUN | 34250023/8 | ECLAIR | 10 | DIM | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 10 | MAR | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 10 | MAR | 34250023/8 | ECLAIR | 11 | DIM | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 11 | MER | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 11 | MER | 34250023/8 | ECLAIR | 12 | DIM | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 12 | VEN | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 12 | VEN | 34250023/8 | ECLAIR | 13 | DIM | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 13 | LUN | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 13 | LUN | 34250023/8 | ECLAIR | 14 | DIM | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 14 | MAR | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 14 | MAR | 34250023/8 | ECLAIR | 15 | DIM | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 15 | MER | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 15 | MER | 34250023/8 | ECLAIR | 16 | DIM | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 16 | VEN | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 16 | VEN | 34250023/8 | ECLAIR | 17 | DIM | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 17 | LUN | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 17 | LUN | 34250023/8 | ECLAIR | 18 | DIM | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 18 | MAR | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 18 | MAR | 34250023/8 | ECLAIR | 19 | DIM | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 19 | MER | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 19 | MER | 34250023/8 | ECLAIR | 20 | DIM | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 20 | VEN | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 20 | VEN | 34250023/8 | ECLAIR | 21 | DIM | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 21 | LUN | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 21 | LUN | 34250023/8 | ECLAIR | 22 | DIM | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 22 | MAR | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 22 | MAR | 34250023/8 | ECLAIR | 23 | DIM | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 23 | MER | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 23 | MER | 34250023/8 | ECLAIR | 24 | DIM | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 24 | VEN | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 24 | VEN | 34250023/8 | ECLAIR | 25 | DIM | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 25 | LUN | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 25 | LUN | 34250023/8 | ECLAIR | 26 | DIM | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 26 | MAR | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 26 | MAR | 34250023/8 | ECLAIR | 27 | DIM | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 27 | MER | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 27 | MER | 34250023/8 | ECLAIR | 28 | DIM | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 28 | VEN | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 28 | VEN | 34250023/8 | ECLAIR | 29 | DIM | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 29 | LUN | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 29 | LUN | 34250023/8 | ECLAIR | 30 | DIM | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 30 | MAR | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 30 | MAR | 34250023/8 | ECLAIR | 31 | DIM | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 31 | MER | JOUR | 34250023/8 | ECLAIR | 31 | MER | 34250023/8 | ECLAIR |

SECTEUR 5

| OCTOBRE 2017 | | | | NOVEMBRE 2017 | | | | DECEMBRE | | | |
|--------------|------------|-------------------------------|--------|---------------|-------------------------------|--------|------------|-------------------------------|--------|------------|-------------------------------|
| DATES | HEURE | ENTREPRISES | DATES | HEURE | ENTREPRISES | DATES | HEURE | ENTREPRISES | DATES | HEURE | ENTREPRISES |
| 1 DIM | 8h00-20h00 | Ambulance Gignacoise | 1 MER | 8h00-20h00 | Ambulance Gignacoise | 1 VEN | 8h00-20h00 | Ambulance Gignacoise | 1 VEN | 8h00-20h00 | Ambulance Gignacoise |
| 1 DIM | 20h00-8h00 | Douarche Ambulances | 1 MER | 20h00-8h00 | Ambulances La Clermontoise | 2 SAM | 20h00-8h00 | Ambulances La Clermontoise | 2 SAM | 20h00-8h00 | Ambulances La Clermontoise |
| 2 LUN | 20h00-8h00 | Ambulances Vallée d'Hérault | 2 JEU | 20h00-8h00 | Ambulances La Clermontoise | 3 DIM | 8h00-20h00 | Ambulances La Clermontoise | 3 DIM | 8h00-20h00 | Ambulances La Clermontoise |
| 3 MAR | 20h00-8h00 | Ambulance Minervoise (Annexe) | 3 VEN | 20h00-8h00 | Ambulances La Clermontoise | 3 DIM | 20h00-8h00 | Ambulances La Clermontoise | 3 DIM | 20h00-8h00 | Ambulances La Clermontoise |
| 4 MER | 20h00-8h00 | Ambulance Gignacoise | 4 SAM | 20h00-8h00 | Ambulances Paulhanaises | 4 LUN | 20h00-8h00 | Ambulances Paulhanaises | 4 LUN | 20h00-8h00 | Ambulances Paulhanaises |
| 5 JEU | 20h00-8h00 | ABC transport | 5 DIM | 8h00-20h00 | Ambulances La Clermontoise | 5 MAR | 20h00-8h00 | Ambulances La Clermontoise | 5 MAR | 20h00-8h00 | Ambulances La Clermontoise |
| 6 VEN | 20h00-8h00 | ABC transport | 5 DIM | 20h00-8h00 | Ambulances Paulhanaises | 6 MER | 20h00-8h00 | Ambulances Paulhanaises | 6 MER | 20h00-8h00 | Ambulances Paulhanaises |
| 7 SAM | 20h00-8h00 | Ambulances Vallée d'Hérault | 6 LUN | 20h00-8h00 | Ambulances Paulhanaises | 7 JEU | 20h00-8h00 | Ambulances Paulhanaises | 7 JEU | 20h00-8h00 | Ambulances Paulhanaises |
| 8 DIM | 8h00-20h00 | Ambulances La Clermontoise | 7 MAR | 20h00-8h00 | Ambulances Paulhanaises | 8 VEN | 20h00-8h00 | Ambulances Paulhanaises | 8 VEN | 20h00-8h00 | Ambulances Paulhanaises |
| 8 DIM | 20h00-8h00 | Ambulances Paulhanaises | 8 MER | 20h00-8h00 | Ambulances La Clermontoise | 9 SAM | 20h00-8h00 | Ambulances La Clermontoise | 9 SAM | 20h00-8h00 | Ambulances La Clermontoise |
| 9 LUN | 20h00-8h00 | Ambulances Paulhanaises | 9 JEU | 20h00-8h00 | Ambulances La Clermontoise | 10 DIM | 8h00-20h00 | Ambulances La Clermontoise | 10 DIM | 8h00-20h00 | Ambulances La Clermontoise |
| 10 MAR | 20h00-8h00 | Ambulances Paulhanaises | 10 VEN | 20h00-8h00 | Ambulances La Clermontoise | 10 DIM | 20h00-8h00 | Ambulances La Clermontoise | 10 DIM | 20h00-8h00 | Ambulances La Clermontoise |
| 11 MER | 20h00-8h00 | Ambulances La Clermontoise | 11 SAM | 8h00-20h00 | Ambulance Minervoise (Annexe) | 11 LUN | 20h00-8h00 | Ambulance Minervoise (Annexe) | 11 LUN | 20h00-8h00 | Ambulance Minervoise (Annexe) |
| 12 JEU | 20h00-8h00 | Ambulances La Clermontoise | 11 SAM | 8h00-20h00 | ABC transport | 12 MAR | 20h00-8h00 | ABC transport | 12 MAR | 20h00-8h00 | ABC transport |
| 13 VEN | 20h00-8h00 | Ambulances La Clermontoise | 12 DIM | 8h00-20h00 | Ambulances Paulhanaises | 13 MER | 20h00-8h00 | Ambulances Paulhanaises | 13 MER | 20h00-8h00 | Ambulances Paulhanaises |
| 14 SAM | 20h00-8h00 | Ambulances Paulhanaises | 12 DIM | 20h00-8h00 | ABC transport | 14 JEU | 20h00-8h00 | ABC transport | 14 JEU | 20h00-8h00 | ABC transport |
| 15 DIM | 8h00-20h00 | Douarche Ambulances | 13 LUN | 20h00-8h00 | Ambulance Gignacoise | 15 VEN | 20h00-8h00 | Ambulance Gignacoise | 15 VEN | 20h00-8h00 | Ambulance Gignacoise |
| 15 DIM | 20h00-8h00 | Ambulance Minervoise (Annexe) | 14 MAR | 20h00-8h00 | Ambulances Vallée d'Hérault | 16 SAM | 20h00-8h00 | Ambulances Vallée d'Hérault | 16 SAM | 20h00-8h00 | Ambulances Vallée d'Hérault |
| 16 LUN | 20h00-8h00 | Ambulance Gignacoise | 15 MER | 20h00-8h00 | Ambulance Gignacoise | 17 DIM | 8h00-20h00 | Ambulance Gignacoise | 17 DIM | 8h00-20h00 | Ambulance Gignacoise |
| 17 MAR | 20h00-8h00 | Douarche Ambulances | 16 JEU | 20h00-8h00 | Douarche Ambulances | 17 DIM | 20h00-8h00 | Douarche Ambulances | 17 DIM | 20h00-8h00 | Douarche Ambulances |
| 18 MER | 20h00-8h00 | Ambulance Gignacoise | 17 VEN | 20h00-8h00 | Ambulance Gignacoise | 18 LUN | 20h00-8h00 | Caumes et Richard | 18 LUN | 20h00-8h00 | Caumes et Richard |
| 19 JEU | 20h00-8h00 | ABC transport | 18 SAM | 20h00-8h00 | ABC transport | 19 MAR | 20h00-8h00 | Caumes et Richard | 19 MAR | 20h00-8h00 | Caumes et Richard |
| 20 VEN | 20h00-8h00 | Caumes et Richard | 19 DIM | 8h00-20h00 | ABC transport | 20 MER | 20h00-8h00 | ABC transport | 20 MER | 20h00-8h00 | ABC transport |
| 21 SAM | 20h00-8h00 | Caumes et Richard | 19 DIM | 20h00-8h00 | Caumes et Richard | 21 JEU | 20h00-8h00 | Caumes et Richard | 21 JEU | 20h00-8h00 | Caumes et Richard |
| 22 DIM | 8h00-20h00 | Ambulances La Clermontoise | 20 LUN | 20h00-8h00 | Ambulances Paulhanaises | 22 VEN | 20h00-8h00 | Ambulances Paulhanaises | 22 VEN | 20h00-8h00 | Ambulances Paulhanaises |
| 22 DIM | 20h00-8h00 | Caumes et Richard | 21 MAR | 20h00-8h00 | Ambulances Paulhanaises | 23 SAM | 20h00-8h00 | Ambulances Paulhanaises | 23 SAM | 20h00-8h00 | Ambulances Paulhanaises |
| 23 LUN | 20h00-8h00 | Ambulance Gignacoise | 22 MER | 20h00-8h00 | Ambulances Paulhanaises | 24 DIM | 8h00-20h00 | Ambulances Paulhanaises | 24 DIM | 8h00-20h00 | Ambulances Paulhanaises |
| 24 MAR | 20h00-8h00 | ABC transport | 23 JEU | 20h00-8h00 | Ambulances La Clermontoise | 24 DIM | 20h00-8h00 | Ambulances La Clermontoise | 24 DIM | 20h00-8h00 | Ambulances La Clermontoise |
| 25 MER | 20h00-8h00 | ABC transport | 24 VEN | 20h00-8h00 | Ambulances La Clermontoise | 25 LUN | 8h00-20h00 | Ambulances La Clermontoise | 25 LUN | 8h00-20h00 | Ambulances La Clermontoise |
| 26 JEU | 20h00-8h00 | Ambulances La Clermontoise | 25 SAM | 20h00-8h00 | Ambulances La Clermontoise | 25 LUN | 20h00-8h00 | Ambulances La Clermontoise | 25 LUN | 20h00-8h00 | Ambulances La Clermontoise |
| 27 VEN | 20h00-8h00 | Ambulances La Clermontoise | 26 DIM | 8h00-20h00 | ABC transport | 26 MAR | 20h00-8h00 | ABC transport | 26 MAR | 20h00-8h00 | ABC transport |
| 28 SAM | 20h00-8h00 | Ambulances La Clermontoise | 26 DIM | 20h00-8h00 | Douarche Ambulances | 27 MER | 20h00-8h00 | Douarche Ambulances | 27 MER | 20h00-8h00 | Douarche Ambulances |
| 29 DIM | 8h00-20h00 | Ambulances Vallée d'Hérault | 27 LUN | 20h00-8h00 | Ambulance Minervoise (Annexe) | 28 JEU | 20h00-8h00 | Ambulance Minervoise (Annexe) | 28 JEU | 20h00-8h00 | Ambulance Minervoise (Annexe) |
| 29 DIM | 20h00-8h00 | Douarche Ambulances | 28 MAR | 20h00-8h00 | Ambulances Vallée d'Hérault | 29 VEN | 20h00-8h00 | Ambulances Vallée d'Hérault | 29 VEN | 20h00-8h00 | Ambulances Vallée d'Hérault |
| 30 LUN | 20h00-8h00 | Ambulances Vallée d'Hérault | 29 MER | 20h00-8h00 | Ambulance Gignacoise | 30 JEU | 20h00-8h00 | Ambulance Gignacoise | 30 JEU | 20h00-8h00 | Ambulance Gignacoise |
| 31 MAR | 20h00-8h00 | Ambulance Minervoise (Annexe) | 30 JEU | 20h00-8h00 | ABC transport | 31 DIM | 8h00-20h00 | ABC transport | 31 DIM | 8h00-20h00 | ABC transport |
| | | | | | | 31 DIM | 20h00-8h00 | ABC transport | 31 DIM | 20h00-8h00 | ABC transport |
| | | | | | | 1 LUN | 8h00-20h00 | ABC transport | 1 LUN | 8h00-20h00 | ABC transport |
| | | | | | | 1 LUN | 20h00-8h00 | ABC transport | 1 LUN | 20h00-8h00 | ABC transport |

SECTEUR 6

| OCTOBRE 2017 | | | | NOVEMBRE 2017 | | | | DECEMBRE 2017 | | | | | | | |
|--------------|-------|-------------|------------|---------------|-------------|------------|------------|---------------|------------|------------|-------------|------------|------------|------------|------------|
| DATES | HEURE | ENTREPRISES | DATES | HEURE | ENTREPRISES | DATES | HEURE | ENTREPRISES | DATES | HEURE | ENTREPRISES | | | | |
| 1 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | 1 | MER | 20h00-8h00 | 1 | VEN | 20h00-8h00 | 1 | VEN | 20h00-8h00 | | | |
| 1 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | 2 | JEU | 20h00-8h00 | 2 | JEU | 20h00-8h00 | 2 | SAM | 20h00-8h00 | | | |
| 2 | LUN | | 20h00-8h00 | 3 | VEN | 20h00-8h00 | 3 | VEN | 20h00-8h00 | 3 | DIM | 8h00-20h00 | | | |
| 3 | MAR | | 20h00-8h00 | 4 | SAM | 20h00-8h00 | 4 | SAM | 20h00-8h00 | 3 | DIM | 20h00-8h00 | | | |
| 4 | MER | | 20h00-8h00 | 5 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | 4 | LUN | 20h00-8h00 | 4 | LUN | 20h00-8h00 | | |
| 5 | JEU | | 20h00-8h00 | 5 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | 5 | MAR | 20h00-8h00 | 5 | MAR | 20h00-8h00 | | |
| 6 | VEN | | 20h00-8h00 | 6 | LUN | 20h00-8h00 | 6 | LUN | 20h00-8h00 | 6 | MER | 20h00-8h00 | | | |
| 7 | SAM | | 20h00-8h00 | 7 | MAR | 20h00-8h00 | 7 | MAR | 20h00-8h00 | 7 | JEU | 20h00-8h00 | | | |
| 8 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | 8 | MER | 20h00-8h00 | 8 | MER | 20h00-8h00 | 8 | VEN | 20h00-8h00 | | | |
| 8 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | 9 | JEU | 20h00-8h00 | 9 | JEU | 20h00-8h00 | 9 | SAM | 20h00-8h00 | | | |
| 9 | LUN | | 20h00-8h00 | 10 | VEN | 20h00-8h00 | 10 | VEN | 20h00-8h00 | 10 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | | |
| 10 | MAR | | 20h00-8h00 | 11 | SAM | JOUR | 8h00-20h00 | 11 | SAM | JOUR | 8h00-20h00 | 10 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 |
| 11 | MER | | 20h00-8h00 | 11 | SAM | NUIT | 20h00-8h00 | 11 | SAM | NUIT | 20h00-8h00 | 11 | LUN | 20h00-8h00 | |
| 12 | JEU | | 20h00-8h00 | 12 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | 12 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | 12 | MAR | 20h00-8h00 | |
| 13 | VEN | | 20h00-8h00 | 12 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | 12 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | 13 | MER | 20h00-8h00 | |
| 14 | SAM | | 20h00-8h00 | 13 | LUN | 20h00-8h00 | 13 | LUN | 20h00-8h00 | 14 | JEU | 20h00-8h00 | | | |
| 15 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | 14 | MAR | 20h00-8h00 | 14 | MAR | 20h00-8h00 | 15 | VEN | 20h00-8h00 | | | |
| 15 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | 15 | MER | 20h00-8h00 | 15 | MER | 20h00-8h00 | 16 | SAM | 20h00-8h00 | | | |
| 16 | LUN | | 20h00-8h00 | 16 | JEU | 20h00-8h00 | 16 | JEU | 20h00-8h00 | 17 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | | |
| 17 | MAR | | 20h00-8h00 | 17 | VEN | 20h00-8h00 | 17 | VEN | 20h00-8h00 | 17 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | | |
| 18 | MER | | 20h00-8h00 | 18 | SAM | 20h00-8h00 | 18 | SAM | 20h00-8h00 | 18 | LUN | 20h00-8h00 | | | |
| 19 | JEU | | 20h00-8h00 | 19 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | 19 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | 19 | MAR | 20h00-8h00 | |
| 20 | VEN | | 20h00-8h00 | 19 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | 19 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | 20 | MER | 20h00-8h00 | |
| 21 | SAM | | 20h00-8h00 | 20 | LUN | 20h00-8h00 | 20 | LUN | 20h00-8h00 | 20 | MER | 20h00-8h00 | | | |
| 22 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | 21 | MAR | 20h00-8h00 | 21 | MAR | 20h00-8h00 | 21 | JEU | 20h00-8h00 | | | |
| 22 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | 22 | MER | 20h00-8h00 | 22 | MER | 20h00-8h00 | 22 | VEN | 20h00-8h00 | | | |
| 23 | LUN | | 20h00-8h00 | 23 | JEU | 20h00-8h00 | 23 | JEU | 20h00-8h00 | 23 | SAM | 20h00-8h00 | | | |
| 24 | MAR | | 20h00-8h00 | 24 | VEN | 20h00-8h00 | 24 | VEN | 20h00-8h00 | 24 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | | |
| 25 | MER | | 20h00-8h00 | 25 | SAM | 20h00-8h00 | 25 | SAM | 20h00-8h00 | 24 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | | |
| 26 | JEU | | 20h00-8h00 | 26 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | 26 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | 25 | LUN | JOUR | 8h00-20h00 |
| 27 | VEN | | 20h00-8h00 | 26 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | 26 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | 25 | LUN | NUIT | 20h00-8h00 |
| 28 | SAM | | 20h00-8h00 | 27 | LUN | 20h00-8h00 | 27 | LUN | 20h00-8h00 | 26 | MAR | 20h00-8h00 | | | |
| 29 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | 28 | MAR | 20h00-8h00 | 28 | MAR | 20h00-8h00 | 27 | MER | 20h00-8h00 | | | |
| 29 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | 29 | MER | 20h00-8h00 | 29 | MER | 20h00-8h00 | 28 | JEU | 20h00-8h00 | | | |
| 30 | LUN | | 20h00-8h00 | 30 | JEU | 20h00-8h00 | 30 | JEU | 20h00-8h00 | 29 | VEN | 20h00-8h00 | | | |
| 31 | MAR | | 20h00-8h00 | | | | | | | 30 | SAM | 20h00-8h00 | | | |
| | | | | | | | | | | 31 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | | |
| | | | | | | | | | | 31 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | | |

SECTEUR 7

| JUILLET 2017 | | | | AOÛT 2017 | | | | SEPTEMBRE 2017 | | | | |
|--------------|------------|--------------------|--------|------------|--------------------|--------|------------|--------------------|--------|------------|----------------|--------------------|
| DATES | HEURE | ENTREPRISES | DATES | HEURE | ENTREPRISES | DATES | HEURE | ENTREPRISES | DATES | HEURE | ENTREPRISES | |
| 1 SAM | 20h00-8h00 | Sud Assistance | 1 MAR | 20h00-8h00 | FCP St jean | 1 VEN | 20h00-8h00 | Sud Assistance | 1 VEN | 20h00-8h00 | Sud Assistance | |
| 2 DIM | 8h00-20h00 | Centre Ambulancier | 2 MER | 20h00-8h00 | Doublet Mauguio | 2 MER | 20h00-8h00 | Doublet Mauguio | 2 SAM | 20h00-8h00 | FCP St jean | |
| 2 DIM | 20h00-8h00 | Sud Assistance | 3 JEU | 20h00-8h00 | Sud Assistance | 3 JEU | 20h00-8h00 | Sud Assistance | 3 DIM | JOUR | 8h00-20h00 | FCP St jean |
| 3 LUN | 20h00-8h00 | Doublet Mauguio | 4 VEN | 20h00-8h00 | Sud Assistance | 4 VEN | 20h00-8h00 | Sud Assistance | 3 DIM | NUIT | 20h00-8h00 | FCP St jean |
| 4 MAR | 20h00-8h00 | FCP St jean | 5 SAM | 20h00-8h00 | FCP St jean | 5 SAM | 20h00-8h00 | FCP St jean | 4 LUN | | 20h00-8h00 | Doublet Mauguio |
| 5 MER | 20h00-8h00 | Doublet Mauguio | 6 DIM | JOUR | FCP St jean | 6 DIM | JOUR | FCP St jean | 5 MAR | | 20h00-8h00 | Sud Assistance |
| 6 JEU | 20h00-8h00 | FCP St jean | 6 DIM | NUIT | FCP St jean | 6 DIM | NUIT | FCP St jean | 6 MER | | 20h00-8h00 | FCP St jean |
| 7 VEN | 20h00-8h00 | Sud Assistance | 7 LUN | | FCP St jean | 7 LUN | | FCP St jean | 7 JEU | | 20h00-8h00 | FCP St jean |
| 8 SAM | 20h00-8h00 | FCP St jean | 8 MAR | | Sud Assistance | 8 MAR | | Sud Assistance | 8 VEN | | 20h00-8h00 | FCP St jean |
| 9 DIM | 8h00-20h00 | FCP St jean | 9 MER | | FCP St jean | 9 MER | | Sud Assistance | 9 SAM | | 20h00-8h00 | Sud Assistance |
| 9 DIM | 20h00-8h00 | FCP St jean | 10 JEU | | FCP St jean | 10 JEU | | FCP St jean | 10 DIM | JOUR | 8h00-20h00 | Centre Ambulancier |
| 10 LUN | 20h00-8h00 | FCP St jean | 11 VEN | | FCP St jean | 11 VEN | | FCP St jean | 10 DIM | NUIT | 20h00-8h00 | Sud Assistance |
| 11 MAR | 20h00-8h00 | Sud Assistance | 12 SAM | | Sud Assistance | 12 SAM | | Sud Assistance | 11 LUN | | 20h00-8h00 | Sud Assistance |
| 12 MER | 20h00-8h00 | Sud Assistance | 13 DIM | JOUR | Centre Ambulancier | 13 DIM | JOUR | Centre Ambulancier | 12 MAR | | 20h00-8h00 | FCP St jean |
| 13 JEU | 20h00-8h00 | FCP St jean | 13 DIM | NUIT | FCP St jean | 13 DIM | NUIT | Sud Assistance | 13 MER | | 20h00-8h00 | FCP St jean |
| 14 VEN | 8h00-20h00 | FCP St jean | 14 LUN | | FCP St jean | 14 LUN | | Sud Assistance | 14 JEU | | 20h00-8h00 | FCP St jean |
| 14 VEN | 20h00-8h00 | FCP St jean | 15 MAR | | FCP St jean | 15 MAR | | Centre Ambulancier | 15 VEN | | 20h00-8h00 | Sud Assistance |
| 15 SAM | 20h00-8h00 | Sud Assistance | 15 MAR | JOUR | Sud Assistance | 15 MAR | JOUR | FCP St jean | 16 SAM | | 20h00-8h00 | FCP St jean |
| 16 DIM | 8h00-20h00 | Centre Ambulancier | 16 MER | | Centre Ambulancier | 16 MER | | FCP St jean | 17 DIM | JOUR | 20h00-8h00 | FCP St jean |
| 16 DIM | 20h00-8h00 | Sud Assistance | 17 JEU | | Sud Assistance | 17 JEU | | Sud Assistance | 17 DIM | NUIT | 20h00-8h00 | FCP St jean |
| 17 LUN | 20h00-8h00 | Sud Assistance | 18 VEN | | Sud Assistance | 18 VEN | | Sud Assistance | 18 LUN | | 20h00-8h00 | FCP St jean |
| 18 MAR | 20h00-8h00 | FCP St jean | 19 SAM | | FCP St jean | 19 SAM | | FCP St jean | 19 MAR | | 20h00-8h00 | Sud Assistance |
| 19 MER | 20h00-8h00 | FCP St jean | 20 DIM | JOUR | FCP St jean | 20 DIM | JOUR | FCP St jean | 20 MER | | 20h00-8h00 | Sud Assistance |
| 20 JEU | 20h00-8h00 | Sud Assistance | 20 DIM | NUIT | Sud Assistance | 20 DIM | NUIT | FCP St jean | 21 JEU | | 20h00-8h00 | FCP St jean |
| 21 VEN | 20h00-8h00 | Sud Assistance | 21 LUN | | Sud Assistance | 21 LUN | | FCP St jean | 22 VEN | | 20h00-8h00 | FCP St jean |
| 22 SAM | 20h00-8h00 | FCP St jean | 22 MAR | | FCP St jean | 22 MAR | | Sud Assistance | 23 SAM | | 20h00-8h00 | Centre Ambulancier |
| 23 DIM | 8h00-20h00 | FCP St jean | 23 MER | | FCP St jean | 23 MER | | Sud Assistance | 24 DIM | JOUR | 8h00-20h00 | Centre Ambulancier |
| 23 DIM | 20h00-8h00 | FCP St jean | 24 JEU | | FCP St jean | 24 JEU | | FCP St jean | 24 DIM | NUIT | 20h00-8h00 | Centre Ambulancier |
| 24 LUN | 20h00-8h00 | FCP St jean | 25 VEN | | FCP St jean | 25 VEN | | FCP St jean | 25 LUN | | 20h00-8h00 | FCP St jean |
| 25 MAR | 20h00-8h00 | Sud Assistance | 26 SAM | | Sud Assistance | 26 SAM | | Sud Assistance | 26 MAR | | 20h00-8h00 | FCP St jean |
| 26 MER | 20h00-8h00 | Sud Assistance | 27 DIM | JOUR | Centre Ambulancier | 27 DIM | JOUR | Centre Ambulancier | 27 MER | | 20h00-8h00 | Doublet Mauguio |
| 27 JEU | 20h00-8h00 | FCP St jean | 27 DIM | NUIT | Sud Assistance | 27 DIM | NUIT | Sud Assistance | 28 JEU | | 20h00-8h00 | Sud Assistance |
| 28 VEN | 20h00-8h00 | FCP St jean | 28 LUN | | FCP St jean | 28 LUN | | Sud Assistance | 29 VEN | | 20h00-8h00 | Sud Assistance |
| 29 SAM | 20h00-8h00 | Centre Ambulancier | 29 MAR | | Centre Ambulancier | 29 MAR | | FCP St jean | 30 SAM | | 20h00-8h00 | FCP St jean |
| 30 DIM | 8h00-20h00 | Centre Ambulancier | 30 MER | | Centre Ambulancier | 30 MER | | Doublet Mauguio | | | | |
| 30 DIM | 20h00-8h00 | Centre Ambulancier | 31 JEU | | Centre Ambulancier | 31 JEU | | FCP St jean | | | | |
| 31 LUN | 20h00-8h00 | Sud Assistance | | | Sud Assistance | | | | | | | |

SECTEUR 7

| OCTOBRE 2017 | | | | NOVEMBRE 2017 | | | | DECEMBRE 2017 | | | |
|--------------|-------|-------------|-------|---------------|-------------|-------|-------|---------------|-------|-------|-------------|
| DATES | HEURE | ENTREPRISES | DATES | HEURE | ENTREPRISES | DATES | HEURE | ENTREPRISES | DATES | HEURE | ENTREPRISES |
| 1 | DIM | JOUR | 1 | MER | JOUR | 1 | MER | JOUR | 1 | VEN | |
| 1 | DIM | NUIT | 1 | MER | NUIT | 1 | MER | NUIT | 2 | SAM | |
| 2 | LUN | | 2 | JEU | | 2 | JEU | | 3 | DIM | JOUR |
| 3 | MAR | | 3 | VEN | | 3 | VEN | | 3 | DIM | NUIT |
| 4 | MER | | 4 | SAM | | 4 | SAM | | 4 | LUN | |
| 5 | JEU | | 5 | DIM | JOUR | 5 | DIM | JOUR | 5 | MAR | |
| 6 | VEN | | 5 | DIM | NUIT | 5 | DIM | NUIT | 6 | MER | |
| 7 | SAM | | 6 | LUN | | 6 | LUN | | 7 | JEU | |
| 8 | DIM | JOUR | 7 | MAR | | 7 | MAR | | 8 | VEN | |
| 8 | DIM | NUIT | 8 | MER | | 8 | MER | | 9 | SAM | |
| 9 | LUN | | 9 | JEU | | 9 | JEU | | 10 | DIM | JOUR |
| 10 | MAR | | 10 | VEN | | 10 | VEN | | 10 | DIM | NUIT |
| 11 | MER | | 11 | SAM | JOUR | 11 | SAM | JOUR | 11 | LUN | |
| 12 | JEU | | 11 | SAM | NUIT | 11 | SAM | NUIT | 12 | MAR | |
| 13 | VEN | | 12 | DIM | JOUR | 12 | DIM | JOUR | 13 | MER | |
| 14 | SAM | | 12 | DIM | NUIT | 12 | DIM | NUIT | 14 | JEU | |
| 15 | DIM | JOUR | 13 | LUN | | 13 | LUN | | 15 | VEN | |
| 15 | DIM | NUIT | 14 | MAR | | 14 | MAR | | 16 | SAM | |
| 16 | LUN | | 15 | MER | | 15 | MER | | 17 | DIM | JOUR |
| 17 | MAR | | 16 | JEU | | 16 | JEU | | 17 | DIM | NUIT |
| 18 | MER | | 17 | VEN | | 17 | VEN | | 18 | LUN | |
| 19 | JEU | | 18 | SAM | | 18 | SAM | | 19 | MAR | |
| 20 | VEN | | 19 | DIM | JOUR | 19 | DIM | JOUR | 20 | MER | |
| 21 | SAM | | 19 | DIM | NUIT | 19 | DIM | NUIT | 21 | JEU | |
| 22 | DIM | JOUR | 20 | LUN | | 20 | LUN | | 22 | VEN | |
| 22 | DIM | NUIT | 21 | MAR | | 21 | MAR | | 23 | SAM | |
| 23 | LUN | | 22 | MER | | 22 | MER | | 24 | DIM | JOUR |
| 24 | MAR | | 23 | JEU | | 23 | JEU | | 24 | DIM | NUIT |
| 25 | MER | | 24 | VEN | | 24 | VEN | | 25 | LUN | JOUR |
| | | | 25 | SAM | | 25 | SAM | | 25 | LUN | NUIT |
| | | | | | | | | | 26 | MAR | |
| 26 | JEU | | | | | | | | 27 | MER | |
| 27 | VEN | | 26 | DIM | JOUR | | | | 28 | JEU | |
| 28 | SAM | | 26 | DIM | NUIT | | | | 29 | VEN | |
| 29 | DIM | JOUR | 27 | LUN | | | | | 30 | SAM | |
| 29 | DIM | NUIT | 28 | MAR | | | | | 31 | DIM | JOUR |
| 30 | LUN | | 29 | MER | | | | | 31 | DIM | NUIT |
| 31 | MAR | | 30 | JEU | | | | | | | |

SECTEUR 8

| OCTOBRE 2017 | | | | NOVEMBRE 2017 | | | | DECEMBRE 2017 | | | |
|--------------|-----------------|----------------|-------|----------------|----------------|-------|----------------|---------------|-------|-----------------|----------------|
| DATES | HEURE | ENTREPRISES | DATES | HEURE | ENTREPRISES | DATES | HEURE | ENTREPRISES | DATES | HEURE | ENTREPRISES |
| 1 | JOUR 8h00-20h00 | SANTE | 1 | MER 8h00-20h00 | LA GARDIOLE | 1 | VEN 20h00-8h00 | CAP SUD | 1 | VEN 20h00-8h00 | CAP SUD |
| 1 | NUIT 20h00-8h00 | BLANC FARGEON | 1 | MER 20h00-8h00 | SUD ASSISTANCE | 2 | SAM 20h00-8h00 | O2 | 2 | SAM 20h00-8h00 | LANGUEDOCIENNE |
| 2 | JOUR 20h00-8h00 | SERVICE | 2 | JEU 20h00-8h00 | CAP SUD | 3 | DIM 20h00-8h00 | O2 | 3 | DIM 20h00-8h00 | SUD ASSISTANCE |
| 3 | JOUR 20h00-8h00 | CAP SUD | 3 | VEN 20h00-8h00 | | 3 | DIM 20h00-8h00 | | 3 | NUIT 20h00-8h00 | BLANC FARGEON |
| 4 | JOUR 20h00-8h00 | CAP SUD | 4 | SAM 20h00-8h00 | | 4 | LUN 20h00-8h00 | | 4 | LUN 20h00-8h00 | CAP SUD |
| 5 | JOUR 20h00-8h00 | LITTORAL | 5 | DIM 8h00-20h00 | SANTE | 5 | MAR 20h00-8h00 | | 5 | MAR 20h00-8h00 | LA GARDIOLE |
| 6 | JOUR 20h00-8h00 | O2 | 5 | DIM 20h00-8h00 | BLANC FARGEON | 6 | MER 20h00-8h00 | | 6 | MER 20h00-8h00 | PALAVAS |
| 7 | JOUR 20h00-8h00 | O2 | 6 | LUN 20h00-8h00 | CAP SUD | 7 | JEU 20h00-8h00 | | 7 | JEU 20h00-8h00 | CAP SUD |
| 8 | JOUR 8h00-20h00 | LA GARDIOLE | 7 | MAR 20h00-8h00 | O2 | 8 | VEN 20h00-8h00 | | 8 | VEN 20h00-8h00 | CAP SUD |
| 8 | NUIT 20h00-8h00 | SUD ASSISTANCE | 8 | MER 20h00-8h00 | SOLEIL | 9 | SAM 20h00-8h00 | | 9 | SAM 20h00-8h00 | BLANC FARGEON |
| 9 | JOUR 20h00-8h00 | CAP SUD | 9 | JEU 20h00-8h00 | CAP SUD | 10 | DIM 20h00-8h00 | | 10 | DIM 8h00-20h00 | SANTE |
| 10 | JOUR 20h00-8h00 | EDEN | 10 | VEN 20h00-8h00 | LANGUEDOCIENNE | 10 | DIM 20h00-8h00 | | 10 | NUIT 20h00-8h00 | LITTORAL |
| 11 | JOUR 20h00-8h00 | PALAVAS | 11 | SAM 20h00-8h00 | LITTORAL | 11 | LUN 20h00-8h00 | | 11 | LUN 20h00-8h00 | CAP SUD |
| 12 | JOUR 20h00-8h00 | CAP SUD | 11 | SAM 8h00-20h00 | LA GARDIOLE | 12 | MAR 20h00-8h00 | | 12 | MAR 20h00-8h00 | SERVICE |
| 13 | JOUR 20h00-8h00 | AMB DE LA MER | 12 | DIM 8h00-20h00 | BLANC FARGEON | 13 | MER 20h00-8h00 | | 13 | MER 20h00-8h00 | SUD ASSISTANCE |
| 14 | JOUR 20h00-8h00 | BLANC FARGEON | 12 | DIM 20h00-8h00 | EDEN | 14 | JEU 20h00-8h00 | | 14 | JEU 20h00-8h00 | CAP SUD |
| 15 | JOUR 8h00-20h00 | SANTE | 13 | LUN 20h00-8h00 | SUD ASSISTANCE | 15 | VEN 20h00-8h00 | | 15 | VEN 20h00-8h00 | CAP SUD |
| 15 | NUIT 20h00-8h00 | O2 | 14 | MAR 20h00-8h00 | CAP SUD | 16 | SAM 20h00-8h00 | | 16 | SAM 20h00-8h00 | PALAVAS |
| 16 | JOUR 20h00-8h00 | O2 | 15 | MER 20h00-8h00 | BLANC FARGEON | 17 | DIM 20h00-8h00 | | 17 | DIM 20h00-8h00 | SANTE |
| 17 | JOUR 20h00-8h00 | CAP SUD | 16 | JEU 20h00-8h00 | METROPOLE | 17 | DIM 20h00-8h00 | | 17 | NUIT 20h00-8h00 | EDEN |
| 18 | JOUR 20h00-8h00 | CYBER | 17 | VEN 20h00-8h00 | AMB DE LA MER | 18 | LUN 20h00-8h00 | | 18 | LUN 20h00-8h00 | LA GARDIOLE |
| 19 | JOUR 20h00-8h00 | SOLEIL | 18 | SAM 20h00-8h00 | PALAVAS | 19 | MAR 20h00-8h00 | | 19 | MAR 20h00-8h00 | LANGUEDOCIENNE |
| 20 | JOUR 20h00-8h00 | SUD ASSISTANCE | 19 | DIM 8h00-20h00 | SANTE | 20 | MER 20h00-8h00 | | 20 | MER 20h00-8h00 | O2 |
| 21 | JOUR 20h00-8h00 | LANGUEDOCIENNE | 19 | DIM 20h00-8h00 | CAP SUD | 21 | JEU 20h00-8h00 | | 21 | JEU 20h00-8h00 | O2 |
| 22 | JOUR 8h00-20h00 | SANTE | 20 | LUN 20h00-8h00 | LANGUEDOCIENNE | 22 | VEN 20h00-8h00 | | 22 | VEN 20h00-8h00 | SUD ASSISTANCE |
| 22 | NUIT 20h00-8h00 | CAP SUD | 21 | MAR 20h00-8h00 | CAP SUD | 23 | SAM 20h00-8h00 | | 23 | SAM 20h00-8h00 | LANGUEDOCIENNE |
| 23 | JOUR 20h00-8h00 | LA GARDIOLE | 22 | MER 20h00-8h00 | SERVICE | 24 | DIM 8h00-20h00 | | 24 | JOUR 8h00-20h00 | SANTE |
| 24 | JOUR 20h00-8h00 | METROPOLE | 23 | JEU 20h00-8h00 | CYBER | 24 | DIM 20h00-8h00 | | 24 | NUIT 20h00-8h00 | METROPOLE |
| 25 | JOUR 20h00-8h00 | SUD ASSISTANCE | 24 | VEN 20h00-8h00 | O2 | 25 | LUN 8h00-20h00 | | 25 | JOUR 8h00-20h00 | CYBER |
| 26 | JOUR 20h00-8h00 | CAP SUD | 25 | SAM 20h00-8h00 | EDEN | 25 | LUN 20h00-8h00 | | 25 | NUIT 20h00-8h00 | SOLEIL |
| 27 | JOUR 20h00-8h00 | PALAVAS | 26 | DIM 8h00-20h00 | SANTE | 26 | MAR 20h00-8h00 | | 26 | MAR 20h00-8h00 | CAP SUD |
| 28 | JOUR 20h00-8h00 | LANGUEDOCIENNE | 26 | DIM 20h00-8h00 | LANGUEDOCIENNE | 27 | MER 20h00-8h00 | | 27 | MER 20h00-8h00 | CAP SUD |
| 29 | JOUR 8h00-20h00 | BLANC FARGEON | 27 | LUN 20h00-8h00 | PALAVAS | 28 | JEU 20h00-8h00 | | 28 | JEU 20h00-8h00 | O2 |
| 29 | NUIT 20h00-8h00 | PALAVAS | 28 | MAR 20h00-8h00 | LA GARDIOLE | 29 | VEN 20h00-8h00 | | 29 | VEN 20h00-8h00 | O2 |
| 30 | JOUR 20h00-8h00 | LANGUEDOCIENNE | 29 | MER 20h00-8h00 | SUD ASSISTANCE | 30 | SAM 20h00-8h00 | | 30 | SAM 20h00-8h00 | AMB DE LA MER |
| 31 | JOUR 20h00-8h00 | LA GARDIOLE | 30 | JEU 20h00-8h00 | CAP SUD | 31 | DIM 8h00-20h00 | | 31 | JOUR 8h00-20h00 | BLANC FARGEON |
| | | | | | | 31 | DIM 20h00-8h00 | | 31 | NUIT 20h00-8h00 | LA GARDIOLE |

SECTEUR 9

| JUILLET 2017 | | | | AOÛT 2017 | | | | SEPTEMBRE 2017 | | | |
|--------------|-----------------|-------------|--------|-----------------|-------------|--------|-----------------|----------------|--------|-----------------|-------------|
| DATES | HEURE | ENTREPRISES | DATES | HEURE | ENTREPRISES | DATES | HEURE | ENTREPRISES | DATES | HEURE | ENTREPRISES |
| 1 SAM | 20h00-8h00 | EVASION | 1 MAR | 20h00-8h00 | CLEA | 1 VEN | 20h00-8h00 | CLEA | 1 VEN | 20h00-8h00 | CLEA |
| 2 DIM | JOUR 8h00-20h00 | CLEA | 2 MER | 20h00-8h00 | CLEA | 2 SAM | 20h00-8h00 | EVASION | 2 SAM | 20h00-8h00 | EVASION |
| 2 DIM | NUIT 20h00-8h00 | EVASION | 3 JEU | 20h00-8h00 | JP | 3 DIM | JOUR 8h00-20h00 | CLEA | 3 DIM | JOUR 8h00-20h00 | CLEA |
| 3 LUN | 20h00-8h00 | CLEA | 4 VEN | 20h00-8h00 | JP | 3 DIM | NUIT 20h00-8h00 | EVASION | 3 DIM | NUIT 20h00-8h00 | EVASION |
| 4 MAR | 20h00-8h00 | CLEA | 5 SAM | 20h00-8h00 | EVASION | 4 LUN | 20h00-8h00 | JP | 4 LUN | 20h00-8h00 | JP |
| 5 MER | 20h00-8h00 | JP | 6 DIM | JOUR 8h00-20h00 | JP | 5 MAR | 20h00-8h00 | JP | 5 MAR | 20h00-8h00 | JP |
| 6 JEU | 20h00-8h00 | EVASION | 6 DIM | NUIT 20h00-8h00 | EVASION | 6 MER | 20h00-8h00 | CLEA | 6 MER | 20h00-8h00 | CLEA |
| 7 VEN | 20h00-8h00 | JP | 7 LUN | 20h00-8h00 | CLEA | 7 JEU | 20h00-8h00 | CLEA | 7 JEU | 20h00-8h00 | CLEA |
| 8 SAM | 20h00-8h00 | CLEA | 8 MAR | 20h00-8h00 | CLEA | 8 VEN | 20h00-8h00 | EVASION | 8 VEN | 20h00-8h00 | EVASION |
| 9 DIM | JOUR 8h00-20h00 | JP | 9 MER | 20h00-8h00 | EVASION | 9 SAM | 20h00-8h00 | CLEA | 9 SAM | 20h00-8h00 | CLEA |
| 9 DIM | NUIT 20h00-8h00 | CLEA | 10 JEU | 20h00-8h00 | JP | 10 DIM | JOUR 8h00-20h00 | JP | 10 DIM | JOUR 8h00-20h00 | JP |
| 10 LUN | 20h00-8h00 | CLEA | 11 VEN | 20h00-8h00 | CLEA | 10 DIM | NUIT 20h00-8h00 | CLEA | 10 DIM | NUIT 20h00-8h00 | CLEA |
| 11 MAR | 20h00-8h00 | CLEA | 12 SAM | 20h00-8h00 | JP | 11 LUN | 20h00-8h00 | CLEA | 11 LUN | 20h00-8h00 | CLEA |
| 12 MER | 20h00-8h00 | JP | 13 DIM | JOUR 8h00-20h00 | CLEA | 12 MAR | 20h00-8h00 | JP | 12 MAR | 20h00-8h00 | JP |
| 13 JEU | 20h00-8h00 | JP | 13 DIM | NUIT 20h00-8h00 | JP | 13 MER | 20h00-8h00 | EVASION | 13 MER | 20h00-8h00 | EVASION |
| 14 VEN | JOUR 8h00-20h00 | CLEA | 14 LUN | 20h00-8h00 | CLEA | 14 JEU | 20h00-8h00 | CLEA | 14 JEU | 20h00-8h00 | CLEA |
| 14 VEN | NUIT 20h00-8h00 | EVASION | 15 MAR | JOUR 8h00-20h00 | CLEA | 15 VEN | 20h00-8h00 | CLEA | 15 VEN | 20h00-8h00 | CLEA |
| 15 SAM | 20h00-8h00 | CLEA | 15 MAR | NUIT 20h00-8h00 | JP | 16 SAM | 20h00-8h00 | JP | 16 SAM | 20h00-8h00 | JP |
| 16 DIM | JOUR 8h00-20h00 | JP | 16 MER | 20h00-8h00 | CLEA | 17 DIM | JOUR 8h00-20h00 | CLEA | 17 DIM | JOUR 8h00-20h00 | CLEA |
| 16 DIM | NUIT 20h00-8h00 | CLEA | 17 JEU | 20h00-8h00 | CLEA | 17 DIM | NUIT 20h00-8h00 | JP | 17 DIM | NUIT 20h00-8h00 | JP |
| 17 LUN | 20h00-8h00 | CLEA | 18 VEN | 20h00-8h00 | EVASION | 18 LUN | 20h00-8h00 | CLEA | 18 LUN | 20h00-8h00 | CLEA |
| 18 MAR | 20h00-8h00 | EVASION | 19 SAM | 20h00-8h00 | JP | 19 MAR | 20h00-8h00 | EVASION | 19 MAR | 20h00-8h00 | EVASION |
| 19 MER | 20h00-8h00 | JP | 20 DIM | JOUR 8h00-20h00 | CLEA | 20 MER | 20h00-8h00 | JP | 20 MER | 20h00-8h00 | JP |
| 20 JEU | 20h00-8h00 | JP | 20 DIM | NUIT 20h00-8h00 | JP | 21 JEU | 20h00-8h00 | CLEA | 21 JEU | 20h00-8h00 | CLEA |
| 21 VEN | 20h00-8h00 | CLEA | 21 LUN | 20h00-8h00 | EVASION | 22 VEN | 20h00-8h00 | JP | 22 VEN | 20h00-8h00 | JP |
| 22 SAM | 20h00-8h00 | JP | 22 MAR | 20h00-8h00 | CLEA | 23 SAM | 20h00-8h00 | CLEA | 23 SAM | 20h00-8h00 | CLEA |
| 23 DIM | JOUR 8h00-20h00 | CLEA | 23 MER | 20h00-8h00 | CLEA | 24 DIM | JOUR 8h00-20h00 | JP | 24 DIM | JOUR 8h00-20h00 | JP |
| 23 DIM | NUIT 20h00-8h00 | JP | 24 JEU | 20h00-8h00 | JP | 24 DIM | NUIT 20h00-8h00 | CLEA | 24 DIM | NUIT 20h00-8h00 | CLEA |
| 24 LUN | 20h00-8h00 | EVASION | 25 VEN | 20h00-8h00 | JP | 25 VEN | 20h00-8h00 | JP | 25 LUN | 20h00-8h00 | JP |
| 25 MAR | 20h00-8h00 | CLEA | 26 SAM | 20h00-8h00 | CLEA | 26 SAM | 20h00-8h00 | CLEA | 26 MAR | 20h00-8h00 | EVASION |
| 26 MER | 20h00-8h00 | CLEA | 27 DIM | JOUR 8h00-20h00 | JP | 27 DIM | JOUR 8h00-20h00 | JP | 27 MER | 20h00-8h00 | JP |
| 27 JEU | 20h00-8h00 | EVASION | 27 DIM | NUIT 20h00-8h00 | CLEA | 27 DIM | NUIT 20h00-8h00 | CLEA | 28 JEU | 20h00-8h00 | CLEA |
| 28 VEN | 20h00-8h00 | JP | 28 LUN | 20h00-8h00 | JP | 28 LUN | 20h00-8h00 | JP | 29 VEN | 20h00-8h00 | CLEA |
| 29 SAM | 20h00-8h00 | CLEA | 29 MAR | 20h00-8h00 | EVASION | 29 MAR | 20h00-8h00 | EVASION | 30 SAM | 20h00-8h00 | JP |
| 30 DIM | JOUR 8h00-20h00 | JP | 30 MER | 20h00-8h00 | CLEA | 30 MER | 20h00-8h00 | CLEA | | | |
| 30 DIM | NUIT 20h00-8h00 | CLEA | 31 JEU | 20h00-8h00 | JP | 31 JEU | 20h00-8h00 | JP | | | |
| 31 LUN | 20h00-8h00 | JP | | | | | | | | | |

Clea
 37 x 5 : 11
 37 x 4 : 11
 37 x 3 : 11

SECTEUR 9

| OCTOBRE 2017 | | | | NOVEMBRE 2017 | | | | DECEMBRE 2017 | | | | | | |
|--------------|------|-------|-------------|---------------|------|-------|-------------|---------------|---------|-------|-------------|------------|------------|------|
| DATES | JOUR | HEURE | ENTREPRISES | DATES | JOUR | HEURE | ENTREPRISES | DATES | JOUR | HEURE | ENTREPRISES | | | |
| 1 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | CLEA | 1 | MER | 20h00-8h00 | CLEA | 1 | VEN | 20h00-8h00 | JP | | |
| 1 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | EVASION | 2 | JEU | 20h00-8h00 | CLEA | 2 | SAM | 20h00-8h00 | CLEA | | |
| 2 | LUN | | 20h00-8h00 | JP | 3 | VEN | 20h00-8h00 | EVASION | 3 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | EVASION | |
| 3 | MAR | | 20h00-8h00 | JP | 4 | SAM | 20h00-8h00 | JP | 3 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | CLEA | |
| 4 | MER | | 20h00-8h00 | CLEA | 5 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | CLEA | 4 | LUN | 20h00-8h00 | CLEA | |
| 5 | JEU | | 20h00-8h00 | CLEA | 5 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | JP | 5 | MAR | 20h00-8h00 | EVASION | |
| 6 | VEN | | 20h00-8h00 | JP | 6 | LUN | 20h00-8h00 | CLEA | 6 | MER | 20h00-8h00 | JP | | |
| 7 | SAM | | 20h00-8h00 | EVASION | 7 | MAR | 20h00-8h00 | CLEA | 7 | JEU | 20h00-8h00 | JP | | |
| 8 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | JP | 8 | MER | 20h00-8h00 | CLEA | 8 | VEN | 20h00-8h00 | CLEA | | |
| 8 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | CLEA | 9 | JEU | 20h00-8h00 | JP | 9 | SAM | 20h00-8h00 | JP | | |
| 9 | LUN | | 20h00-8h00 | CLEA | 10 | VEN | 20h00-8h00 | JP | 10 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | CLEA | |
| 10 | MAR | | 20h00-8h00 | CLEA | 11 | SAM | JOUR | 8h00-20h00 | CLEA | 10 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | JP |
| 11 | MER | | 20h00-8h00 | JP | 11 | SAM | NUIT | 20h00-8h00 | EVASION | 11 | LUN | 20h00-8h00 | EVASION | |
| 12 | JEU | | 20h00-8h00 | JP | 12 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | JP | 12 | MAR | 20h00-8h00 | CLEA | |
| 13 | VEN | | 20h00-8h00 | EVASION | 12 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | EVASION | 13 | MER | 20h00-8h00 | CLEA | |
| 14 | SAM | | 20h00-8h00 | JP | 13 | LUN | 20h00-8h00 | JP | 14 | JEU | 20h00-8h00 | CLEA | | |
| 15 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | CLEA | 14 | MAR | 20h00-8h00 | CLEA | 15 | VEN | 20h00-8h00 | JP | | |
| 15 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | JP | 15 | MER | 20h00-8h00 | CLEA | 16 | SAM | 20h00-8h00 | CLEA | | |
| 16 | LUN | | 20h00-8h00 | EVASION | 16 | JEU | 20h00-8h00 | EVASION | 17 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | JP | |
| 17 | MAR | | 20h00-8h00 | CLEA | 17 | VEN | 20h00-8h00 | JP | 17 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | CLEA | |
| 18 | MER | | 20h00-8h00 | CLEA | 18 | SAM | 20h00-8h00 | CLEA | 18 | LUN | 20h00-8h00 | CLEA | | |
| 19 | JEU | | 20h00-8h00 | JP | 19 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | JP | 19 | MAR | 20h00-8h00 | JP | |
| 20 | VEN | | 20h00-8h00 | JP | 19 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | CLEA | 20 | MER | 20h00-8h00 | EVASION | |
| 21 | SAM | | 20h00-8h00 | CLEA | 20 | LUN | 20h00-8h00 | EVASION | 21 | JEU | 20h00-8h00 | CLEA | | |
| 22 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | JP | 21 | MAR | 20h00-8h00 | CLEA | 22 | VEN | 20h00-8h00 | CLEA | | |
| 22 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | CLEA | 22 | MER | 20h00-8h00 | CLEA | 23 | SAM | 20h00-8h00 | JP | | |
| 23 | LUN | | 20h00-8h00 | JP | 23 | JEU | 20h00-8h00 | JP | 24 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | CLEA | |
| 24 | MAR | | 20h00-8h00 | CLEA | 24 | VEN | 20h00-8h00 | CLEA | 24 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | EVASION | |
| 25 | MER | | 20h00-8h00 | EVASION | 25 | SAM | 20h00-8h00 | JP | 25 | LUN | JOUR | 8h00-20h00 | JP | |
| 26 | JEU | | 20h00-8h00 | CLEA | 26 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | CLEA | 25 | LUN | NUIT | 20h00-8h00 | CLEA |
| 27 | VEN | | 20h00-8h00 | CLEA | 26 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | JP | 26 | MAR | 20h00-8h00 | CLEA | |
| 28 | SAM | | 20h00-8h00 | JP | 27 | LUN | 20h00-8h00 | JP | 27 | MER | 20h00-8h00 | CLEA | | |
| 29 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | CLEA | 28 | MAR | 20h00-8h00 | EVASION | 28 | JEU | 20h00-8h00 | JP | | |
| 29 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | JP | 29 | MER | 20h00-8h00 | JP | 29 | VEN | 20h00-8h00 | CLEA | | |
| 30 | LUN | | 20h00-8h00 | EVASION | 30 | JEU | 20h00-8h00 | CLEA | 30 | SAM | 20h00-8h00 | EVASION | | |
| 31 | MAR | | 20h00-8h00 | CLEA | | | | | 31 | DIM | JOUR | 8h00-20h00 | JP | |
| | | | | | | | | | 31 | DIM | NUIT | 20h00-8h00 | EVASION | |

SECTEUR 10

| OCTOBRE 2017 | | | | NOVEMBRE 2017 | | | | DECEMBRE 2017 | | | |
|--------------|-----------------|-------------|-------|----------------|-------------|-------|----------------|---------------|-------|----------------|-------------|
| DATES | HEURE | ENTREPRISES | DATES | HEURE | ENTREPRISES | DATES | HEURE | ENTREPRISES | DATES | HEURE | ENTREPRISES |
| 1 | JOUR 8h00-20h00 | HP | 1 | MER 8h00-20h00 | FRONTIGNAN | 1 | VEN 20h00-8h00 | HP | 1 | VEN 20h00-8h00 | HP |
| 1 | NUIT 20h00-8h00 | CORNICHE | 1 | MER 20h00-8h00 | ABA | 2 | SAM 20h00-8h00 | FRONTIGNAN | 2 | SAM 20h00-8h00 | FRONTIGNAN |
| 2 | 20h00-8h00 | BERTRAND | 2 | JEU 20h00-8h00 | BERTRAND | 3 | DIM 8h00-20h00 | ABA | 3 | DIM 8h00-20h00 | ABA |
| 3 | 20h00-8h00 | ABA | 3 | VEN 20h00-8h00 | HP | 3 | DIM 20h00-8h00 | CORNICHE | 3 | DIM 20h00-8h00 | CORNICHE |
| 4 | 20h00-8h00 | CORNICHE | 4 | SAM 20h00-8h00 | FRONTIGNAN | 4 | LUN 20h00-8h00 | BERTRAND | 4 | LUN 20h00-8h00 | BERTRAND |
| 5 | 20h00-8h00 | ABA | 5 | DIM 8h00-20h00 | CORNICHE | 5 | MAR 20h00-8h00 | CORNICHE | 5 | MAR 20h00-8h00 | CORNICHE |
| 6 | 20h00-8h00 | HP | 5 | DIM 20h00-8h00 | ABA | 6 | MER 20h00-8h00 | GARCIA | 6 | MER 20h00-8h00 | GARCIA |
| 7 | 20h00-8h00 | FRONTIGNAN | 6 | LUN 20h00-8h00 | GARCIA | 7 | JEU 20h00-8h00 | GARCIA | 7 | JEU 20h00-8h00 | GARCIA |
| 8 | JOUR 8h00-20h00 | CORNICHE | 7 | MAR 20h00-8h00 | GARCIA | 8 | VEN 20h00-8h00 | GARCIA | 8 | VEN 20h00-8h00 | GARCIA |
| 8 | NUIT 20h00-8h00 | ABA | 8 | MER 20h00-8h00 | GARCIA | 9 | SAM 20h00-8h00 | GARCIA | 9 | SAM 20h00-8h00 | GARCIA |
| 9 | 20h00-8h00 | BERTRAND | 9 | JEU 20h00-8h00 | GARCIA | 10 | DIM 8h00-20h00 | HP | 10 | DIM 8h00-20h00 | HP |
| 10 | 20h00-8h00 | CORNICHE | 10 | VEN 20h00-8h00 | GARCIA | 10 | DIM 20h00-8h00 | GARCIA | 10 | DIM 20h00-8h00 | GARCIA |
| 11 | 20h00-8h00 | GARCIA | 11 | SAM 8h00-20h00 | HP | 11 | LUN 20h00-8h00 | ABA | 11 | LUN 20h00-8h00 | ABA |
| 12 | 20h00-8h00 | GARCIA | 11 | SAM 8h00-20h00 | FRONTIGNAN | 12 | MAR 20h00-8h00 | BERTRAND | 12 | MAR 20h00-8h00 | BERTRAND |
| 13 | 20h00-8h00 | GARCIA | 12 | DIM 8h00-20h00 | CORNICHE | 13 | MER 20h00-8h00 | CORNICHE | 13 | MER 20h00-8h00 | CORNICHE |
| 14 | 20h00-8h00 | GARCIA | 12 | DIM 20h00-8h00 | ABA | 14 | JEU 20h00-8h00 | FRONTIGNAN | 14 | JEU 20h00-8h00 | FRONTIGNAN |
| 15 | JOUR 8h00-20h00 | GARCIA | 13 | LUN 20h00-8h00 | GARCIA | 15 | VEN 20h00-8h00 | HP | 15 | VEN 20h00-8h00 | HP |
| 15 | NUIT 20h00-8h00 | ABA | 14 | MAR 20h00-8h00 | GARCIA | 16 | SAM 20h00-8h00 | FRONTIGNAN | 16 | SAM 20h00-8h00 | FRONTIGNAN |
| 16 | 20h00-8h00 | ALIONA | 15 | MER 20h00-8h00 | GARCIA | 17 | DIM 8h00-20h00 | CORNICHE | 17 | DIM 8h00-20h00 | CORNICHE |
| 17 | 20h00-8h00 | ALIONA | 16 | JEU 20h00-8h00 | GARCIA | 17 | DIM 20h00-8h00 | ABA | 17 | DIM 20h00-8h00 | ABA |
| 18 | 20h00-8h00 | ALIONA | 17 | VEN 20h00-8h00 | GARCIA | 18 | LUN 20h00-8h00 | BERTRAND | 18 | LUN 20h00-8h00 | BERTRAND |
| 19 | 20h00-8h00 | ALIONA | 18 | SAM 20h00-8h00 | HP | 19 | MAR 20h00-8h00 | ABA | 19 | MAR 20h00-8h00 | ABA |
| 20 | 20h00-8h00 | HP | 19 | DIM 8h00-20h00 | HP | 20 | MER 20h00-8h00 | FRONTIGNAN | 20 | MER 20h00-8h00 | FRONTIGNAN |
| 21 | 20h00-8h00 | HP | 19 | DIM 20h00-8h00 | CORNICHE | 21 | JEU 20h00-8h00 | ABA | 21 | JEU 20h00-8h00 | ABA |
| 22 | JOUR 8h00-20h00 | ABA | 20 | LUN 20h00-8h00 | BERTRAND | 22 | VEN 20h00-8h00 | HP | 22 | VEN 20h00-8h00 | HP |
| 22 | NUIT 20h00-8h00 | GARCIA | 21 | MAR 20h00-8h00 | CORNICHE | 23 | SAM 20h00-8h00 | HP | 23 | SAM 20h00-8h00 | HP |
| 23 | 20h00-8h00 | GARCIA | 22 | MER 20h00-8h00 | ABA | 24 | DIM 8h00-20h00 | GARCIA | 24 | DIM 8h00-20h00 | GARCIA |
| 24 | 20h00-8h00 | GARCIA | 23 | JEU 20h00-8h00 | CORNICHE | 24 | DIM 20h00-8h00 | ABA | 24 | DIM 20h00-8h00 | ABA |
| 25 | 20h00-8h00 | GARCIA | 24 | VEN 20h00-8h00 | HP | 25 | LUN 8h00-20h00 | ALIONA | 25 | LUN 8h00-20h00 | ALIONA |
| 26 | 20h00-8h00 | GARCIA | 25 | SAM 20h00-8h00 | FRONTIGNAN | 25 | LUN 20h00-8h00 | GARCIA | 25 | LUN 20h00-8h00 | GARCIA |
| 27 | 20h00-8h00 | CORNICHE | 26 | DIM 8h00-20h00 | BERTRAND | 26 | MAR 20h00-8h00 | GARCIA | 26 | MAR 20h00-8h00 | GARCIA |
| 28 | 20h00-8h00 | FRONTIGNAN | 26 | DIM 20h00-8h00 | FRONTIGNAN | 28 | JEU 20h00-8h00 | GARCIA | 28 | JEU 20h00-8h00 | GARCIA |
| 29 | JOUR 8h00-20h00 | HP | 27 | LUN 20h00-8h00 | ALIONA | 29 | VEN 20h00-8h00 | ALIONA | 29 | VEN 20h00-8h00 | ALIONA |
| 29 | NUIT 20h00-8h00 | FRONTIGNAN | 28 | MAR 20h00-8h00 | ALIONA | 30 | SAM 20h00-8h00 | ALIONA | 30 | SAM 20h00-8h00 | ALIONA |
| 30 | 20h00-8h00 | CORNICHE | 29 | MER 20h00-8h00 | ALIONA | 31 | DIM 8h00-20h00 | ABA | 31 | DIM 8h00-20h00 | ABA |
| 31 | 20h00-8h00 | BERTRAND | 30 | JEU 20h00-8h00 | ALIONA | 31 | DIM 20h00-8h00 | ALIONA | 31 | DIM 20h00-8h00 | ALIONA |

SECTEUR 12

| OCTOBRE 2017 | | | | | | | | | | NOVEMBRE 2017 | | | | | | | | | | DECEMBRE 2017 | | | | | | | | | |
|--------------|-----------------|-----------------|---------|-----------------|-----------------|---------|-----------------|-----------------|---------|-----------------|---------|-----------------|----------------|---------|-----------------|----------------|---------------|-----------------|---------|-----------------|-----------------|--|--|--|--|--|--|--|--|
| DATES | HEURE | ENTREPRISES | DATES | HEURE | ENTREPRISES | DATES | HEURE | ENTREPRISES | DATES | ENTREPRISES | DATES | HEURE | ENTREPRISES | DATES | ENTREPRISES | DATES | HEURE | ENTREPRISES | DATES | ENTREPRISES | | | | | | | | | |
| 1 DIM | JOUR 8h00-20h00 | ORO | 1 MER | JOUR 8h00-20h00 | Méditerranée 34 | 1 MER | JOUR 8h00-20h00 | Méditerranée 34 | 1 VEN | Abri | 1 VEN | 20h00-8h00 | Abri | 1 VEN | 20h00-8h00 | Abri | 2 20h00-8h00 | AS Nazon | 2 SAM | 20h00-8h00 | AS Nazon | | | | | | | | |
| 1 DIM | NUIT 20h00-8h00 | CLAPAS | 1 MER | NUIT 20h00-8h00 | Présence | 1 MER | NUIT 20h00-8h00 | Présence | 2 SAM | AS Nazon | 2 SAM | 20h00-8h00 | AS Nazon | 2 SAM | 20h00-8h00 | AS Nazon | 3 8h00-20h00 | Méditerranée 34 | 3 DIM | JOUR 8h00-20h00 | Méditerranée 34 | | | | | | | | |
| 2 LUN | 20h00-8h00 | Santé | 2 JEU | 20h00-8h00 | Chrisnel | 2 JEU | 20h00-8h00 | Chrisnel | 3 VEN | A2M | 3 VEN | 20h00-8h00 | A2M | 3 DIM | NUIT 20h00-8h00 | Action 34 | 4 20h00-8h00 | Santé | 3 DIM | NUIT 20h00-8h00 | Action 34 | | | | | | | | |
| 3 MAR | 20h00-8h00 | Chrisnel | 3 VEN | 20h00-8h00 | Midi | 3 VEN | 20h00-8h00 | Midi | 4 SAM | Saint Guilhem | 4 SAM | 20h00-8h00 | Saint Guilhem | 4 LUN | 20h00-8h00 | Santé | 5 20h00-8h00 | Abri | 4 LUN | 20h00-8h00 | Santé | | | | | | | | |
| 4 MER | 20h00-8h00 | AS Nazon | 4 SAM | 20h00-8h00 | AS Nazon | 4 SAM | 20h00-8h00 | AS Nazon | 5 DIM | Abri | 5 DIM | 8h00-20h00 | Saint Guilhem | 5 MAR | 20h00-8h00 | Abri | 6 20h00-8h00 | Présence | 6 MER | 20h00-8h00 | Présence | | | | | | | | |
| 5 JEU | 20h00-8h00 | Abri | 5 DIM | JOUR 8h00-20h00 | Saint Guilhem | 5 DIM | JOUR 8h00-20h00 | Saint Guilhem | 6 MER | AS Nazon | 6 MER | 20h00-8h00 | AS Nazon | 7 JEU | 20h00-8h00 | Pic Saint Loup | 7 20h00-8h00 | Pic Saint Loup | 7 JEU | 20h00-8h00 | Pic Saint Loup | | | | | | | | |
| 6 VEN | 20h00-8h00 | Etoile | 6 LUN | 20h00-8h00 | Abri | 6 LUN | 20h00-8h00 | Abri | 7 SAM | CLAPAS | 7 SAM | 20h00-8h00 | CLAPAS | 8 VEN | 20h00-8h00 | AS Nazon | 8 20h00-8h00 | AS Nazon | 8 VEN | 20h00-8h00 | AS Nazon | | | | | | | | |
| 7 SAM | 20h00-8h00 | Pic Saint Loup | 7 LUN | 20h00-8h00 | Abri | 7 LUN | 20h00-8h00 | Abri | 8 MER | Occitane | 8 MER | 20h00-8h00 | Occitane | 9 SAM | 20h00-8h00 | Abri | 9 20h00-8h00 | Abri | 9 SAM | 20h00-8h00 | Abri | | | | | | | | |
| 8 DIM | JOUR 8h00-20h00 | Midi | 8 MER | 20h00-8h00 | Action 34 | 8 MER | 20h00-8h00 | Occitane | 9 JEU | Abri | 9 JEU | 20h00-8h00 | Abri | 10 DIM | JOUR 8h00-20h00 | Saint Guilhem | 10 8h00-20h00 | Saint Guilhem | 10 DIM | JOUR 8h00-20h00 | Saint Guilhem | | | | | | | | |
| 8 DIM | NUIT 20h00-8h00 | Action 34 | 9 JEU | 20h00-8h00 | Montpellier | 9 JEU | 20h00-8h00 | Abri | 10 VEN | Etoile | 10 VEN | 20h00-8h00 | Etoile | 10 DIM | NUIT 20h00-8h00 | Chrisnel | 10 20h00-8h00 | Chrisnel | 10 DIM | NUIT 20h00-8h00 | Chrisnel | | | | | | | | |
| 9 LUN | 20h00-8h00 | Montpellier | 10 VEN | 20h00-8h00 | Etoile | 10 VEN | 20h00-8h00 | Etoile | 11 SAM | Présence | 11 SAM | JOUR 8h00-20h00 | Présence | 11 LUN | 20h00-8h00 | Montpellier | 11 20h00-8h00 | Montpellier | 11 LUN | 20h00-8h00 | Montpellier | | | | | | | | |
| 10 MAR | 20h00-8h00 | Etoile | 11 SAM | JOUR 8h00-20h00 | Présence | 11 SAM | JOUR 8h00-20h00 | Présence | 12 SAM | Pic Saint Loup | 12 SAM | 8h00-20h00 | Pic Saint Loup | 12 MAR | 20h00-8h00 | Arc en Ciel | 12 20h00-8h00 | Arc en Ciel | 12 MAR | 20h00-8h00 | Arc en Ciel | | | | | | | | |
| 11 MER | 20h00-8h00 | Abri | 12 SAM | 20h00-8h00 | AS Nazon | 12 SAM | 20h00-8h00 | AS Nazon | 13 LUN | AS Nazon | 13 LUN | 20h00-8h00 | AS Nazon | 13 MER | 20h00-8h00 | Etoile | 13 20h00-8h00 | Etoile | 13 MER | 20h00-8h00 | Etoile | | | | | | | | |
| 12 JEU | 20h00-8h00 | AS Nazon | 13 LUN | 20h00-8h00 | AS Nazon | 13 LUN | 20h00-8h00 | AS Nazon | 14 MAR | Abri | 14 MAR | 20h00-8h00 | Abri | 14 JEU | 20h00-8h00 | Croix d'Argent | 14 20h00-8h00 | Croix d'Argent | 14 JEU | 20h00-8h00 | Croix d'Argent | | | | | | | | |
| 13 VEN | 20h00-8h00 | Présence | 14 MAR | 20h00-8h00 | Abri | 14 MAR | 20h00-8h00 | Abri | 15 MER | Santé | 15 MER | 20h00-8h00 | Santé | 15 VEN | 20h00-8h00 | SIEL | 15 20h00-8h00 | SIEL | 15 VEN | 20h00-8h00 | SIEL | | | | | | | | |
| 14 SAM | 20h00-8h00 | Saint Guilhem | 15 MER | 20h00-8h00 | Santé | 15 MER | 20h00-8h00 | Santé | 16 JEU | Action 34 | 16 JEU | 20h00-8h00 | Action 34 | 16 SAM | 20h00-8h00 | Occitane | 16 20h00-8h00 | Occitane | 16 SAM | 20h00-8h00 | Occitane | | | | | | | | |
| 15 DIM | JOUR 8h00-20h00 | Méditerranée 34 | 16 JEU | 20h00-8h00 | Santé | 16 JEU | 20h00-8h00 | Santé | 17 VEN | Abri | 17 VEN | 20h00-8h00 | Abri | 17 DIM | JOUR 20h00-8h00 | Etoile | 17 20h00-8h00 | Etoile | 17 DIM | JOUR 20h00-8h00 | Etoile | | | | | | | | |
| 15 DIM | NUIT 20h00-8h00 | Abri | 17 VEN | 20h00-8h00 | Action 34 | 17 VEN | 20h00-8h00 | Action 34 | 18 SAM | Pic Saint Loup | 18 SAM | 20h00-8h00 | Pic Saint Loup | 17 DIM | NUIT 20h00-8h00 | Pic Saint Loup | 17 20h00-8h00 | Pic Saint Loup | 17 DIM | NUIT 20h00-8h00 | Pic Saint Loup | | | | | | | | |
| 16 LUN | 20h00-8h00 | Santé | 18 SAM | 20h00-8h00 | Action 34 | 18 SAM | 20h00-8h00 | Action 34 | 19 JEU | AS Nazon | 19 JEU | 20h00-8h00 | AS Nazon | 18 LUN | 20h00-8h00 | AS Nazon | 18 20h00-8h00 | AS Nazon | 18 LUN | 20h00-8h00 | AS Nazon | | | | | | | | |
| 17 MAR | 20h00-8h00 | Action 34 | 19 JEU | 20h00-8h00 | Abri | 19 JEU | 20h00-8h00 | Abri | 20 SAM | Abri | 20 SAM | 20h00-8h00 | Abri | 19 MAR | 20h00-8h00 | Abri | 19 20h00-8h00 | Abri | 19 MAR | 20h00-8h00 | Abri | | | | | | | | |
| 18 MER | 20h00-8h00 | Pic Saint Loup | 20 VEN | 20h00-8h00 | AS Nazon | 20 VEN | 20h00-8h00 | AS Nazon | 21 DIM | JOUR 8h00-20h00 | ORO | 8h00-20h00 | ORO | 20 MER | 20h00-8h00 | Présence | 20 20h00-8h00 | Présence | 20 MER | 20h00-8h00 | Présence | | | | | | | | |
| 19 JEU | 20h00-8h00 | AS Nazon | 21 DIM | JOUR 8h00-20h00 | ORO | 21 DIM | JOUR 8h00-20h00 | ORO | 22 LUN | Chrisnel | 22 LUN | 20h00-8h00 | Chrisnel | 21 JEU | 20h00-8h00 | Abri | 21 20h00-8h00 | Abri | 21 JEU | 20h00-8h00 | Abri | | | | | | | | |
| 20 VEN | 20h00-8h00 | Abri | 22 LUN | 20h00-8h00 | Chrisnel | 22 LUN | 20h00-8h00 | Chrisnel | 23 MAR | Présence | 23 MAR | 20h00-8h00 | Présence | 22 VEN | 20h00-8h00 | Midi | 22 20h00-8h00 | Midi | 22 VEN | 20h00-8h00 | Midi | | | | | | | | |
| 21 SAM | 20h00-8h00 | Chrisnel | 23 MAR | 20h00-8h00 | Présence | 23 MAR | 20h00-8h00 | Présence | 24 MER | Montpellier | 24 MER | 20h00-8h00 | Montpellier | 23 SAM | 20h00-8h00 | Chrisnel | 23 20h00-8h00 | Chrisnel | 23 SAM | 20h00-8h00 | Chrisnel | | | | | | | | |
| 22 DIM | JOUR 8h00-20h00 | Présence | 24 MER | 20h00-8h00 | Présence | 24 MER | 20h00-8h00 | Présence | 25 LUN | Abri | 25 LUN | 20h00-8h00 | Abri | 24 JEU | 20h00-8h00 | Abri | 24 20h00-8h00 | Abri | 24 JEU | 20h00-8h00 | Abri | | | | | | | | |
| 22 DIM | NUIT 20h00-8h00 | Montpellier | 25 SAM | 20h00-8h00 | Abri | 25 SAM | 20h00-8h00 | Abri | 26 MAR | Santé | 26 MAR | 20h00-8h00 | Santé | 25 LUN | 20h00-8h00 | AS Nazon | 25 8h00-20h00 | Méditerranée 34 | 25 LUN | JOUR 8h00-20h00 | Méditerranée 34 | | | | | | | | |
| 23 LUN | 20h00-8h00 | Arc en Ciel | 26 DIM | JOUR 8h00-20h00 | Occitane | 26 DIM | JOUR 8h00-20h00 | Occitane | 27 MER | Etoile | 27 MER | 20h00-8h00 | Etoile | 26 JEU | 20h00-8h00 | Abri | 26 20h00-8h00 | Abri | 26 MER | 20h00-8h00 | Abri | | | | | | | | |
| 24 MAR | 20h00-8h00 | Etoile | 27 MER | 20h00-8h00 | Occitane | 27 MER | 20h00-8h00 | Occitane | 28 JEU | Pic Saint Loup | 28 JEU | 20h00-8h00 | Pic Saint Loup | 27 SAM | 20h00-8h00 | AS Nazon | 27 20h00-8h00 | AS Nazon | 27 MER | 20h00-8h00 | AS Nazon | | | | | | | | |
| 25 MER | 20h00-8h00 | Pic Saint Loup | 28 JEU | 20h00-8h00 | Occitane | 28 JEU | 20h00-8h00 | Occitane | 29 LUN | Abri | 29 LUN | 20h00-8h00 | Abri | 28 SAM | 20h00-8h00 | AS Nazon | 28 20h00-8h00 | AS Nazon | 28 JEU | 20h00-8h00 | AS Nazon | | | | | | | | |
| 26 JEU | 20h00-8h00 | SIEL | 29 LUN | 20h00-8h00 | AS Nazon | 29 LUN | 20h00-8h00 | AS Nazon | 30 SAM | Abri | 30 SAM | 20h00-8h00 | Abri | 29 VEN | 20h00-8h00 | Abri | 29 20h00-8h00 | Abri | 29 VEN | 20h00-8h00 | Abri | | | | | | | | |
| 27 VEN | 20h00-8h00 | Occitane | 30 SAM | 20h00-8h00 | Abri | 30 SAM | 20h00-8h00 | Abri | 31 DIM | Présence | 31 DIM | 20h00-8h00 | Présence | 30 JEU | 20h00-8h00 | Présence | 30 20h00-8h00 | Présence | 30 SAM | 20h00-8h00 | Présence | | | | | | | | |
| 28 SAM | 20h00-8h00 | Croix d'Argent | 1ER JAN | JOUR 8h00-20h00 | Abri | 1ER JAN | JOUR 8h00-20h00 | Abri | 1ER JAN | Etoile | 1ER JAN | 20h00-8h00 | Etoile | 31 DIM | JOUR 8h00-20h00 | Pic Saint Loup | 31 8h00-20h00 | Pic Saint Loup | 31 DIM | JOUR 8h00-20h00 | Pic Saint Loup | | | | | | | | |
| 29 DIM | JOUR 8h00-20h00 | Agora GR | 1ER JAN | 20h00-8h00 | AS Nazon | 1ER JAN | 20h00-8h00 | AS Nazon | 1ER JAN | Abri | 1ER JAN | 20h00-8h00 | Abri | 1ER JAN | NUIT 20h00-8h00 | Agora GR | 1ER JAN | Agora GR | 1ER JAN | NUIT 20h00-8h00 | Agora GR | | | | | | | | |
| 29 DIM | NUIT 20h00-8h00 | AS Nazon | 1ER JAN | 20h00-8h00 | AS Nazon | 1ER JAN | 20h00-8h00 | AS Nazon | 1ER JAN | Abri | 1ER JAN | 20h00-8h00 | Abri | 1ER JAN | JOUR 8h00-20h00 | Occitane | 1ER JAN | Occitane | 1ER JAN | JOUR 8h00-20h00 | Occitane | | | | | | | | |
| 30 LUN | 20h00-8h00 | Santé | 1ER JAN | 20h00-8h00 | Abri | 1ER JAN | 20h00-8h00 | Abri | 1ER JAN | Abri | 1ER JAN | 20h00-8h00 | Abri | 1ER JAN | NUIT 20h00-8h00 | Montpellier | 1ER JAN | Montpellier | 1ER JAN | NUIT 20h00-8h00 | Montpellier | | | | | | | | |
| 31 MAR | 20h00-8h00 | Abri | 1ER JAN | 20h00-8h00 | Abri | 1ER JAN | 20h00-8h00 | Abri | 1ER JAN | Abri | 1ER JAN | 20h00-8h00 | Abri | 1ER JAN | JOUR 8h00-20h00 | AS Nazon | 1ER JAN | AS Nazon | 1ER JAN | JOUR 8h00-20h00 | AS Nazon | | | | | | | | |

| JUILLET | | | | |
|---------|-----|------|--------------|--------------|
| DATES | | J/N | IDENTIFIANTS | AMBULANCIERS |
| | | | 342502887 | LA MER |
| 1 | SAM | | 342502887 | LA MER |
| 2 | DIM | JOUR | 342502887 | LA MER |
| 2 | DIM | NUIT | 342502887 | LA MER |
| 3 | LUN | | 342502887 | LA MER |
| 4 | MAR | | 342502887 | LA MER |
| 5 | MER | | 342502887 | LA MER |
| 6 | JEU | | 342503992 | PALAVAS |
| 7 | VEN | | 342503992 | PALAVAS |
| 8 | SAM | | 342502887 | LA MER |
| 9 | DIM | JOUR | 342502887 | LA MER |
| 9 | DIM | NUIT | 342502887 | LA MER |
| 10 | LUN | | 342503992 | PALAVAS |
| 11 | MAR | | 342503992 | PALAVAS |
| 12 | MER | | 342503992 | PALAVAS |
| 13 | JEU | | 342503992 | PALAVAS |
| 14 | VEN | JOUR | 342503992 | PALAVAS |
| 14 | VEN | NUIT | 342503992 | PALAVAS |
| 15 | SAM | | 342502887 | LA MER |
| 16 | DIM | JOUR | 342502887 | LA MER |
| 16 | DIM | NUIT | 342502887 | LA MER |
| 17 | LUN | | 342502887 | LA MER |
| 18 | MAR | | 342502887 | LA MER |
| 19 | MER | | 342502887 | LA MER |
| 20 | JEU | | 342502887 | LA MER |
| 21 | VEN | | 342502887 | LA MER |
| 22 | SAM | | 342503992 | PALAVAS |
| 23 | DIM | JOUR | 342503992 | PALAVAS |
| 23 | DIM | NUIT | 342503992 | PALAVAS |
| 24 | LUN | | 342503992 | PALAVAS |
| 25 | MAR | | 342503992 | PALAVAS |
| 26 | MER | | 342503992 | PALAVAS |
| 27 | JEU | | 342503992 | PALAVAS |
| 28 | VEN | | 342503992 | PALAVAS |
| 29 | SAM | | 342503992 | PALAVAS |
| 30 | DIM | JOUR | 342503992 | PALAVAS |
| 30 | DIM | NUIT | 342503992 | PALAVAS |
| 31 | LUN | | 342502887 | LA MER |

19 342502887 LA MER

19 342503992 PALAVAS

| DATES | | J/N | IDENTIFIANTS | AMBULANCIERS |
|-------|-----|------|--------------|--------------|
| 1 | MAR | | 342502887 | LA MER |
| 2 | MER | | 342502887 | LA MER |
| 3 | JEU | | 342503992 | PALAVAS |
| 4 | VEN | | 342503992 | PALAVAS |
| 5 | SAM | | 342503992 | PALAVAS |
| 6 | DIM | JOUR | 342503992 | PALAVAS |
| 6 | DIM | NUIT | 342503992 | PALAVAS |
| 7 | LUN | | 342503992 | PALAVAS |
| 8 | MAR | | 342503992 | PALAVAS |
| 9 | MER | | 342503992 | PALAVAS |
| 10 | JEU | | 342503992 | PALAVAS |
| 11 | VEN | | 342502887 | LA MER |
| 12 | SAM | | 342502887 | LA MER |
| 13 | DIM | JOUR | 342502887 | LA MER |
| 13 | DIM | NUIT | 342502887 | LA MER |
| 14 | LUN | | 342502887 | LA MER |
| 15 | MAR | JOUR | 342502887 | LA MER |
| 15 | MAR | NUIT | 342503992 | PALAVAS |
| 16 | MER | | 342502887 | LA MER |
| 17 | JEU | | 342502887 | LA MER |
| 18 | VEN | | 342502887 | LA MER |
| 19 | SAM | | 342502887 | LA MER |
| 20 | DIM | JOUR | 342502887 | LA MER |
| 20 | DIM | NUIT | 342502887 | LA MER |
| 21 | LUN | | 342503992 | PALAVAS |
| 22 | MAR | | 342503992 | PALAVAS |
| 23 | MER | | 342503992 | PALAVAS |
| 24 | JEU | | 342503992 | PALAVAS |
| 25 | VEN | | 342503992 | PALAVAS |
| 26 | SAM | | 342503992 | PALAVAS |
| 27 | DIM | JOUR | 342502887 | LA MER |
| 27 | DIM | NUIT | 342502887 | LA MER |
| 28 | LUN | | 342502887 | LA MER |
| 29 | MAR | | 342502887 | LA MER |
| 30 | MER | | 342503992 | PALAVAS |
| 31 | JEU | | 342503992 | PALAVAS |

18 342502887 LA MER

18 342503992 PALAVAS

| JUILLET | | | AOÛT | | |
|---------|----------------|---------------|-------|----------------|---------------|
| DATES | | ENTREPRISES | DATES | | ENTREPRISES |
| 1 | SAM | LESPIGNANAISE | 1 | MAR | DEYRES |
| 2 | DIM | DEYRES | 2 | MER | LESPIGNANAISE |
| 2 | DIM - NUIT | INTER | 3 | JEU | INTER |
| 3 | LUN - CHB NUIT | LESPIGNANAISE | 4 | VEN | DEYRES |
| 4 | MAR | DEYRES | 5 | SAM | INTER |
| 5 | MER | INTER | 6 | DIM - CHB JOUR | LESPIGNANAISE |
| 6 | JEU | DEYRES | 6 | DIM - CHB NUIT | INTER |
| 7 | VEN | INTER | 7 | LUN | DEYRES |
| 8 | SAM | DEYRES | 8 | MAR | LESPIGNANAISE |
| 9 | DIM - JOUR | LESPIGNANAISE | 9 | MER | DEYRES |
| 9 | DIM - NUIT | INTER | 10 | JEU | INTER |
| 10 | LUN | DEYRES | 11 | VEN - CHB NUIT | LESPIGNANAISE |
| 11 | MAR | LESPIGNANAISE | 12 | SAM | DEYRES |
| 12 | MER | INTER | 13 | DIM - JOUR | INTER |
| 13 | JEU | LESPIGNANAISE | 13 | DIM - NUIT | LESPIGNANAISE |
| 14 | VEN - JOUR | DEYRES | 14 | LUN | DEYRES |
| 14 | VEN - NUIT | INTER | 15 | MAR - JOUR | LESPIGNANAISE |
| 15 | SAM | LESPIGNANAISE | 15 | MAR - NUIT | INTER |
| 16 | DIM - JOUR | DEYRES | 16 | MER | DEYRES |
| 16 | DIM - NUIT | LESPIGNANAISE | 17 | JEU | LESPIGNANAISE |
| 17 | LUN | DEYRES | 18 | VEN | DEYRES |
| 18 | MAR | INTER | 19 | SAM | INTER |
| 19 | MER | LESPIGNANAISE | 20 | DIM - JOUR | DEYRES |
| 20 | JEU | DEYRES | 20 | DIM - NUIT | LESPIGNANAISE |
| 21 | VEN | INTER | 21 | LUN | INTER |
| 22 | SAM | LESPIGNANAISE | 22 | MAR | DEYRES |
| 23 | DIM - JOUR | DEYRES | 23 | MER | LESPIGNANAISE |
| 23 | DIM - NUIT | INTER | 24 | JEU | INTER |
| 24 | LUN - CHB NUIT | LESPIGNANAISE | 25 | VEN | LESPIGNANAISE |
| 25 | MAR | DEYRES | 26 | SAM | DEYRES |
| 26 | MER | INTER | 27 | DIM - JOUR | LESPIGNANAISE |
| 27 | JEU | DEYRES | 27 | DIM - NUIT | INTER |
| 28 | VEN | INTER | 28 | LUN | DEYRES |
| 29 | SAM | DEYRES | 29 | MAR | INTER |
| 30 | DIM - JOUR | LESPIGNANAISE | 30 | MER | LESPIGNANAISE |
| 30 | DIM - NUIT | INTER | 31 | JEU | INTER |
| 31 | LUNDI | LESPIGNANAISE | | | |

DECISION ARS OC /2017-1855

Portant autorisation de transfert d'une officine de pharmacie à MONTPELLIER (Hérault)

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de la Région Occitanie ;

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.5125-3 à L.5125-14 ; R.5125-1 à R.5125-11 ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU le décret du 17 décembre 2015 portant nomination de Madame Monique CAVALIER en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé du Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées à compter du 1^{er} janvier 2016 ;

VU le décret du Conseil d'Etat n° 2016-1264 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la Région Occitanie ;

VU la décision n° 2016-AA4 du 04 janvier 2016 portant délégation de signature de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées au Directeur du Premier Recours, Monsieur le Docteur Jean-François RAZAT ;

VU la demande adressée le 30 mars 2017 par Madame Dominique LAVIGNE et Monsieur Thomas MOLTER, co-gérants exploitants de la SELARL Pharmacie RIMBAUD POMPIGNANE sise, 34 Rue André Malraux, 34000 MONTPELLIER, et titulaires de la licence n° 34#000481 depuis le 15/10/2012, afin d'obtenir l'autorisation de transférer leur officine dans un nouveau local situé 1376, Avenue de la Pompignane dans la même commune ;

VU l'avis du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens du 19 mai 2017 ;

VU la saisine de Monsieur le Préfet de l'Hérault du 19 avril 2017 ;

VU l'avis du Syndicat des Pharmaciens de l'Hérault du 13 juin 2017 ;

VU la saisine de l'Union des syndicats des pharmaciens d'officine de l'Hérault du 19 avril 2017 ;

VU la saisine de l'Union Nationale des Pharmacies de France du 19 avril 2017 ;

CONSIDERANT qu'il appartient au Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'autoriser les transferts permettant de répondre de façon optimale aux besoins en médicaments de la population résidant dans les quartiers d'accueil de ces officines, n'ayant pas pour effet de compromettre l'approvisionnement nécessaire en médicaments de la population résidente de la commune ou du quartier d'origine et dans un lieu qui garantit un accès permanent du public à la pharmacie et permet à celle-ci d'assurer un service de garde ou d'urgence ;

CONSIDERANT que la décision de création, de transfert ou de regroupement est prise par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé après avis du représentant de l'Etat dans le département, du Conseil Régional de l'Ordre des pharmaciens et des syndicats représentatifs de la profession ;

CONSIDERANT que l'article L.5125-14 du Code de la santé publique prévoit que: « le transfert d'une officine de pharmacie peut s'effectuer, conformément à l'article L.5125-3, au sein de la même commune...»; qu'aux termes de l'article L 5125-3 du même code, « les créations, les transferts et les regroupements d'officines de pharmacie doivent permettre de répondre de façon optimale aux besoins en médicaments de la population résidant dans les quartiers d'accueil de ces officines. Les transferts et les regroupements ne peuvent être accordés que s'ils n'ont pas pour effet de compromettre l'approvisionnement nécessaire en médicaments de la population résidente de la commune ou du quartier d'origine (...);

CONSIDERANT que la ville de MONTPELLIER compte au dernier recensement publié une population municipale de 275 318 habitants et est divisée en 88 IRIS ;

CONSIDERANT que le projet de transfert de la Pharmacie RIMBAUD POMPIGNANE située dans l'IRIS n°341722101« Salaison » (2054 habitants, 1 officine), implique un changement d'IRIS, pour se situer à 350 mètres environ (5 mn), dans l'IRIS n°341722102 « Pompignane», (1804 habitants, aucune officine) au sein d'un important programme conçu comme un lieu de vie, dénommé le « CARRE MOSAIK », articulé autour de nombreux nouveaux logements, commerces et services ;

CONSIDERANT que la population du quartier d'origine restera ainsi desservie par la Pharmacie RIMBAUD POMPIGNANE ; dans ce contexte, le projet n'entraîne donc pas d'abandon de clientèle et permettra en sus d'assurer une desserte correcte et optimale des besoins en médicaments de la population résidente du quartier d'accueil ;

CONSIDERANT que l'emplacement envisagé, se trouve en effet à la frontière de l'IRIS n°341722101« Salaison » et de l'IRIS n°341722102 « Pompignane» qui comporte 1804 habitants et aucune officine, les pharmacies les plus proches soit, la « Pharmacie Daunis » et la « Pharmacie des Aubes » (IRISn°341722202« Rimbaud », 2434 hab, 2 officines), la « Pharmacie du Millénaire » (IRIS n°341721903 « Millénaire »,1739 hab,1 officine), et la Pharmacie du « Parc à Ballons » (IRIS n°341722703 « Moulin de l'Evêque », 2688 hab,1 officine), se trouvant entre 800 mètres et 1,3 kms du lieu d'implantation projeté ;

CONSIDERANT que le rapport d'enquête du pharmacien inspecteur de santé publique conclut que le nouveau local est conforme aux conditions d'installation d'une officine ;

CONSIDERANT que le local projeté est en effet parfaitement accessible à tout public et qu'il permettra d'améliorer la qualité du service pharmaceutique de façon notable, en termes d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite et les personnes handicapées, et aussi en termes de confidentialité et de confort pour les patients, dans des locaux en conformité avec les nouvelles normes ;

CONSIDERANT que le dossier présenté par Madame Dominique LAVIGNE et Monsieur Thomas MOLTER, co-gérants exploitants de la SELARL RIMBAUD POMPIGNANE, enregistré le 7 avril 2017, sous le n°2017-36 et instruit par les services de la Direction du Premier Recours de l'Agence Régionale de Santé Occitanie, répond aux exigences de la réglementation en vigueur ;

DECIDE

Article 1^{er} : Madame Dominique LAVIGNE et Monsieur Thomas MOLTER sont autorisés à transférer l'officine de pharmacie qu'ils exploitent au nom de la SELARL RIMBAUD POMPIGNANE à MONTPELLIER, 34 Rue André Malraux, dans un nouveau local situé 1376 Avenue de la Pompignane dans la même commune. La licence ainsi octroyée est enregistrée sous le n° 34#000810.

Article 2 : Sauf cas de force majeure constaté par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé, l'officine de pharmacie qui fait l'objet du transfert doit être ouverte dans un délai d'un an, et ne peut faire l'objet d'une cession totale ou partielle ni être transférée ou faire l'objet d'un regroupement avant un délai de cinq ans à compter de la notification de la présente décision.

Agence Régionale de Santé Occitanie

26-28 Parc-Club du Millénaire

1025, rue Henri Becquerel - CS 30001

34067 MONTPELLIER CEDEX 2 - Tél : 04 67 07 20 07

www.ars.occitanie.sante.fr

Article 3 : Si pour une raison quelconque, l'officine faisant l'objet de la présente licence venait à être fermée définitivement, le pharmacien propriétaire ou ses héritiers devraient retourner la licence à l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

Article 4 : La présente décision est notifiée à l'auteur de la demande.

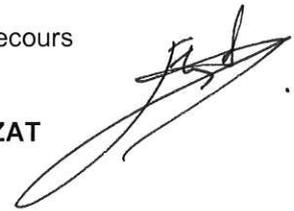
Article 5 : La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois suivant sa notification, ou le cas échéant sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de de l'Hérault, d'un recours administratif et/ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Article 6 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Hérault.

MONTPELLIER, le 26 juin 2017

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé Occitanie
et par délégation,
Le Directeur du Premier Recours

Jean-François RAZAT



PRÉFET DE L'HÉRAULT

Préfecture

DIRECTION DES RESSOURCES
HUMAINES ET DES MOYENS
BUREAU DES RESSOURCES HUMAINES ET
DE L'ACTION SOCIALE

Arrêté n°2017/01/837 portant modification de l'arrêté n°2014-01-2002 relatif à la nomination des membres du comité technique constitué auprès du Préfet de l'Hérault

**Préfet de l'Hérault,
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU la loi n° 83-634 du 13 Juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique d'État, notamment ses articles 12 à 17 ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'État ;
- VU le décret du 17 décembre 2015 portant nomination de Monsieur Pierre POUËSSEL en qualité de préfet de l'Hérault ;
- VU le décret du 31 octobre 2016 portant nomination de Monsieur Pascal OTHEGUY en qualité de secrétaire général de la préfecture de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2014-01-2002 en date du 8 décembre 2014 portant nomination des membres du comité technique constitué auprès du préfet de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2017-01-781 en date du 22 juin 2017 portant modification de l'arrêté n°2014-01-2002 relatif à la nomination des membres du comité technique constitué auprès du Préfet de l'Hérault ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : sont nommés en qualité de membres représentant l'administration au comité technique de la préfecture de l'Hérault :

Monsieur Pierre POUËSSEL

Préfet de l'Hérault

PRESIDENT

Monsieur Pascal OTHEGUY

Secrétaire général de la préfecture de l'Hérault

Chargé des ressources humaines

Ou en cas d'empêchement :

Monsieur Philippe NUCHO

Secrétaire général adjoint de la préfecture de l'Hérault

Ou Monsieur Guillaume SAOUR

Directeur de Cabinet

Le président est assisté, en tant que de besoin, par le ou les membres de l'administration exerçant des fonctions à responsabilité et concernés par les questions ou projets soumis à l'ordre du jour des réunions du comité technique.

Le secrétariat du comité technique est assuré par la DRHM / BRHAS dont les membres assistent aux travaux du comité technique.

ARTICLE 2 : sont nommés en qualité de membres **représentant le personnel** au comité technique de la préfecture de l'Hérault :

MEMBRES TITULAIRES

Madame Pierrette OUAHAB
S.A.P.A.C.M.I.

Monsieur Louis PERET
S.A.P.A.C.M.I.

Madame Chantal TURMEL

S.A.P.A.C.M.I.

Madame Marie-Pierre LAISSAC
F.O.

Madame Stéphanie POUTRAIN
F.O.

Madame Catherine BANNINO
U.N.S.A. ATS Intérieur

Madame Barkahoum NINACH
C.G.T.

MEMBRES SUPPLEANTS

Madame Corinne BAUE
S.A.P.A.C.M.I.

Monsieur Christophe GIRONDE
S.A.P.A.C.M.I.

**Madame Catherine MARIE -
VACHEYROUX**
S.A.P.A.C.M.I.

Madame Audrey NONIS
F.O.

Madame Nathalie PREVOTAT
F.O.

Madame Stéphanie FORTET
U.N.S.A. ATS Intérieur

Monsieur Yann CHEVALLIER
C.G.T.

ARTICLE 3 : L'article 3 de l'arrêté préfectoral susvisé demeure inchangé.

ARTICLE 4 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Hérault est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Montpellier, le
Le Préfet

5/07/2022

Pierre POUËSSEL



Arrêté n°2017/0082

Objet: Renouvellement de la Commission de Médiation

Le Préfet de l'Hérault,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitat et notamment l'article L. 441-2-3 dans sa rédaction issue de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale ;

Vu le décret n° 2007-1677 en date du 28 novembre 2007 relatif à l'attribution des logements locatifs sociaux, au droit au logement opposable et modifiant le code de la construction et de l'habitation ;

Vu le décret n° 2014-116 du 11 février 2014 relatif au droit au logement opposable ;

Vu l'arrêté n° 2001-01-1920 en date du 17 mai 2001 relatif à la création du numéro d'enregistrement départemental des demandes de logements sociaux dans l'Hérault ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2007-01-2897 du 28 décembre 2007 portant création de la commission de médiation ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault ;

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 2016-0182 du 27 décembre 2016 est annulé.

Article 2 : Membres de la commission

La présidence de la commission est assurée par Mme Monique JACQUIN jusqu'au 31 décembre 2019.

Les membres de la commission sont :

➤ **1^{er} collège : représentants de l'Etat**

- 3 représentants de l'Etat, de la direction départementale de la cohésion sociale ou de la direction départementale des territoires et de la mer

▪

➤ **2^{ème} collège : Représentants des collectivités territoriales**

- un représentant du Conseil Départemental de l'Hérault :

- titulaire : M. Vincent GAUDY, conseiller départemental du canton de Pézenas, Vice Président

- suppléant : M. Philippe LOUBET DEL PAR, directeur général adjoint, directeur des solidarités départementales, ou son représentant

- deux représentants des communes désignés par l'Association des Maires :

- titulaire : Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, conseillère municipale déléguée au logement à la mairie de Montpellier

- suppléant : M. Noël SEGURA, maire de Villeneuve les Maguelone

- titulaire : M. Gérard GAUTIER, maire de Cers

- suppléant : M. Alain ROMERO, maire d'Espondeilhan

➤ **3^{ème} collège :**

- un représentant des organismes d'Habitations à Loyers Modérés :

- titulaire : Mme POMMEREAU Agnès - OPH ACM

- suppléant : M. Jean-Marc KREMER - SA Nouveau Logis Méridional

- un représentant des organismes intervenant pour le logement des personnes défavorisées dans le parc privé :

- titulaire : Mme. Sara GENDRE - AIVS

- suppléant : Mme Florence ATTISSO - La Clairière

- un représentant des organismes chargés de la gestion de structures d'hébergement, d'un établissement ou d'un logement de transition ou d'une résidence hôtelière :

- titulaire : Mme. Elisabeth NICE POINTIS - AVITARELLE

- suppléant : M. David CAUDERLIER - AVITARELLE

➤ **4^{ème} Collège :**

- un représentant d'une association de locataires affiliées à une organisation siégeant à la commission nationale de concertation :

- titulaire : M Yves FERRANDO - CNL

- suppléant : Mme Simone BASCOUL - CLCV

- deux représentants des associations agréées pour l'insertion ou le logement des personnes défavorisées :

- titulaire : M Fabrice VALANTIN - SUS
- suppléant : Mme Claire POLLART - CHRS Regain
- titulaire : M Laurent MOULIN - ISSUE
- suppléant : Mme Michèle AUDOUARD - Les Relais du cœur

➤ **5^{ème} Collège :**

- deux représentants des associations de défense des personnes en situation d'exclusion :

- titulaire : M François VINCENT - UDAF
- suppléant : M Roger LOUIS - UDAF
- titulaire : Mme Anne-Marie FORT - Fondation Abbé Pierre
- suppléant : M. Guy MARION - Fondation Abbé Pierre

- un représentant désigné par les instances de concertation mentionnées au code de l'action sociale et des familles

- titulaire : M Antonio RAMOA - CCRPA
- suppléant : Mme Sabrina MAHFOUD - CCRPA

Article 3 :

Le Secrétaire Général de la préfecture de l'Hérault et le Directeur départemental de la cohésion sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault.

Le 26 juin 2017

Le Préfet

signé



PREFET DE L'HERAULT

Direction Départementale De la Cohésion Sociale

Pôle Logement Accès Maintien

Subvention 2017 - Association URO Habitat (Union Régionale des Organismes d'Habitat) DALO

Arrêté n° 2017/0081

Le Préfet de l'Hérault

Vu la loi n° 2000- 321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu la loi n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 modifiée, relative aux lois de Finances,

Vu la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 modifiée, de programmation pour la cohésion sociale,

Vu la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,

Vu la loi de finances initiale n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 pour 2015,

Vu le décret n°2007-1576 du 06 novembre 2007 relatif aux organismes d'information sur le logement et modifiant le code de la construction et de l'habitation,

Vu le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 modifié, relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat,

Vu l'arrêté du 29 décembre 2005 modifié, relatif au contrôle financier des programmes et des services du ministère de l'Emploi, de la Cohésion Sociale et du Logement,

Vu la circulaire du 24 décembre 2002 modifiée, relative aux subventions de l'Etat aux associations,

Vu le budget opérationnel de programme n°135 : urbanisme, territoire, aménagement, habitat approuvé par le responsable de programme et validé par le contrôleur budgétaire régional,

Vu la subdélégation d'autorisation de programme et la redistribution de crédit validées par le contrôleur budgétaire régional,

Vu l'arrêté de délégation de signature n° 2017 – I - 067 du 16 janvier 2017 portant délégation de signature à Monsieur Didier CARPONCIN, Directeur Départemental de la Cohésion Sociale pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses du budget de l'État en qualité de responsable d'unité opérationnelle du BOP 135 – Politique en faveur de l'inclusion sociale,

Vu la convention conclue entre l'Etat et l'association URO Habitat, en date du 21 juin 2017.

ARRÊTE

Article 1: Un premier versement d'un montant de **vingt deux mille cinq cent (22 500 €)** est attribué à URO Habitat – portant le n° SIRET 34319549100018, pour financer la **mission d'animation, de gestion et de suivi de divers dispositifs permettant de mettre en œuvre localement le droit au logement des plus démunis** - au titre de 2017.

Article 2 : Un second versement d'un montant de **vingt deux mille cinq cent euros (22 500 €)** correspondant au solde de la convention sera attribué à URO Habitat dans le courant du second semestre :

| | |
|----------------------------|-----------|
| 1 ^{er} semestre : | 22 500,00 |
| 2 nd semestre : | 22 500,00 |
| Total : | 45 000,00 |

Ce qui portera la subvention à un montant de 45 000 €

Article 3 : Cette subvention est imputable sur les crédits prévus par la loi de finances sur le titre 3 « dépenses d'intervention » du Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de la Mer- chapitre 0135- action 01 - sous action n°11- article d'exécution n°17 « Maîtrise d'œuvre urbaine et sociale et autres prestations d'ingénierie ».

Article 4 : Cette subvention sera versée sur le compte de l' Union Régionale HLM Languedoc-Roussillon – auprès de la banque « Caisse d'Epargne »- code banque: 13485 ; code guichet : 00800 ; compte : 08913692031 ; clé RIB : 60

Article 5 : Le versement de cette subvention entraîne la vérification de la réalisation de l'opération et sa conformité avec le projet visé dans le présent arrêté.

En cas de non-réalisation ou de réalisation partielle de l'action ou de l'utilisation non conforme à l'objet, il devra être procédé au reversement des sommes perçues indûment.

Article 6: Le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et la Directrice des Finances Publiques sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7: Dans le délai de deux mois qui suit la notification de la présente décision, outre les recours gracieux ou hiérarchique, un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier.

Montpellier, le 26 juin 2017

Le Préfet

signé



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'HERAULT

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE LA COHÉSION SOCIALE DE L'HERAULT

ARRETE PREFECTORAL n°
Portant subdélégation de signature
aux agents de la direction départementale de la cohésion de
l'Hérault

Le directeur départemental de la cohésion sociale
de l'Hérault
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU l'arrêté préfectoral n° 2017-I-067 du 16 janvier 2017, portant délégation de signature à M. Didier CARPONCIN, directeur départemental de la cohésion sociale de l'Hérault

SUR proposition du directeur départemental de la cohésion sociale de l'Hérault ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Didier CARPONCIN, directeur départemental de la cohésion sociale de l'Hérault, subdélégation de signature est donnée à M. Henri CARBUCCIA, directeur départemental adjoint de la cohésion sociale de l'Hérault à effets de signer tous documents, décisions et arrêtés.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Didier CARPONCIN et du directeur départemental adjoint, subdélégation est donnée aux personnes ci-après énumérées à effet de signer tous documents et décisions, à l'exception des arrêtés et dans la limite de leurs attributions fonctionnelles :

- Mme Judith HUSSON, cheffe du pôle « inclusion sociale » ;
- M. Fabrice CLASTRE, chef du pôle « logement, accès et maintien » ;
- M. David DUPONT, chef du pôle « jeunesse, sports et vie associative » ;
- Mme Sylvie HERVÉ, cheffe du pôle « politique de la ville » ;
- M. Lionel BARNES, secrétaire général délégué ;

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Didier CARPONCIN et du directeur départemental adjoint, subdélégation est donnée aux personnes ci-après énumérées à effet de signer tous bordereaux, récépissés et correspondances courantes, dans la limite de leurs attributions fonctionnelles :

- M. Philippe QUENTIN, chargé de mission « Faire société, faire République, lutter contre tous les formes de replis communautaristes » ;
- Mme Céline LÉON, déléguée départementale aux droits des femmes et à l'égalité ;
- M. Jean-Pierre MALLET, chargé de mission « plan départemental de contrôle, inspection, contrôle, évaluation et audit (PDICEA) — Etudes et observations ».

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Didier CARPONCIN, du directeur départemental adjoint, des chefs de pôle et du secrétaire général délégué cités à l'article 2, subdélégation est donnée aux personnes ci-après énumérées à effet de signer tous bordereaux, récépissés et correspondances courantes, dans la limite de leurs attributions fonctionnelles :

- Mme Bénédicte BRUNET-LARUCHE, cheffe de l'unité « Populations vulnérables » ;
- M. Jérôme THERON, chef de l'unité « Accueil, hébergement, insertion des personnes sans abri » ;
- Mme Lucie POLLIN, cheffe de l'unité « Droit au logement » ;
- Mme Céline VILLARME, cheffe de l'unité « Expulsions et prévention » ;

- M. Guillaume DECHAVANNE, coordonnateur de l'unité « Politiques sportives » ;
- M. Landry RAFIN, coordonnateur de l'unité « Politiques jeunesse et politiques éducatives » ;
- Mme Frédérique SOBELLA, cheffe de l'unité « Contrats de ville de Montpellier et Lodève » ;
- Mme Marie MANTE, cheffe de l'unité « Contrats de ville arrondissement de Béziers, du Bassin de Thau et de Lunel » ;
- Mme Claudie DAMANIO, cheffe de l'unité « Comité médical / Commission de réforme ».

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Didier CARPONCIN, du directeur départemental adjoint, des chefs de pôle et chefs d'unités précités, subdélégation est donnée aux personnes ci-après énumérées à effet de signer tous bordereaux, récépissés et correspondances courantes, dans la limite de leurs attributions fonctionnelles :

- Mme Laurence COULON, adjointe au chef de l'unité « Accueil, hébergement, insertion des personnes sans abri » ;
- M. Guillaume KLEIN, adjoint au chef de l'unité « Populations vulnérables » ;
- M. Jérémie GODART, adjoint à la cheffe de l'unité « Droit au logement » ;
- Mme Ingrid TARQUIN, adjointe à la cheffe de l'unité « Expulsions et prévention » ;
- Mme Anne-Marie CABON, adjointe à la cheffe de l'unité « Comité médical / Commission de réforme »

ARTICLE 6 : Toute délégation antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 7 : Le directeur départemental de la cohésion sociale de l'Hérault est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault.

Fait à Montpellier, le 03 juillet 2017

Le directeur,

Conformément aux dispositions du décret n° 65-29 du 11 janvier 1965 modifié par le décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983, cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification de celle-ci.



PREFET DE L'HERAULT

***Direction départementale
des territoires et de la mer***

Service eau risques et nature

Arrêté n° DDTM34-2017-07-08593 portant
approbation de la stratégie locale de gestion des risques d'inondation
du bassin de Thau

Le préfet de l'Hérault
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier dans l'Ordre National du Mérite,

- Vu la directive 2007/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.566-8, R.566-14 et R.566-15 relatifs aux stratégies locales ;
- Vu l'arrêté ministériel du 27 avril 2012 relatif aux critères nationaux de caractérisation de l'importance du risque d'inondation, pris en application de l'article R. 566-4 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 6 novembre 2012 établissant la liste des territoires dans lesquels il existe un risque d'inondation important ayant des conséquences de portée nationale, pris en application des articles L.566-5.I. du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté interministériel du 7 octobre 2014 relatif à la stratégie nationale de gestion des risques d'inondation ;
- Vu l'arrêté n°11-402 du 21 décembre 2011 du préfet de la région Rhône-Alpes, préfet du département du Rhône, préfet coordonnateur du bassin Rhône-Méditerranée, arrêtant l'évaluation préliminaire des risques d'inondation du bassin Rhône Méditerranée ;
- Vu l'arrêté n°12-282 du 12 décembre 2012 du préfet de la région Rhône-Alpes, préfet du département du Rhône, préfet coordonnateur du bassin Rhône-Méditerranée, arrêtant la liste des territoires à risque important d'inondation du bassin Rhône-Méditerranée ;
- Vu les arrêtés n° 13-416 bis du 20 décembre 2013, n° 14-166 du 01 août 2014 et n° 14-160 bis du 15 septembre 2014 du préfet de la région Rhône-Alpes, préfet du département du Rhône, préfet coordonnateur du bassin Rhône-Méditerranée arrêtant les cartes des surfaces inondables et les cartes des risques d'inondation pour les territoires à risque important d'inondation du bassin Rhône-Méditerranée ;
- Vu l'arrêté du 7 décembre 2015 du préfet de la région Rhône-Alpes, préfet du département du Rhône, préfet coordonnateur du bassin Rhône-Méditerranée portant approbation du plan de gestion des risques d'inondation du bassin Rhône-Méditerranée ;

VU l'arrêté n° 16-118 du 15 février 2016 du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet du département Rhône, préfet coordonnateur du bassin Rhône-Méditerranée arrêtant la liste des stratégies locales, leurs périmètres, leurs délais d'approbation et leurs objectifs ;

VU l'arrêté n° DDTM34-2016-08-07610 du 29 août 2016 du préfet de l'Hérault désignant les parties prenantes concernées ainsi que le service de l'Etat coordonnateur de la stratégie locale de gestion des risques d'inondation du bassin de Thau ;

CONSIDÉRANT l'avis favorable du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet du département Rhône, préfet coordonnateur du bassin Rhône-Méditerranée rendu le 11 mai 2017 ;

CONSIDÉRANT les avis formulés par les parties prenantes consultées par lettre du préfet de l'Hérault du 30 mars 2017 ;

CONSIDÉRANT qu'aucune observation n'a été recueillie dans le cadre de la mise à disposition du public du projet de stratégie locale du bassin de Thau, réalisée par voie électronique entre le 30 mars et le 2 mai 2017 sur le site internet des services de l'Etat dans le département de l'Hérault ;

SUR PROPOSITION DU directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault,

ARRÊTE

ARTICLE 1. OBJET

La stratégie locale de gestion des risques d'inondation du bassin de Thau, relative au territoire à risque important d'inondation de Sète, est approuvée telle qu'annexée au présent arrêté.

ARTICLE 2. SUIVI ET MISE EN ŒUVRE

La direction départementale des territoires et de la mer de l'Hérault est chargée de coordonner le suivi de la mise en œuvre de la stratégie locale du bassin de Thau sous l'autorité du Préfet de l'Hérault.

Le syndicat mixte du bassin de Thau (SMBT) assurera le suivi de la mise en œuvre de la stratégie locale du bassin de Thau, en lien avec les parties prenantes.

ARTICLE 3. EXÉCUTION ET PUBLICATION

Le préfet du département de l'Hérault et le directeur départemental des territoires et de la mer du département de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault.

Fait à Montpellier, le 04 juillet 2017

Pour le Préfet, par délégation,
Le Sous-Préfet

Philippe NUCHO

DÉCISION PORTANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE POUR L'APPLICATION DE L'ARRÊTÉ
PRÉFECTORAL DE DÉLÉGATION DE SIGNATURE DU PRÉFET DE L'HÉRAULT

Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

VU

Le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements

L'arrêté préfectoral n°2015-I-2179 du 1er janvier 2016 du Préfet de l'Hérault, donnant délégation de signature à M. Francis CHARPENTIER, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

DECIDE

ARTICLE 1 : Délégation est donnée à Mme Séverine Cathala, ingénieure en chef des ponts, des eaux et des forêts, directrice départementale adjointe des territoires et de la mer et à M. Xavier Prud'hon, administrateur en chef des affaires maritimes, directeur adjoint délégué à la mer et au littoral pour signer les actes relatifs aux affaires visées par l'article 1° de l'arrêté visé ci-dessus.

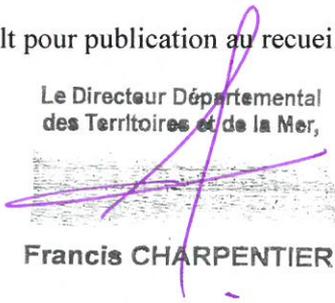
ARTICLE 2 : Délégation est donnée à M. Xavier Aerts, ingénieur Divisionnaire des Travaux Publics de l'Etat, chargé du service Eau et Risques, ainsi qu'aux fonctionnaires désignés pour assurer son intérim, à l'effet de signer, tous arrêtés, avis, décisions, circulaires, correspondances portant sur l'instruction des demandes d'autorisations de transports exceptionnels visées à l'article 1° de l'arrêté visé ci-dessus.

ARTICLE 3 : Délégation est donnée à l'effet de signer tous arrêtés, avis, décisions, circulaires, correspondances portant sur l'instruction des demandes d'autorisations de transports exceptionnels, visées à l'article 1° de l'arrêté visé ci-dessus aux fonctionnaires suivants :

M. Claude Marcerou, technicien supérieur en chef du développement durable, M. Serge Cazard, technicien supérieur en chef du développement durable, Mme Guylaine Jeufraux, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe normale.

ARTICLE 4 : La présente décision sera transmise à la Préfecture de l'Hérault pour publication au recueil des actes Administratifs.

Le Directeur Départemental
des Territoires et de la Mer,



Francis CHARPENTIER



PREFET DE L'HERAULT

***Direction départementale
des territoires et de la mer***

Service eau, risques et nature
Unité prévention des risques
naturels et technologiques

Arrêté n°DDTM-2017-06-08538 portant Information des Acquéreurs et Locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologique majeurs sur la commune de Beaulieu

**Le Préfet de l'Hérault,
Officier de la Légion d'Honneur
Officier dans l'ordre national du Mérite**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L125-5 et R125-23 à R125-27,

Vu l'arrêté préfectoral relatif à la liste des communes de l'Hérault où s'applique l'article L125-5 du code de l'environnement,

Vu l'arrêté préfectoral n°DDTM-2017-06-08497 du 02/06/17 portant approbation du Plan de Prévention des Risques d'inondation de la commune de Beaulieu,

CONSIDÉRANT qu'il convient de mettre à jour le dossier communal d'information,

ARRÊTE :

ARTICLE 1. OBJET

La liste des risques naturels prévisibles, des risques miniers et des risques technologiques auxquels la commune est exposée ainsi que la liste des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer sont consignées dans la fiche d'information annexée au présent arrêté.

Cette fiche ainsi que les documents graphiques, le règlement et la note de présentation du ou des plan(s) de prévention des risques approuvé(s) sont accessibles sur le site internet des services de l'État dans l'Hérault à l'adresse <http://www.herault.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/Risques-naturels-et-technologiques/L-information-des-Acquereurs-et-des-Locataires-I.A.L/Dossiers-communaux-d-information-DCI/>

ARTICLE 2. MISE À JOUR

Ces informations seront mises à jour selon les modalités prévues par l'article R125-25 du code de l'environnement.

ARTICLE 3. PUBLICATION

Une copie du présent arrêté est adressée au maire et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie. Mention de l'arrêté et des modalités de sa consultation seront annexées dans un journal diffusé dans le département.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

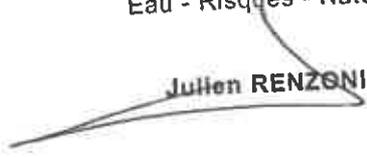
ARTICLE 4. EXÉCUTION

Le Secrétaire général de la préfecture, le Directeur départemental des territoires et de la mer et le Maire de la commune de Beaulieu sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Montpellier, le - 6 JUIL. 2017

Pour le Directeur et par délégation,
le Chef du Service eau, risques et nature

Par délégation
L'Adjoint au Chef de Service
Eau - Risques - Nature


Julien RENZONI

Commune de BEAULIEU

Informations sur les risques naturels et technologiques

pour l'application des I, II, III de l'article L 125-5 du code de l'environnement

1. Annexe à l'arrêté préfectoral

n° 2006/01/191

du 01 février 2006

mis à jour le 6 juillet 2017 par AP
n°DDTM34-2017-06-08538

2. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques naturels prévisibles [PPRn]

La commune est située dans le périmètre d'un PPR n

oui non

PPRi APPROUVE (Révision du
PPRi approuvé le 18/03/2004)

date 02 juin 2017

aléa Inondation fluviale

date

aléa

date

aléa

date

aléa

date

aléa

Les documents de référence sont :

Carte de zonage réglementaire, règlement et rapport de présentation du PPRi approuvé

Consultable sur Internet

Consultable sur Internet

Consultable sur Internet

3. Situation de la commune au regard d'un plan de prévention de risques technologiques [PPR t]

La commune est située dans le périmètre d'un PPR t

oui non

| |
|--|
| |
| |
| |

date

effet

date

effet

date

effet

Les documents de référence sont :

| |
|--|
| |
| |
| |

Consultable sur Internet

Consultable sur Internet

Consultable sur Internet

4. Situation de la commune au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité

en application des articles R 563-4 et R 125-23 du code de l'environnement modifiés par les décrets n°2010-1254 et 2010-1255

La commune est située dans une zone de sismicité

Forte
zone 5

Moyenne
zone 4

Modérée
zone 3

Faible
zone 2

Très faible
Zone 1

pièces jointes

5. Cartographie

extraits de documents ou de dossiers permettant la localisation des immeubles au regard des risques encourus

Carte de zonage réglementaire du PPRi approuvé

6. Arrêtés portant ou ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique

La liste actualisée des arrêtés est consultable sur le site portail www.prim.net dans la rubrique « Ma commune face aux risques »



PREFET DE L'HERAULT

***Direction départementale
des territoires et de la mer***

Service eau, risques et nature
Unité prévention des risques
naturels et technologiques

Arrêté n°DDTM-2017-07-08609 portant Information des Acquéreurs et Locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologique majeurs sur la commune de Boisseron

**Le Préfet de l'Hérault,
Officier de la Légion d'Honneur
Officier dans l'ordre national du Mérite**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L125-5 et R125-23 à R125-27,

Vu l'arrêté préfectoral relatif à la liste des communes de l'Hérault où s'applique l'article L125-5 du code de l'environnement,

Vu l'arrêté préfectoral n°DDTM-2017-06-08557 du 21/06/17 portant approbation de la révision du Plan de Prévention des Risques d'inondation de la commune de Boisseron,

CONSIDÉRANT qu'il convient de mettre à jour le dossier communal d'information,

ARRÊTE :

ARTICLE 1. OBJET

La liste des risques naturels prévisibles, des risques miniers et des risques technologiques auxquels la commune est exposée ainsi que la liste des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer sont consignées dans la fiche d'information annexée au présent arrêté.

Cette fiche ainsi que les documents graphiques, le règlement et la note de présentation du ou des plan(s) de prévention des risques approuvé(s) sont accessibles sur le site internet des services de l'État dans l'Hérault à l'adresse <http://www.herault.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/Risques-naturels-et-technologiques/L-information-des-Acquereurs-et-des-Locataires-I.A.L./Dossiers-communaux-d-information-DCI/>

ARTICLE 2. MISE À JOUR

Ces informations seront mises à jour selon les modalités prévues par l'article R125-25 du code de l'environnement.

ARTICLE 3. PUBLICATION

Une copie du présent arrêté est adressée au maire et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie. Mention de l'arrêté et des modalités de sa consultation seront annexées dans un journal diffusé dans le département.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

ARTICLE 4. EXÉCUTION

Le Secrétaire général de la préfecture, le Directeur départemental des territoires et de la mer et le Maire de la commune de Boisseron sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Montpellier, le - 6 JUL. 2017

Pour le Directeur et par délégation,
le Chef du Service eau, risques et nature

Par délégation
L'Adjoint au Chef de Service
Eau - Risques - Nature

Julien RENZONI

Commune de BOISSERON

Informations sur les risques naturels et technologiques

pour l'application des I, II, III de l'article L 125-5 du code de l'environnement

1. Annexe à l'arrêté préfectoral

n° 2006/01/362

du 01 février 2006

mis à jour le 6 juillet 2017 par AP
n°DDTM34-2017-07-08609

2. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques naturels prévisibles [PPRn]

La commune est située dans le périmètre d'un PPR n

oui

non

PPRI APPROUVE (Révision du
PPRI approuvé le 6 octobre
1998)

date 21 juin 2017

aléa Inondation fluviale

date

aléa

date

aléa

date

aléa

date

aléa

Les documents de référence sont :

Carte de zonage réglementaire, règlement et rapport de présentation du PPRI approuvé

Consultable sur Internet

Consultable sur Internet

Consultable sur Internet

3. Situation de la commune au regard d'un plan de prévention de risques technologiques [PPR t]

La commune est située dans le périmètre d'un PPR t

oui

non

| |
|--|
| |
| |
| |

date

effet

date

effet

date

effet

Les documents de référence sont :

| |
|--|
| |
| |

Consultable sur Internet

Consultable sur Internet

4. Situation de la commune au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité

en application des articles R 563-4 et R 125-23 du code de l'environnement modifiés par les décrets n°2010-1254 et 2010-1255

La commune est située dans une zone de sismicité

Forte

zone 5

Moyenne

zone 4

Modérée

zone 3

Faible

zone 2

Très faible

Zone 1

pièces jointes

5. Cartographie

extraits de documents ou de dossiers permettant la localisation des immeubles au regard des risques encourus

Carte de zonage réglementaire du PPRI approuvé

| |
|--|
| |
| |
| |

6. Arrêtés portant ou ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique

La liste actualisée des arrêtés est consultable sur le site portail www.prim.net dans la rubrique « Ma commune face aux risques »



PREFET DE L'HERAULT

***Direction départementale
des territoires et de la mer***

Service eau, risques et nature
Unité prévention des risques
naturels et technologiques

Arrêté n°DDTM-2017-06-08543 portant Information des Acquéreurs et Locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologique majeurs sur la commune de Buzignargues

**Le Préfet de l'Hérault,
Officier de la Légion d'Honneur
Officier dans l'ordre national du Mérite**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L125-5 et R125-23 à R125-27,

Vu l'arrêté préfectoral relatif à la liste des communes de l'Hérault où s'applique l'article L125-5 du code de l'environnement,

Vu l'arrêté préfectoral n°DDTM-2017-06-08525 du 06/06/17 portant approbation du Plan de Prévention des Risques d'inondation de la commune de Buzignargues,

CONSIDÉRANT qu'il convient de mettre à jour le dossier communal d'information,

ARRÊTE :

ARTICLE 1. OBJET

La liste des risques naturels prévisibles, des risques miniers et des risques technologiques auxquels la commune est exposée ainsi que la liste des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer sont consignées dans la fiche d'information annexée au présent arrêté.

Cette fiche ainsi que les documents graphiques, le règlement et la note de présentation du ou des plan(s) de prévention des risques approuvé(s) sont accessibles sur le site internet des services de l'État dans l'Hérault à l'adresse <http://www.herault.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/Risques-naturels-et-technologiques/L-information-des-Acquereurs-et-des-Locataires-I.A.L/Dossiers-communaux-d-information-DCI/>

ARTICLE 2. MISE À JOUR

Ces informations seront mises à jour selon les modalités prévues par l'article R125-25 du code de l'environnement.

ARTICLE 3. PUBLICATION

Une copie du présent arrêté est adressée au maire et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie. Mention de l'arrêté et des modalités de sa consultation seront annexées dans un journal diffusé dans le département.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

ARTICLE 4. EXÉCUTION

Le Secrétaire général de la préfecture, le Directeur départemental des territoires et de la mer et le Maire de la commune de Buzignargues sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Montpellier, le - 6 JUIL. 2017

Pour le Directeur et par délégation,
le Chef du Service eau, risques et nature

Par délégation
L'Adjoint au Chef de Service
Eau - Risques - Nature

Julien RENZONI

Commune de BUZIGNARGUES

Informations sur les risques naturels et technologiques
pour l'application des I, II, III de l'article L 125-5 du code de l'environnement

1. Annexe à l'arrêté préfectoral

n° 2011-01-799-40

du 12 avril 2011

mis à jour le 6 juillet 2017 par AP
n°DDTM34-2017-06-08543

2. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques naturels prévisibles [PPRn]

La commune est située dans le périmètre d'un PPR n oui non

PPR APPROUVE

date 06 juin 2017

aléa Inondation fluviale

aléa

date

aléa

date

aléa

date

aléa

Les documents de référence sont :

Carte de zonage réglementaire - règlement et rapport de présentation du PPRI approuvé

Consultable sur Internet

Consultable sur Internet

Consultable sur Internet

3. Situation de la commune au regard d'un plan de prévention de risques technologiques [PPR t]

La commune est située dans le périmètre d'un PPR t oui non

| |
|--|
| |
| |
| |

date

effet

date

effet

date

effet

Les documents de référence sont :

| |
|--|
| |
| |

Consultable sur Internet

Consultable sur Internet

4. Situation de la commune au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité

en application des articles R 563-4 et R 125-23 du code de l'environnement modifiés par les décrets n°2010-1254 et 2010-1255

La commune est située dans une zone de sismicité Forte zone 5 Moyenne zone 4 Modérée zone 3 Faible zone 2X Très faible Zone 1

pièces jointes

5. Cartographie

extraits de documents ou de dossiers permettant la localisation des immeubles au regard des risques encourus

Carte de zonage réglementaire

| |
|--|
| |
| |
| |

6. Arrêtés portant ou ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique

La liste actualisée des arrêtés est consultable sur le site portail www.prim.net dans la rubrique « Ma commune face aux risques »



PREFET DE L'HERAULT

***Direction départementale
des territoires et de la mer***

Service eau, risques et nature
Unité prévention des risques
naturels et technologiques

Arrêté n°DDTM-2017-06-08542 portant Information des Acquéreurs et Locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs sur la commune de Campagne

**Le Préfet de l'Hérault,
Officier de la Légion d'Honneur
Officier dans l'ordre national du Mérite**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L125-5 et R125-23 à R125-27,

Vu l'arrêté préfectoral relatif à la liste des communes de l'Hérault où s'applique l'article L125-5 du code de l'environnement,

Vu l'arrêté préfectoral n°DDTM-2017-06-08535 du 12/06/17 portant approbation du Plan de Prévention des Risques d'inondation de la commune de Campagne,

CONSIDÉRANT qu'il convient de mettre à jour le dossier communal d'information,

ARRÊTE :

ARTICLE 1. OBJET

La liste des risques naturels prévisibles, des risques miniers et des risques technologiques auxquels la commune est exposée ainsi que la liste des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer sont consignées dans la fiche d'information annexée au présent arrêté.

Cette fiche ainsi que les documents graphiques, le règlement et la note de présentation du ou des plan(s) de prévention des risques approuvé(s) sont accessibles sur le site internet des services de l'État dans l'Hérault à l'adresse <http://www.herault.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/Risques-naturels-et-technologiques/L-information-des-Acquereurs-et-des-Locataires-I.A.L/Dossiers-communaux-d-information-DCI/>

ARTICLE 2. MISE À JOUR

Ces informations seront mises à jour selon les modalités prévues par l'article R125-25 du code de l'environnement.

ARTICLE 3. PUBLICATION

Une copie du présent arrêté est adressée au maire et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie. Mention de l'arrêté et des modalités de sa consultation seront annexées dans un journal diffusé dans le département.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

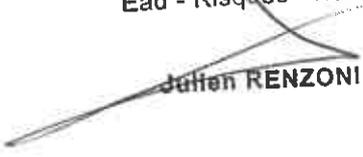
ARTICLE 4. EXÉCUTION

Le Secrétaire général de la préfecture, le Directeur départemental des territoires et de la mer et le Maire de la commune de Campagne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Montpellier, le - 6 JUIL. 2017

Pour le Directeur et par délégation,
le Chef du Service eau, risques et nature

Par délégation
L'Adjoint au Chef de Service
Eau - Risques - Nature


Julien RENZONI

Commune de CAMPAGNE

Informations sur les risques naturels et technologiques
pour l'application des I, II, III de l'article L 125-5 du code de l'environnement

1. Annexe à l'arrêté préfectoral

n° 2011-01-799-43

du 12 avril 2011

mis à jour le 6 juillet 2017 par AP
n°DDTM34-2017-06-08542

2. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques naturels prévisibles [PPRn]

La commune est située dans le périmètre d'un PPR n

oui non

PPR APPROUVE

date 12 juin 2017

aléa Inondation fluviale

aléa

date

aléa

date

aléa

date

aléa

Les documents de référence sont :

Carte de zonage réglementaire, règlement et rapport de présentation du PPRI approuvé

Consultable sur Internet

Consultable sur Internet

Consultable sur Internet

3. Situation de la commune au regard d'un plan de prévention de risques technologiques [PPR t]

La commune est située dans le périmètre d'un PPR t

oui non

date

effet

date

effet

date

effet

Les documents de référence sont :

Consultable sur Internet

Consultable sur Internet

4. Situation de la commune au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité

en application des articles R 563-4 et R 125-23 du code de l'environnement modifiés par les décrets n°2010-1254 et 2010-1255

La commune est située dans une zone de sismicité

| | | | | |
|---------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------------|
| Forte zone 5 | Moyenne zone 4 | Modérée zone 3 | Faible zone 2X | Très faible Zone 1 |
|---------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------------|

pièces jointes

5. Cartographie

extraits de documents ou de dossiers permettant la localisation des immeubles au regard des risques encourus

Carte de zonage réglementaire

6. Arrêtés portant ou ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique

La liste actualisée des arrêtés est consultable sur le site portail www.prim.net dans la rubrique « Ma commune face aux risques »



PREFET DE L'HERAULT

***Direction départementale
des territoires et de la mer***

Service eau, risques et nature
Unité prévention des risques
naturels et technologiques

Arrêté n°DDTM-2017-07-08613 portant Information des Acquéreurs et Locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologique majeurs sur la commune de Fontanès

**Le Préfet de l'Hérault,
Officier de la Légion d'Honneur
Officier dans l'ordre national du Mérite**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L125-5 et R125-23 à R125-27,

Vu l'arrêté préfectoral relatif à la liste des communes de l'Hérault où s'applique l'article L125-5 du code de l'environnement,

Vu l'arrêté préfectoral n°DDTM-2017-07-08597 du 28/06/17 portant approbation du Plan de Prévention des Risques d'inondation de la commune de Fontanès,

CONSIDÉRANT qu'il convient de mettre à jour le dossier communal d'information,

ARRÊTE :

ARTICLE 1. OBJET

La liste des risques naturels prévisibles, des risques miniers et des risques technologiques auxquels la commune est exposée ainsi que la liste des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer sont consignées dans la fiche d'information annexée au présent arrêté.

Cette fiche ainsi que les documents graphiques, le règlement et la note de présentation du ou des plan(s) de prévention des risques approuvé(s) sont accessibles sur le site internet des services de l'État dans l'Hérault à l'adresse <http://www.herault.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/Risques-naturels-et-technologiques/L-information-des-Acquereurs-et-des-Locataires-I.A.L./Dossiers-communaux-d-information-DCI/>

ARTICLE 2. MISE À JOUR

Ces informations seront mises à jour selon les modalités prévues par l'article R125-25 du code de l'environnement.

ARTICLE 3. PUBLICATION

Une copie du présent arrêté est adressée au maire et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie. Mention de l'arrêté et des modalités de sa consultation seront annexées dans un journal diffusé dans le département.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

ARTICLE 4. EXÉCUTION

Le Secrétaire général de la préfecture, le Directeur départemental des territoires et de la mer et le Maire de la commune de Fontanès sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Montpellier, le - 6 JUL. 2017

Pour le Directeur et par délégation,
le Chef du Service eau, risques et nature

Par délégation
L'Adjoint au Chef de Service
Eau - Risques - Nature


Julien RENZONI



Commune de FONTANÈS

Informations sur les risques naturels et technologiques

pour l'application des I, II, III de l'article L 125-5 du code de l'environnement

1. Annexe à l'arrêté préfectoral

n° 2011-01-799-82

du 12 avril 2011

mis à jour le 6 juillet 2017 par AP
n°DDTM-2017-07-08613

2. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques naturels prévisibles [PPRn]

La commune est située dans le périmètre d'un PPR n

oui

non

| PPRI APPROUVÉ | date | aléa |
|---------------|--------------|---------------------|
| | 28 juin 2017 | Inondation fluviale |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

Les documents de référence sont :

Rapport de présentation, règlement et carte de zonage du PPR approuvé.

Consultable sur Internet

Consultable sur Internet

Consultable sur Internet

3. Situation de la commune au regard d'un plan de prévention de risques technologiques [PPR t]

La commune est située dans le périmètre d'un PPR t

oui

non

| | | |
|--|------|-------|
| | date | effet |
| | | |
| | | |
| | | |

Les documents de référence sont :

Consultable sur Internet

Consultable sur Internet

Consultable sur Internet

4. Situation de la commune au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité

en application des articles R 563-4 et R 125-23 du code de l'environnement modifiés par les décrets n°2010-1254 et 2010-1255

La commune est située dans une zone de sismicité

Forte zone **5**

Moyenne zone **4**

Modérée zone **3**

Faible zone **2**

Très faible Zone **1**

pièces jointes

5. Cartographie

extraits de documents ou de dossiers permettant la localisation des immeubles au regard des risques encourus

Carte du zonage du PPRi approuvé

6. Arrêtés portant ou ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique

La liste actualisée des arrêtés est consultable sur le site portail www.prim.net dans la rubrique « Ma commune face aux risques »



PREFET DE L'HERAULT

***Direction départementale
des territoires et de la mer***

Service eau, risques et nature
Unité prévention des risques
naturels et technologiques

Arrêté n°DDTM-2017-07-08610 portant Information des Acquéreurs et Locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs sur la commune de Galargues

**Le Préfet de l'Hérault,
Officier de la Légion d'Honneur
Officier dans l'ordre national du Mérite**

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de l'environnement, notamment les articles L125-5 et R125-23 à R125-27,

VU l'arrêté préfectoral relatif à la liste des communes de l'Hérault où s'applique l'article L125-5 du code de l'environnement,

VU l'arrêté préfectoral n°DDTM-2017-06-08575 du 28/06/17 portant approbation du Plan de Prévention des Risques d'inondation de la commune de Galargues,

CONSIDÉRANT qu'il convient de mettre à jour le dossier communal d'information,

ARRÊTE :

ARTICLE 1. OBJET

La liste des risques naturels prévisibles, des risques miniers et des risques technologiques auxquels la commune est exposée ainsi que la liste des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer sont consignées dans la fiche d'information annexée au présent arrêté.

Cette fiche ainsi que les documents graphiques, le règlement et la note de présentation du ou des plan(s) de prévention des risques approuvé(s) sont accessibles sur le site internet des services de l'État dans l'Hérault à l'adresse <http://www.herault.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/Risques-naturels-et-technologiques/L-information-des-Acquereurs-et-des-Locataires-I.A.L/Dossiers-communaux-d-information-DCI/>

ARTICLE 2. MISE À JOUR

Ces informations seront mises à jour selon les modalités prévues par l'article R125-25 du code de l'environnement.

ARTICLE 3. PUBLICATION

Une copie du présent arrêté est adressée au maire et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie. Mention de l'arrêté et des modalités de sa consultation seront annexées dans un journal diffusé dans le département.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

ARTICLE 4. EXÉCUTION

Le Secrétaire général de la préfecture, le Directeur départemental des territoires et de la mer et le Maire de la commune de Galargues sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Montpellier, le - 6 JUIL. 2017

Pour le Directeur et par délégation,
le Chef du Service eau, risques et nature

Par délégation
L'Adjoint au Chef de Service
Eau - Risques - Nature

Julien RENZONI



Commune de GALARGUES

Informations sur les risques naturels et technologiques

pour l'application des I, II, III de l'article L 125-5 du code de l'environnement

1. Annexe à l'arrêté préfectoral

n° 2011-01-799-88

du 12 avril 2011

mis à jour le 6 juillet 2017 par AP
n°DDTM34-2017-07-08610

2. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques naturels prévisibles [PPRn]

La commune est située dans le périmètre d'un PPR n

oui

non

| PPRI APPROUVÉ | date | aléa |
|---------------|--------------|---------------------|
| | 28 juin 2017 | Inondation fluviale |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

Les documents de référence sont :

Rapport de présentation, règlement et carte de zonage du PPR approuvé.

Consultable sur Internet

Consultable sur Internet

Consultable sur Internet

3. Situation de la commune au regard d'un plan de prévention de risques technologiques [PPR t]

La commune est située dans le périmètre d'un PPR t

oui

non

| | date | effet |
|--|------|-------|
| | | |
| | | |
| | | |

Les documents de référence sont :

| | |
|--|---|
| | Consultable sur Internet <input type="checkbox"/> |
| | Consultable sur Internet <input type="checkbox"/> |
| | Consultable sur Internet <input type="checkbox"/> |

4. Situation de la commune au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité

en application des articles R 563-4 et R 125-23 du code de l'environnement modifiés par les décrets n°2010-1254 et 2010-1255

La commune est située dans une zone de sismicité

| | | | | |
|---------------------|-----------------------|-----------------------|--|---------------------------|
| Forte zone 5 | Moyenne zone 4 | Modérée zone 3 | Faible zone 2 <input checked="" type="checkbox"/> | Très faible Zone 1 |
|---------------------|-----------------------|-----------------------|--|---------------------------|

pièces jointes

5. Cartographie

extraits de documents ou de dossiers permettant la localisation des immeubles au regard des risques encourus

| |
|----------------------------------|
| Carte du zonage du PPRi approuvé |
| |
| |
| |

6. Arrêtés portant ou ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique

La liste actualisée des arrêtés est consultable sur le site portail www.prim.net dans la rubrique « Ma commune face aux risques »



PREFET DE L'HERAULT

***Direction départementale
des territoires et de la mer***

Service eau, risques et nature
Unité prévention des risques
naturels et technologiques

Arrêté n°DDTM-2017-07-08611 portant Information des Acquéreurs et Locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs sur la commune de Garrigues

**Le Préfet de l'Hérault,
Officier de la Légion d'Honneur
Officier dans l'ordre national du Mérite**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L125-5 et R125-23 à R125-27,

Vu l'arrêté préfectoral relatif à la liste des communes de l'Hérault où s'applique l'article L125-5 du code de l'environnement,

Vu l'arrêté préfectoral n°DDTM-2017-06-08574 du 28/06/17 portant approbation du Plan de Prévention des Risques d'inondation de la commune de Garrigues,

CONSIDÉRANT qu'il convient de mettre à jour le dossier communal d'information,

ARRÊTE :

ARTICLE 1. OBJET

La liste des risques naturels prévisibles, des risques miniers et des risques technologiques auxquels la commune est exposée ainsi que la liste des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer sont consignées dans la fiche d'information annexée au présent arrêté.

Cette fiche ainsi que les documents graphiques, le règlement et la note de présentation du ou des plan(s) de prévention des risques approuvé(s) sont accessibles sur le site internet des services de l'État dans l'Hérault à l'adresse <http://www.herault.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/Risques-naturels-et-technologiques/L-information-des-Acquereurs-et-des-Locataires-I.A.L/Dossiers-communaux-d-information-DCI/>

ARTICLE 2. MISE À JOUR

Ces informations seront mises à jour selon les modalités prévues par l'article R125-25 du code de l'environnement.

ARTICLE 3. PUBLICATION

Une copie du présent arrêté est adressée au maire et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie. Mention de l'arrêté et des modalités de sa consultation seront annexées dans un journal diffusé dans le département.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

ARTICLE 4. EXÉCUTION

Le Secrétaire général de la préfecture, le Directeur départemental des territoires et de la mer et le Maire de la commune de Garrigues sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Montpellier, le - 6 JUIL. 2017

Pour le Directeur et par délégation,
le Chef du Service eau, risques et nature

Par délégation
L'Adjoint au Chef de Service
Eau - Risques - Nature


Julien RENZONI



Commune de GARRIGUES

Informations sur les risques naturels et technologiques

pour l'application des I, II, III de l'article L 125-5 du code de l'environnement

1. Annexe à l'arrêté préfectoral

n° 2011-01-799-90

du 12 avril 2011

mis à jour le 6 juillet 2017 par AP
n°DDTM34-2017-07-08611

2. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques naturels prévisibles [PPRn]

La commune est située dans le périmètre d'un PPR n

oui non

| PPRI APPROUVÉ | date | aléa |
|---------------|--------------|---------------------|
| | 28 juin 2017 | Inondation fluviale |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

Les documents de référence sont :

Rapport de présentation, règlement et carte de zonage du PPR approuvé.

Consultable sur Internet

Consultable sur Internet

Consultable sur Internet

3. Situation de la commune au regard d'un plan de prévention de risques technologiques [PPR t]

La commune est située dans le périmètre d'un PPR t

oui non

| | date | effet |
|--|------|-------|
| | | |
| | | |
| | | |

Les documents de référence sont :

| | |
|--|---|
| | Consultable sur Internet <input type="checkbox"/> |
| | Consultable sur Internet <input type="checkbox"/> |
| | Consultable sur Internet <input type="checkbox"/> |

4. Situation de la commune au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité

en application des articles R 563-4 et R 125-23 du code de l'environnement modifiés par les décrets n°2010-1254 et 2010-1255

La commune est située dans une zone de sismicité

| | | | | |
|---------------------|-----------------------|-----------------------|--|---------------------------|
| Forte zone 5 | Moyenne zone 4 | Modérée zone 3 | Faible zone 2 <input checked="" type="checkbox"/> | Très faible Zone 1 |
|---------------------|-----------------------|-----------------------|--|---------------------------|

pièces jointes

5. Cartographie

extraits de documents ou de dossiers permettant la localisation des immeubles au regard des risques encourus

| |
|----------------------------------|
| Carte du zonage du PPRi approuvé |
| |
| |
| |

6. Arrêtés portant ou ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique

La liste actualisée des arrêtés est consultable sur le site portail www.prim.net dans la rubrique « Ma commune face aux risques »



PREFET DE L'HERAULT

***Direction départementale
des territoires et de la mer***

Service eau, risques et nature
Unité prévention des risques
naturels et technologiques

**Arrêté n°DDTM-2017-07-08615 portant Information des Acquéreurs et Locataires
de biens immobiliers sur les risques naturels et technologique majeurs
sur la commune de Saussines**

**Le Préfet de l'Hérault,
Officier de la Légion d'Honneur
Officier dans l'ordre national du Mérite**

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de l'environnement, notamment les articles L125-5 et R125-23 à R125-27,

VU l'arrêté préfectoral relatif à la liste des communes de l'Hérault où s'applique l'article L125-5 du code de l'environnement,

VU l'arrêté préfectoral n°DDTM-2017-06-08497 du 21/06/17 portant approbation du Plan de Prévention des Risques d'inondation de la commune de Saussines,

CONSIDÉRANT qu'il convient de mettre à jour le dossier communal d'information,

ARRÊTE :

ARTICLE 1. OBJET

La liste des risques naturels prévisibles, des risques miniers et des risques technologiques auxquels la commune est exposée ainsi que la liste des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer sont consignées dans la fiche d'information annexée au présent arrêté.

Cette fiche ainsi que les documents graphiques, le règlement et la note de présentation du ou des plan(s) de prévention des risques approuvé(s) sont accessibles sur le site internet des services de l'État dans l'Hérault à l'adresse <http://www.herault.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/Risques-naturels-et-technologiques/L-information-des-Acquereurs-et-des-Locataires-I.A.L./Dossiers-communaux-d-information-DCI/>

ARTICLE 2. MISE À JOUR

Ces informations seront mises à jour selon les modalités prévues par l'article R125-25 du code de l'environnement.

ARTICLE 3. PUBLICATION

Une copie du présent arrêté est adressée au maire et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie. Mention de l'arrêté et des modalités de sa consultation seront annexées dans un journal diffusé dans le département.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

ARTICLE 4. EXÉCUTION

Le Secrétaire général de la préfecture, le Directeur départemental des territoires et de la mer et le Maire de la commune de Saussines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Montpellier, le - 6 JUL. 2017

Pour le Directeur et par délégation,
le Chef du Service eau, risques et nature

Par délégation
L'Adjoint au Chef de Service
Eau - Risques - Nature


Julien RENZONI



Commune de SAUSSINES

Informations sur les risques naturels et technologiques

pour l'application des I, II, III de l'article L 125-5 du code de l'environnement

1. Annexe à l'arrêté préfectoral

n° 2011-01-799-249

du 12 avril 2011

mis à jour le 6 juillet 2017 par AP
n°DDTM34-2017-07-08615

2. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques naturels prévisibles [PPRn]

La commune est située dans le périmètre d'un PPR n

oui

non

| PPRI APPROUVÉ | date | aléa |
|---------------|--------------|---------------------|
| | 21 juin 2017 | Inondation fluviale |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

Les documents de référence sont :

Rapport de présentation, règlement et carte de zonage du PPR approuvé.

Consultable sur Internet

Consultable sur Internet

Consultable sur Internet

3. Situation de la commune au regard d'un plan de prévention de risques technologiques [PPR t]

La commune est située dans le périmètre d'un PPR t

oui

non

| | | |
|--|------|-------|
| | date | effet |
| | date | effet |
| | date | effet |

Les documents de référence sont :

Consultable sur Internet

Consultable sur Internet

Consultable sur Internet

4. Situation de la commune au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité

en application des articles R 563-4 et R 125-23 du code de l'environnement modifiés par les décrets n°2010-1254 et 2010-1255

La commune est située dans une zone de sismicité

Forte zone **5**

Moyenne zone **4**

Modérée zone **3**

Faible zone **2**

Très faible Zone **1**

pièces jointes

5. Cartographie

extraits de documents ou de dossiers permettant la localisation des immeubles au regard des risques encourus

Carte du zonage du PPRi approuvé

6. Arrêtés portant ou ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique

La liste actualisée des arrêtés est consultable sur le site portail www.prim.net dans la rubrique « Ma commune face aux risques »



PREFET DE L'HERAULT

***Direction départementale
des territoires et de la mer***

Service eau, risques et nature
Unité prévention des risques
naturels et technologiques

**Arrêté n°DDTM-2017-07-08614 portant Information des Acquéreurs et Locataires
de biens immobiliers sur les risques naturels et technologique majeurs
sur la commune de Saint-Bauzille-De-Montmel**

**Le Préfet de l'Hérault,
Officier de la Légion d'Honneur
Officier dans l'ordre national du Mérite**

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de l'environnement, notamment les articles L125-5 et R125-23 à R125-27,

VU l'arrêté préfectoral relatif à la liste des communes de l'Hérault où s'applique l'article L125-5 du code de l'environnement,

VU l'arrêté préfectoral n°DDTM-2017-07-08595 du 28/06/17 portant approbation du Plan de Prévention des Risques d'inondation de la commune de Saint-Bauzille-De-Montmel,

CONSIDÉRANT qu'il convient de mettre à jour le dossier communal d'information,

ARRÊTE :

ARTICLE 1. OBJET

La liste des risques naturels prévisibles, des risques miniers et des risques technologiques auxquels la commune est exposée ainsi que la liste des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer sont consignées dans la fiche d'information annexée au présent arrêté.

Cette fiche ainsi que les documents graphiques, le règlement et la note de présentation du ou des plan(s) de prévention des risques approuvé(s) sont accessibles sur le site internet des services de l'État dans l'Hérault à l'adresse <http://www.herault.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/Risques-naturels-et-technologiques/L-information-des-Acquereurs-et-des-Locataires-I.A.L/Dossiers-communaux-d-information-DCI/>

ARTICLE 2. MISE À JOUR

Ces informations seront mises à jour selon les modalités prévues par l'article R125-25 du code de l'environnement.

ARTICLE 3. PUBLICATION

Une copie du présent arrêté est adressée au maire et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie. Mention de l'arrêté et des modalités de sa consultation seront annexées dans un journal diffusé dans le département.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

ARTICLE 4. EXÉCUTION

Le Secrétaire général de la préfecture, le Directeur départemental des territoires et de la mer et le Maire de la commune de Saint-Bauzille-De-Montmel sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Montpellier, le - 6 JUIL. 2017

Pour le Directeur et par délégation,
le Chef du Service eau, risques et nature

Par délégation
L'Adjoint au Chef de Service
Eau - Risques - Nature

Julien BENZON



Commune de SAINT-BAUZILLE-DE-MONTMEL

Informations sur les risques naturels et technologiques

pour l'application des I, II, III de l'article L 125-5 du code de l'environnement

1. Annexe à l'arrêté préfectoral

n° 2011-01-799-205

du 12 avril 2011

mis à jour le 6 juillet 2017 par AP
n°DDTM34-2017-07-08614

2. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques naturels prévisibles [PPRn]

La commune est située dans le périmètre d'un PPR n

oui

non

| PPRI APPROUVÉ | date | aléa |
|---------------|--------------|---------------------|
| | 28 juin 2017 | Inondation fluviale |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

Les documents de référence sont :

Rapport de présentation, règlement et carte de zonage du PPR approuvé.

Consultable sur Internet

Consultable sur Internet

Consultable sur Internet

3. Situation de la commune au regard d'un plan de prévention de risques technologiques [PPR t]

La commune est située dans le périmètre d'un PPR t

oui

non

| | | |
|--|------|-------|
| | date | effet |
| | | |
| | | |
| | | |

Les documents de référence sont :

Consultable sur Internet

Consultable sur Internet

Consultable sur Internet

4. Situation de la commune au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité

en application des articles R 563-4 et R 125-23 du code de l'environnement modifiés par les décrets n°2010-1254 et 2010-1255

La commune est située dans une zone de sismicité

Forte zone **5**

Moyenne zone **4**

Modérée zone **3**

Faible zone **2**

Très faible Zone **1**

pièces jointes

5. Cartographie

extraits de documents ou de dossiers permettant la localisation des immeubles au regard des risques encourus

Carte du zonage du PPRi approuvé

6. Arrêtés portant ou ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique

La liste actualisée des arrêtés est consultable sur le site portail www.prim.net dans la rubrique « Ma commune face aux risques »



PREFET DE L'HERAULT

***Direction départementale
des territoires et de la mer***

Service eau, risques et nature
Unité prévention des risques
naturels et technologiques

**Arrêté n°DDTM-2017-07-08612 portant Information des Acquéreurs et Locataires
de biens immobiliers sur les risques naturels et technologique majeurs
sur la commune de Sainte-Croix-De-Quintillargues**

**Le Préfet de l'Hérault,
Officier de la Légion d'Honneur
Officier dans l'ordre national du Mérite**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L125-5 et R125-23 à R125-27,

Vu l'arrêté préfectoral relatif à la liste des communes de l'Hérault où s'applique l'article L125-5 du code de l'environnement,

Vu l'arrêté préfectoral n°DDTM-2017-07-08598 du 28/06/17 portant approbation du Plan de Prévention des Risques d'inondation de la commune de Sainte-Croix-De-Quintillargues,

CONSIDÉRANT qu'il convient de mettre à jour le dossier communal d'information,

ARRÊTE :

ARTICLE 1. OBJET

La liste des risques naturels prévisibles, des risques miniers et des risques technologiques auxquels la commune est exposée ainsi que la liste des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer sont consignées dans la fiche d'information annexée au présent arrêté.

Cette fiche ainsi que les documents graphiques, le règlement et la note de présentation du ou des plan(s) de prévention des risques approuvé(s) sont accessibles sur le site internet des services de l'État dans l'Hérault à l'adresse <http://www.herault.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/Risques-naturels-et-technologiques/L-information-des-Acquereurs-et-des-Locataires-I.A.L/Dossiers-communaux-d-information-DCI/>

ARTICLE 2. MISE À JOUR

Ces informations seront mises à jour selon les modalités prévues par l'article R125-25 du code de l'environnement.

ARTICLE 3. PUBLICATION

Une copie du présent arrêté est adressée au maire et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie. Mention de l'arrêté et des modalités de sa consultation seront annexées dans un journal diffusé dans le département.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

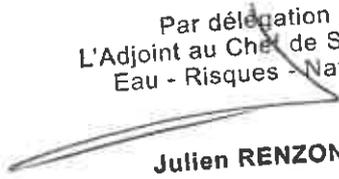
ARTICLE 4. EXÉCUTION

Le Secrétaire général de la préfecture, le Directeur départemental des territoires et de la mer et le Maire de la commune de Sainte-Croix-De-Quintillargues sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Montpellier, le .- 6 JUL. 2017

Pour le Directeur et par délégation,
le Chef du Service eau, risques et nature

Par délégation
L'Adjoint au Chef de Service
Eau - Risques - Nature


Julien RENZONI



Commune de **SAINTE-CROIX-DE-QUINTILLARGUES**

Informations sur les risques naturels et technologiques

pour l'application des I, II, III de l'article L 125-5 du code de l'environnement

1. Annexe à l'arrêté préfectoral

n° 2011-01-799-211

du 12 avril 2011

mis à jour le 6 juillet 2017 par AP
n°DDTM34-2017-07-08612

2. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques naturels prévisibles [PPRn]

La commune est située dans le périmètre d'un PPR n

oui

non

| PPRI APPROUVÉ | date | aléa |
|---------------|--------------|---------------------|
| | 28 juin 2017 | Inondation fluviale |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

Les documents de référence sont :

Rapport de présentation, règlement et carte de zonage du PPR approuvé.

Consultable sur Internet

Consultable sur Internet

Consultable sur Internet

3. Situation de la commune au regard d'un plan de prévention de risques technologiques [PPR t]

La commune est située dans le périmètre d'un PPR t

oui

non

| | date | effet |
|--|------|-------|
| | | |
| | | |
| | | |

Les documents de référence sont :

Consultable sur Internet

Consultable sur Internet

Consultable sur Internet

4. Situation de la commune au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité

en application des articles R 563-4 et R 125-23 du code de l'environnement modifiés par les décrets n°2010-1254 et 2010-1255

La commune est située dans une zone de sismicité

Forte zone **5**

Moyenne zone **4**

Modérée zone **3**

Faible zone **2**

Très faible Zone **1**

pièces jointes

5. Cartographie

extraits de documents ou de dossiers permettant la localisation des immeubles au regard des risques encourus

Carte du zonage du PPRi approuvé

6. Arrêtés portant ou ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique

La liste actualisée des arrêtés est consultable sur le site portail www.prim.net dans la rubrique « Ma commune face aux risques »



PREFET DE L'HERAULT

***Direction départementale
des territoires et de la mer***

Service eau, risques et nature
Unité prévention des risques
naturels et technologiques

**Arrêté n°DDTM-2017-06-08523 portant Information des Acquéreurs et Locataires
de biens immobiliers sur les risques naturels et technologique majeurs
sur la commune de Saint-Hilaire-De-Beauvoir**

**Le Préfet de l'Hérault,
Officier de la Légion d'Honneur
Officier dans l'ordre national du Mérite**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L125-5 et R125-23 à R125-27,

Vu l'arrêté préfectoral relatif à la liste des communes de l'Hérault où s'applique l'article L125-5 du code de l'environnement,

Vu l'arrêté préfectoral n°DDTM-2017-06-08558 du 02/06/17 portant approbation du Plan de Prévention des Risques d'inondation de la commune de Saint-Hilaire-De-Beauvoir,

CONSIDÉRANT qu'il convient de mettre à jour le dossier communal d'information,

ARRÊTE :

ARTICLE 1. OBJET

La liste des risques naturels prévisibles, des risques miniers et des risques technologiques auxquels la commune est exposée ainsi que la liste des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer sont consignées dans la fiche d'information annexée au présent arrêté.

Cette fiche ainsi que les documents graphiques, le règlement et la note de présentation du ou des plan(s) de prévention des risques approuvé(s) sont accessibles sur le site internet des services de l'État dans l'Hérault à l'adresse <http://www.herault.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/Risques-naturels-et-technologiques/L-information-des-Acquereurs-et-des-Locataires-I.A.L/Dossiers-communaux-d-information-DCI/>

ARTICLE 2. MISE À JOUR

Ces informations seront mises à jour selon les modalités prévues par l'article R125-25 du code de l'environnement.

ARTICLE 3. PUBLICATION

Une copie du présent arrêté est adressée au maire et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie. Mention de l'arrêté et des modalités de sa consultation seront annexées dans un journal diffusé dans le département.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

ARTICLE 4. EXÉCUTION

Le Secrétaire général de la préfecture, le Directeur départemental des territoires et de la mer et le Maire de la commune de Saint-Hilaire-De-Beauvoir sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Montpellier, le - 6 JUL. 2017

Pour le Directeur et par délégation,
le Chef du Service eau, risques et nature

Par délégation
L'Adjoint au Chef de Service
Eau - Risques - Nature


Julien RENZONI

Commune de SAINT-HILAIRE-DE-BEAUVOIR

Informations sur les risques naturels et technologiques
pour l'application des I, II, III de l'article L 125-5 du code de l'environnement

1. Annexe à l'arrêté préfectoral

n° 2011-01-799-222

du 12 avril 2011

mis à jour le 6 juillet 2017 par AP
n°DDTM34-2017-06-08523

2. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques naturels prévisibles [PPRn]

La commune est située dans le périmètre d'un PPR n

oui non

PPRI APPROUVE

date 02 juin 2017

aléa Inondation fluviale

date

aléa

date

aléa

date

aléa

Les documents de référence sont :

Carte de zonage réglementaire, règlement et rapport de présentation du PPRI approuvé

Consultable sur Internet

Consultable sur Internet

Consultable sur Internet

3. Situation de la commune au regard d'un plan de prévention de risques technologiques [PPR t]

La commune est située dans le périmètre d'un PPR t

oui non

| |
|--|
| |
| |
| |

date

effet

date

effet

date

effet

Les documents de référence sont :

| |
|--|
| |
| |
| |

Consultable sur Internet

Consultable sur Internet

Consultable sur Internet

4. Situation de la commune au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité

en application des articles R 563-4 et R 125-23 du code de l'environnement modifiés par les décrets n°2010-1254 et 2010-1255

La commune est située dans une zone de sismicité

| | | | | |
|--|--|--|---|--|
| Forte zone 5 <input type="checkbox"/> | Moyenne zone 4 <input type="checkbox"/> | Modérée zone 3 <input type="checkbox"/> | Faible zone 2X <input checked="" type="checkbox"/> | Très faible Zone 1 <input type="checkbox"/> |
|--|--|--|---|--|

pièces jointes

5. Cartographie

extraits de documents ou de dossiers permettant la localisation des immeubles au regard des risques encourus

Carte de zonage réglementaire

| |
|--|
| |
| |
| |

6. Arrêtés portant ou ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique

La liste actualisée des arrêtés est consultable sur le site portail www.prim.net dans la rubrique « Ma commune face aux risques »



PREFET DE L'HERAULT

*Direction Départementale
des Territoires et de la Mer*

DÉLÉGATION A LA MER ET AU LITTORAL

UNITÉ CULTURES MARINES ET LITTORAL

**Arrêté n° DDTM34 – 2017-07- 08618
portant approbation à la commune de La Grande-Motte
de la concession des plages naturelles
situées sur son territoire**

**Le Préfet de l'Hérault,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu** le code général de la propriété des personnes publiques ; notamment l'article L2124-4, ainsi que les articles R2124-13 à R2124-38 ;
- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** le code de l'urbanisme et notamment le chapitre Ier du titre II du livre Ier ;
- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** le code du tourisme ;
- Vu** la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques, modifiée ;
- Vu** l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et notamment son article 77 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État et organismes publics dans les régions et départements ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2002-01-5125 du 7 juin 2002 portant attribution à la commune de La Grande-Motte de la concession des plages naturelles situées sur son territoire pour une durée de 15 ans à compter du 1^{er} janvier 2003 ;
- Vu** l'avis conforme du Préfet Maritime de la Méditerranée en date du 13 septembre 2016 ;

- Vu** l'avis conforme du Commandant de la zone Méditerranée en date du 26 août 2016 ;
- Vu** les avis de la direction départementale des finances publiques de l'Hérault, en date du 25 novembre 2016, puis du 2 juin 2017 ;
- Vu** l'avis de la Directrice de l'Agence Régionale de la Santé en date du 4 octobre 2016 ;
- Vu** l'avis de la direction départementale de la protection des populations en date du 21 octobre 2016 ;
- Vu** l'avis de la direction régionale des affaires culturelles en date du 25 novembre 2016;
- Vu** l'avis du service départemental d'incendie et de secours de l'Hérault en date du 28 novembre 2016 ;
- Vu** les avis de la direction régionale de l'environnement et de l'aménagement du Languedoc-Roussillon en date des 29 novembre et 2 décembre 2016 ;
- Vu** l'avis de la commission départementale de la nature des paysages et des sites du 23 décembre 2016 ;
- Vu** l'enquête publique qui s'est déroulée, du 20 mars au 19 avril 2017, conformément à l'article R2124-27 du CGPPP;
- Vu** le rapport d'enquête et les conclusions du Commissaire Enquêteur en date du 10 mai 2017 ;
- Vu** la délibération du Conseil Municipal en date du 30 mai 2017 ;
- Vu** le rapport définitif du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de l'Hérault en date du 30 juin 2017 ;

Considérant la demande formulée par la commune par délibération du conseil municipal en date du 16 décembre 2015.

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer de L'Hérault ;

ARRETE :

Article 1 :

Sont concédées à la commune de La Grande-Motte, l'aménagement, l'exploitation et l'entretien des plages naturelles de cette commune, aux clauses et conditions du cahier des charges et des plans d'aménagement annexés au présent arrêté et dont les limites sont fixées sur les plans pré-cités à compter du 1^{er} janvier 2018.

Article 2 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Hérault, le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault, le directeur départemental des finances publiques de l'Hérault sont chargés,

chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault.

Article 3 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans les deux mois suivant la publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département de l'Hérault.

Fait à Montpellier, le 04 JUIL. 2017

A handwritten signature in black ink, consisting of several vertical and diagonal strokes, positioned to the left of the date.

Pierre POUËSSEL

11-12-13

11-12-13

11-12-13

11-12-13



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'HÉRAULT

Direction Départementale
des Territoires et de la Mer
Hérault

Délégation à la Mer et au Littoral
Hérault Gard

UNITÉ CULTURES MARINES ET LITTORAL

**CONCESSION à la COMMUNE de LA GRANDE-MOTTE
des PLAGES NATURELLES
SITUÉES sur le TERRITOIRE de la COMMUNE**

1er JANVIER 2018– 31 DÉCEMBRE 2029



**Pièce 9 - CAHIER DES CHARGES DE LA CONCESSION
INTÉGRANT LES CONDITIONS FINANCIÈRES**

Juin 2017



PRÉFET DE L'HÉRAULT

*Direction Départementale
des Territoires et de la Mer*
DELEGATION A LA MER ET AU LITTORAL
UNITÉ CULTURES MARINES ET LITTORAL

DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT

-o0o-

COMMUNE DE LA GRANDE MOTTE

-o0o-

**CONCESSION DU 1^{ER} JANVIER 2018 AU 31 DÉCEMBRE 2029
À LA COMMUNE DE LA GRANDE MOTTE DES PLAGES NATURELLES
SITUÉES SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE**

-o0o-

| | | | | | | | | | | | |
|---|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|------------|----------------------------------|
| 1 ^{an} 1 ^{er} janvier 2018 | 2 2019 | 3 2020 | 4 2021 | 5 2022 | 6 2023 | 7 2024 | 8 2025 | 9 2026 | 10 2027 | 11 2028 | 12 ans 31 décembre 2029 |
|---|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|------------|----------------------------------|

CAHIER DES CHARGES DE LA CONCESSION

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONCESSION – | 3 |
| ARTICLE 2 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES - | 3 |
| 2.1 Accès du public à la mer – | 3 |
| 2.2 Implantation d'activités à l'année – | 4 |
| 2.3 Implantation d'activités saisonnières – | 4 |
| 2.4 Conditions générales d'attribution des conventions d'exploitation | 5 |
| 2.5 Conditions minimales de fonctionnement des activités spécifiques..... | 9 |
| 2.5.1 Dispositions générales aux lots de plage..... | 9 |
| 2.5.2 Activités de locations de matériels de plages (activité de référence) | 9 |
| 2.5.3 Activités de location de matériel avec activité accessoire de restauration | 10 |
| 2.5.4 Activités de location de matériel avec activité accessoire de buvette | 11 |
| 2.6 Conditions de fréquentation de la plage | 11 |
| 2.7 Prescriptions générales – | 11 |
| ARTICLE 3 - ÉQUIPEMENTS ET ENTRETIEN DE LA PLAGE – (sous réserve des dispositions prévues à l'Article 9) | 12 |
| 3.1 Équipements (sous réserve des dispositions prévues à l'Article 9) | 12 |
| 3.2 Entretien des plages (sous réserve des dispositions prévues à l'Article 9)..... | 13 |
| 3.3 Enlèvement des installations saisonnières – | 14 |
| 3.4 Prescriptions générales – | 15 |
| ARTICLE 4 - INSTALLATIONS SUPPLÉMENTAIRES – | 15 |
| ARTICLE 5 - PROJETS D'EXÉCUTION – | 15 |
| ARTICLE 6 - EXPLOITATION, OBLIGATIONS DE LA COMMUNE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA PLAGE – | 15 |
| ARTICLE 6 BIS - BALISAGE DES ZONES DE BAINADE..... | 16 |
| ARTICLE 7 - RÈGLEMENT DE POLICE ET D'EXPLOITATION – | 16 |
| ARTICLE 8 – CONVENTIONS D'EXPLOITATION – | 17 |
| ARTICLE 9 - RÈGLEMENTS DIVERS et prescriptions diverses..... | 19 |
| ARTICLE 10 – DURÉE DE LA CONCESSION- | 19 |
| ARTICLE 11 – REDEVANCE DOMANIALE- | 19 |
| ARTICLE 12 - RÉSILIATION - | 21 |
| ARTICLE 13 - PUBLICITÉ – | 21 |
| ANNEXES DU CAHIER DES CHARGES..... | 22 |

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONCESSION –

La présente concession a pour objet l'équipement, l'entretien et l'exploitation des plages naturelles situées sur le littoral de la Commune de LA GRANDE MOTTE suivant les plans annexés au présent cahier des charges. L'ensemble de la concession :

- s'étend sur un linéaire de **4389 ml** environ depuis la limite de la Commune avec CARNON à l'Ouest jusqu'à la limite de la Commune du GRAU DU ROI à l'Est ;
- a une superficie de **405 228 m²** s'étalant sur l'ensemble du linéaire de la concession ;

Le linéaire côtier a fait l'objet d'une sectorisation en 2 secteurs de plages. La façade maritime de La Grande Motte étant scindée en deux unités séparées par le port de plaisance, il apparaît ainsi :

- **sur le littoral « Est » :**
 - la plage comprise entre l'embouchure du VIDOURLE et le Domaine Public Portuaire « Est ». Il s'agit du secteur 1 appelé « Plage du Centre-Ville »
- ➔ *La Commune de La Grande Motte sollicite la concession de la totalité de cette plage.*
- **sur le littoral « Ouest » :**
 - la plage comprise entre le Domaine Public Portuaire « Ouest » et la limite communale avec Carnon. Il s'agit du secteur 2 appelé « Plage du Couchant au Grand Travers »
- ➔ *La Commune de La Grande Motte sollicite la concession de la totalité de cette plage.*

Le tableau et l'illustration ci-après apportent une vision synthétique de la répartition et de la localisation de la concession sur la Commune de La Grande Motte pour la période 2018-2029.

| Littoral | Secteur | Plage concédée | Surface totale plage (m ²) | Linéaire total plage (ml) |
|----------|---------|------------------------------------|--|---------------------------|
| EST | 1 | Plage du centre-ville | 71844 | 1070 |
| OUEST | 2 | Plage du Couchant au Grand Travers | 333 384 | 3319 |
| Total | | | 405 228 m ² | 4389 ml |

ARTICLE 2 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES -

2.1 Accès du public à la mer –

La continuité du passage des piétons le long du littoral doit être assurée. Le libre accès du public, tant de la terre que depuis la mer, ne doit être ni interrompu, ni gêné, en quelque endroit que ce soit, conformément à l'Article L.321-9 du Code de l'Environnement.

Les exploitants de plage doivent être conscients que les **accès aux plages sont publics**. En aucun cas une privatisation de ces accès ne sera tolérée sous peine de sanction.

En outre, il devra être ménagé un passage d'une largeur de 20 mètres tout le long de la mer où le public dispose d'un usage libre et gratuit. Selon le profil de plage, ce passage pourra être réduit à 10 mètres sans dérogation.

Toutefois, les lots de plage pourront faire l'objet d'une dérogation ramenant le libre passage à une largeur inférieure, **mais sans jamais être inférieure**, à 5 mètres, selon le profil de la plage et l'état de la mer, uniquement en cas de circonstances nouvelles tenant à la perte de largeur de la plage due à une forte érosion, et ce pour la seule partie de la plage affectée, tout en laissant libre la plus grande largeur possible. Cette modification ne se fera qu'après l'accord écrit du chef de Service de l'État chargé de la gestion du DPM, et ce suite à une demande écrite.

Le public dispose d'un libre usage sur cet espace.

2.2 Implantation d'activités à l'année –

La Commune, concessionnaire, n'est pas autorisée à laisser s'implanter des activités à l'année sur la partie du domaine public, objet de la présente concession.

Les plages concédées doivent être libres de toute installation pendant une durée minimale de 6 mois continus par an, à l'exception des postes de sécurité et des installations sanitaires publiques, et sauf dans un espace remarquable au sens de l'Article L. 121-23 et suivants du Code de l'Urbanisme.

2.3 Implantation d'activités saisonnières –

■ *Parties de plage faisant l'objet de « conventions d'exploitation » : les lots de plage*

Sous réserve des dispositions de l'Article 2.1, la Commune, concessionnaire, a la faculté de matérialiser de façon légère la délimitation des parties de la plage faisant l'objet de « conventions d'exploitation », indiquées par des zones légendées sur les plans annexés au présent cahier des charges. La superficie de ces parties est indiquée pour chaque plage dans le tableau référencé à l'Article 2.4.

Le placement de la zone amodiée attribuée de chaque lot¹ (et de sa zone de mouvance) a fait l'objet d'un référencement GPS annexé au présent cahier des charges. Ainsi :

- hors de ces zones, les implantations d'activités sont interdites ;
- l'ensemble des installations d'une zone amodiée attribuée ne pourra pas dépasser les dimensions maximales (linéaires et surfaces attribuées) autorisées et fixées à l'Article 2.4 ci-après.

Les services municipaux assisteront les exploitants dans le piquetage à l'arrière du lot de plage.

Dans ces parties, la Commune, concessionnaire, peut exploiter (en régie ou suite à une concession de délégation de service public) des activités liées à l'exploitation des bains de mer, en **respectant toutefois** la règle suivante :

La nouvelle concession des plages naturelles de la Commune de La Grande Motte s'étend sur une durée de DOUZE ans (période 2018-2029) à compter du 1er janvier 2018, avec une occupation du Domaine Public Maritime comprise entre mars et octobre, MAIS limitée à 6 mois par an.

La période d'occupation annuelle de 6 mois, « Montage, Exploitation, Démontage » compris, sera définie chaque année par un Arrêté municipal. Cet arrêté sera notifié aux exploitants et au Service gestionnaire du Domaine Public Maritime 2 mois avant l'installation des lots de plage.

A défaut de production de cet arrêté dans les délais de 2 mois impartis, la période d'occupation annuelle de 6 mois, « Montage, Exploitation, Démontage » compris, sera de fait du 1^{er} avril au 30 septembre.

¹ la « zone amodiée attribuée » à un lot de plage est la surface sur laquelle l'activité pourra se développer. Cette surface est la référence dans les tableaux et plans du présent cahier des charges. la « zone d'implantation possible de la zone amodiée attribuée » (ou zone de mouvance) est une surface supérieure au sein de laquelle la zone attribuée peut être déplacée en fonction du caractère du trait de côte.

■ *Zones d'Activités Municipales : les ZAM*

Dans les « Zones d'Activités Municipales », la Commune, concessionnaire, peut développer, pendant la période d'occupation du Domaine Public Maritime définie chaque année par un Arrêté municipal (le même que pour les conventions d'exploitation), des activités sportives et d'animation de plage, définies dans le tableau référencé à l'Article 2.4, et établir des installations correspondantes à ces activités.

Ces activités seront placées sous la direction des Services Municipaux, ne devront pas avoir un caractère lucratif et commercial et devront être conformes aux réglementations en vigueur. Elles seront gérées par les Services Municipaux en régie directe ou pourront être confiées à des Associations type loi 1901 pour des animations temporaires, par convention d'autorisation d'occuper le domaine public.

Les services techniques de la Commune devront également respecter les coordonnées GPS d'implantation de ces Zones d'Activités Municipales annexées au présent cahier des charges. Ainsi :

- hors de ces zones, les implantations des ZAM sont interdites ;
- les ZAM ne pourront pas dépasser les dimensions maximales (linéaires et surfaces attribuées) autorisées et fixées à l'Article 2.4 ci-après.

■ *Clause spécifique en cas d'érosion manifeste*

En cas d'érosion manifeste des plages concernées par la concession, le Maire de la Commune, concessionnaire, devra, dans le cadre de la concession de délégation de service public permettant l'attribution des lots de plage, réduire la superficie des lots impactés en fonction de la configuration du profil de(s) plage(s) récemment érodée(s).

2.4 Conditions générales d'attribution des conventions d'exploitation

La Commune, concessionnaire, pourra consentir des conventions d'exploitation sur l'ensemble de la concession à des lots dont les dimensions maximales et les activités sont indiquées dans le tableau ci-après et en tenant toutefois compte des caractéristiques suivantes :

- les lots seront situés à l'intérieur des zones matérialisées sur le plan annexé au présent cahier des charges (zone amodiée attribuée) et faisant l'objet de référencements GPS ;
- les conventions d'exploitation respecteront en tout lieu et tout temps, sauf circonstance météorologique exceptionnelle, un retrait sur une bande minimale de 20 m par rapport au bord de mer, conformément à l'Article 2-1 du présent cahier des charges ;
- l'ensemble des équipements est strictement limité à l'intérieur des zones autorisées et constitue des occupations prises dans le calcul des superficies maximales autorisées ;
- chaque exploitation devra afficher, par panneau visible depuis l'extérieur de l'établissement, la présence des équipements (douches, w.c.) mis à disposition du public ;
- les équipements d'infrastructures devront permettre aux exploitants d'exercer leurs activités prévues en respectant les conditions définies par la réglementation en vigueur ;
- les bâtiments et structures édifiés dans le cadre de la présente concession devront répondre aux dispositions du cahier des prescriptions architecturales établi par la Commune qui est le concessionnaire. Ils devront être également conformes en matière d'autorisation d'urbanisme (permis de construire et déclaration préalable) ;
- les constructions à étage (R+1) sont à proscrire ;
- la signalétique devra respecter par ailleurs les prescriptions énoncées dans le cahier des prescriptions architecturales établi par la Commune qui est le concessionnaire ;
- les permis de construire ou déclarations préalables des lots de plage délivrés par la Commune, concessionnaire, devront être transmis pour avis à la DDTM34 au Service gestionnaire du DPM ;

- les permis de construire ou déclarations préalables deviendront caducs dès lors que les installations ne seront pas démontées à la date fixée par autorisation, conformément aux dispositions de l'Article L.432-2 du Code de l'Urbanisme ;
- l'ouverture au Public de l'établissement de plages ne pourra s'effectuer que si l'avis favorable de la Commission de sécurité est délivré (après avoir fait l'objet d'une demande d'autorisation auprès de l'autorité de police);
- les activités de type alimentaire sont admises sous les conditions définies à l'Article 2.5 ci-après, et uniquement sur les lots spécifiés dans le tableau du présent Article 2.4; elles ne peuvent être qu'accessoires à des activités balnéaires et seront autorisées en fonction de la situation, de la fréquentation de la plage et du niveau d'équipement de son environnement ;
- les activités autorisées à se développer et le plan de balisage élaboré comme indiqué à l'Article 6 bis devront être en adéquation ;
- la circulation des véhicules sur la plage est interdite sauf pour les véhicules de secours, de police et d'exploitation. Pour le montage et démontage des structures afférentes aux lots de plage, la collectivité pourra définir les modalités de circulation sur la plage. Aucun véhicule ne pourra se rendre sur les plages ou emprunter les accès aux plages pour le ravitaillement des lots;
- le gardiennage des installations pourra être autorisé par la Commune dans la mesure où les équipements d'infrastructure implantés le permettront (local pour dormir, sanitaires, douches,...). L'usage de tentes ou de caravanes à cet effet est strictement interdit ;
- l'acte de concession ainsi que les conventions ne sont pas constitutifs de droits réels au sens des Articles L.2122-6 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- de plus, la concession de plage et les conventions d'exploitation ne sont pas soumises aux dispositions du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 modifié, ne confèrent pas la propriété commerciale à la Commune, concessionnaire, et aux exploitants, et n'entrent pas dans la définition du bail commercial énoncée aux Articles L.145-1 à L.145-3 du Code de Commerce ;
- les lots devront respecter les mesures constructives inscrites dans le règlement du PPRi « INONDATION ET LITTORAUX (SUBMERSION MARINE ET ÉROSION) » de LA GRANDE MOTTE, approuvé par l'Arrêté Préfectoral n° 2014-0I-616 du 16 avril 2014 ;
- pour les lots concernés, les exploitants devront respecter les modalités de raccordement aux réseaux et la mise à disposition de sanitaires/douches comme mentionné au 2.5 ;
- le titulaire d'une convention d'exploitation devra considérer le respect de l'environnement et des habitats naturels en présence qu'ils soient terrestres ou marins dans l'optique d'une concession des plages durables. Notamment, il ne devra pas porter atteinte à l'intégrité du domaine par des décaissements, remblaiements, exondements ou emprunt de sable sur la plage environnante. Toutes actions sur les accès (malgré le nivellement préalable de la Commune) seront à leur frais, et ils ne devront pas porter atteinte à l'intégrité des dunes (tout moyen disproportionné par rapport à la nature de l'accès sera interdit). L'ensemble des préconisations et/ou interdictions sera traduit dans les conventions d'exploitation au sein d'un Article spécifique, intégrant le montage, le fonctionnement et le démontage des lots de plage. **Tout manquement à ces obligations, et suivant la gravité des actes ou en cas de récidive, pourra entraîner une résiliation de la convention d'exploitation en plus de sanctions pénales ;**
- la Commune de LA GRANDE MOTTE, concessionnaire, encouragera la participation des exploitants aux actions en matière d'environnement (animations prévues dans le cadre des sites Natura 2000, initiatives liées à la protection de l'environnement).

• Activités saisonnières autorisées

Les installations d'activités saisonnières respecteront les conditions définies dans le tableau ci-après. Les superficies feront l'objet d'une convention d'exploitation consentie par la Commune, concessionnaire, et ne pourront dépasser celles définies dans le tableau ci-après. Les activités présentées ci-après sont classées comme suit :

✓ L'activité de référence :

- la « **location de matériel** » qui est destinée à recevoir l'activité de commerce (de manière cumulative ou indépendante) :
 - de location de matériel de plage (bain de soleil, parasol....) ;
 - d'activités de loisirs nautiques de type « location d'engins de plage motorisés ou pas et de sports nautiques au-delà de la bande des 300 mètres ».
 - des jeux de plages/d'enfants, destinés à accueillir des activités de loisirs (installations ludiques démontables, structures gonflables...) ;
- **La dénomination de ce type de lot sera « Location de matériel ».**

✓ Les activités accessoires :

Les activités ci-dessous ne peuvent être qu'accessoires à la location de matériel susvisés **et seront compatibles avec la notion du service public des bains de mer.**

- la « **buvette** » est un établissement uniquement destiné à la vente de produits de restauration froide conditionnés (boissons, sandwiches, salades ou autres produits froids conditionnés), sans cuisson ni réchauffement, sans fabrication sur place, sans manipulation ni assemblage de denrées nues, sans service de table. Pour remarque, l'exploitant peut utiliser de la vaisselle **EXCLUSIVEMENT JETABLE et RECYCLABLE** et étant préconisée pour le matériel et le conditionnement des produits.
Les activités «de buvette » ne peuvent être qu'accessoires à la location de matériel susvisée.
→ **La dénomination de ce type de lot sera « Location de matériel avec activité accessoire de buvette ».**
- la « **restauration** » est destinée à recevoir l'activité de commerce de restauration froide ou chaude avec ou sans service de table. Les activités «de restauration » ne peuvent être qu'accessoires à la location de matériel susvisée. Par ailleurs, la musique d'ambiance est autorisée, conformément aux dispositions de l'Arrêté Municipal en vigueur relatif à la lutte contre les pollutions sonores et règlements à venir.
→ **La dénomination de ce type de lot sera «location de matériel avec activité accessoire de restauration ».**

• Surface des lots de plage

Les surfaces globales maximales définies ci-après comprennent l'ensemble des installations, le matériel, ainsi que les passages et dégagements.

✚ **Remarque : les postes de secours et les sanitaires sur le DPM sont identifiés, mais ils ne sont pas pris en compte pour le calcul de la redevance définie à l'Article 11.**

| Dénomination de la Plage | Lot /ZAM/Poste de secours/sanitaires | Dimensions du lot | | | Activités saisonnières autorisées |
|---------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------|-------------------------|---------------------------------|-----------------------------------|
| | | Surface (m ²) | Mètres linéaires/rivage | Dimension (longueur * hauteur) | |
| Secteur 1 | Lot 1 | 600 | 30 | 30*20 | Location de matériel et buvette |
| | ZAM 1 | 160 | 10 | 10*16 | Activités sportives |
| | Lot2 | 600 | 30 | 30*20 | Location de matériel et buvette |
| | ZAM2 | 625 | 25 | 25*25 | Centre Aéré – activités sportives |
| | Lot3 | 400 | 29.5 | 25*16 | Location de matériel et buvette |
| | Lot 4 | 300 | 20 | 20*15 | Location de matériel |
| | Lot5 | 600 | 35.50 | 30*20 | Location de matériel et buvette |
| | ZAM3 | 625 | 26 | 25*25 | Activités sportives |
| | Sanitaires/douches | 6 | 3 | | |
| Poste de secours | 37 | 5 | | | |
| TOTAL | | 3953 m² | 214 ml | | |
| Surface de la plage (m ²) | | Mètre linéaire plage (ml) | | Superficie de Plage occupée (%) | Linéaire de plage occupé (%) |
| 71 844 | | 1070 | | 5.5 % | 20 % |
| % Superficie plage restante | | % Linéaire de la plage restante | | | |
| 94.50 % | | 80.00 % | | | |

| Dénomination de la Plage | Lot /ZAM/Poste de secours/sanitaires | Dimensions du lot | | | Activités saisonnières autorisées |
|---------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------|-------------------------|---------------------------------|--------------------------------------|
| | | Surface (m ²) | Mètres linéaires/rivage | Dimension (longueur * hauteur) | |
| Secteur 2 | Lot 6 | 1200 | 40 | 40*34.6 (trapèze) | Location de matériel et restauration |
| | ZAM4 | 700 | 2.5 ² | 20*35 | Activités sportives |
| | ZAM5 | 1000 | 40 | 40*25 | Centre nautique |
| | Lot 7 | 1200 | 40 | 40*30 | Location de matériel et restauration |
| | Lot 8 | 600 | 30 | 30*20 | Location de matériel et buvette |
| | ZAM 6 | 2000 | 50 | 50*40 | Activités sportives et animations |
| | ZAM 7 | 160 | 16 | 16*10 | Activités sportives |
| | Lot 9 | 600 | 30 | 30*20 | Location de matériel et buvette |
| | Lot 10 | 600 | 30 | 30*20 | Location de matériel et buvette |
| | Lot 11 | 600 | 30 | 30*20 | Location de matériel et buvette |
| | Lot 12 | 1500 | 60 | 60*25 | Location de matériel et restauration |
| | Lot 13 | 1500 | 60 | 60*25 | Location de matériel et restauration |
| | ZAM 8 | 320 | 20 | 20*16 | Activités sportives |
| | Lot 14 | 1500 | 60 | 60*25 | Location de matériel et restauration |
| | Lot 15 | 1500 | 60 | 60*25 | Location de matériel et restauration |
| | Sanitaires/douches | 105 | 40 | | - |
| Poste de secours | 102 | 18 | | - | |
| TOTAL | | 15 187 m² | 626.5 ml | | |
| Surface de la plage (m ²) | | Mètre linéaire plage (ml) | | Superficie de Plage occupée (%) | Linéaire de plage occupé (%) |
| 333 384 | | 3319 | | 4.56 % | 18.87% |
| % Superficie plage restante | | % Linéaire de la plage restant | | | |
| 95.44 % | | 81.13 % | | | |

2 « 2.5 », car parallèle au lot 6 : les linéaires s'annulent donc en partie

2.5 Conditions minimales de fonctionnement des activités spécifiques

2.5.1 DISPOSITIONS GENERALES AUX LOTS DE PLAGE

Les lots de plage respecteront les ratios d'occupation énoncés dans le tableau ci-dessous.

| Typologie des lots de plage | Location de matériel | | | | Location matériel/éluvette | | | | Location matériel/ Restauration | | | |
|---|---|--|----------------------|---|--|--|----------------------|---|--|--|----------------------|-------------------------------|
| Surface maximum autorisée | 300 m ² | | | | 600 m ² | | | | 1200 m ² et 1500 m ² | | | |
| Ratio d'occupation (en rapport avec la surface maximum autorisée) | <ul style="list-style-type: none"> la partie « activités balnéaires »³ du lot doit avoir une superficie au moins égale à 60% de la superficie du lot de plage ; sur l'autre partie (40% maximum), des terrasses aménagées peuvent être posées ; sur ces deux parties, des structures fermées peuvent être installées, mais elles doivent respecter les surfaces maximum autorisées de bâtis clos et fermés définies ci-après. <p>Les surfaces de bâtis clos et fermés ne devront pas occuper l'intégralité de la surface des terrasses.</p> <p>Sur la partie « activité balnéaire », les surfaces de bâtis clos et fermés sont UNIQUEMENT destinées au rangement du matériel de l'activité balnéaire.</p> <ul style="list-style-type: none"> L'articulation des lots devra respecter les dispositions inscrites dans le cahier des prescriptions architecturales et paysagères. | | | | | | | | | | | |
| | Application | | | | | | | | | | | |
| | Activité balnéaire | | Terrasse | | Activité balnéaire | | Terrasse | | Activité balnéaire | | Terrasse | |
| | Surface minimum « activité balnéaire » | Dont Bâtis clos et fermés max | Surface max terrasse | Dont Bâtis clos et fermés max | Surface minimum « activité balnéaire » | Dont Bâtis clos et fermés max | Surface max terrasse | Dont Bâtis clos et fermés max | Surface minimum « activité balnéaire » | Dont Bâtis clos et fermés max | Surface max terrasse | Dont Bâtis clos et fermés max |
| 60% | 10% | 40 % | 10% | 60% | 9 % | 40 % | 20% | 60% | 9% | 40 % | 50% | |
| <i>Pour un lot de 300 m²</i> | | | | <i>Pour un lot de 600 m²</i> | | | | <i>Pour un lot de 1500 m²</i> | | | | |
| Exemple d'application | | 180 m ² dont 18 m ² maximum de bâtis clos et fermés autorisés destinées au rangement du matériel de l'activité balnéaire | | 120 m ² dont 12 m ² maximum de bâtis clos et fermés autorisés | | 360 m ² dont 33 m ² maximum de bâtis clos et fermés autorisés destinées au rangement du matériel de l'activité balnéaire | | 240 m ² dont 48 m ² maximum de bâtis clos et fermés autorisés | | 900 m ² dont 81 m ² maximum de bâtis clos et fermés autorisés destinées au rangement du matériel de l'activité balnéaire | | |

Conformément à l'Article 5, avant le début de chaque saison estivale, la Commune, concessionnaire, transmettra au Chef du Service de l'État gestionnaire du DPM les modifications éventuelles apportées aux plans des différents réseaux projetés, modalités de livraison des établissements et évacuations des déchets, joints au présent cahier des charges, en vue de son approbation.

2.5.2 ACTIVITES DE LOCATIONS DE MATERIELS DE PLAGES (ACTIVITE DE REFERENCE)

Les commerces de location de matériels de plages (matelas, parasols...), de jeux de plage/d'enfant et d'engins nautiques ou non, motorisés ou non ne pourront être autorisés que suivant la condition exprimée ci-dessous :

- au plus tard, le jour de son installation, l'exploitant devra être en conformité avec les réglementations en vigueur et notamment les dispositions de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984, relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives modifiée, et de ses décrets d'application d'une part, et notamment les dispositions du Code du Sport ;
- ils seront accessibles aux PMR à la charge de l'exploitant ;
- ils respecteront les dispositions générales définies en 2.5.1 en matière de ratios.

Concernant les jeux de plage/d'enfants, la mise à disposition de w.c./douches/point d'eau potable accessible aux PMR est obligatoire pour les usagers (même s'ils existent dans un périmètre immédiat). **UNIQUEMENT** en l'absence de réseaux « eaux usées » en haut de plage, les sanitaires types « toilettes sèches/w.c. chimiques » seront acceptés dans la mesure où l'exploitant fait assurer un entretien rigoureux de ces derniers et l'évacuation des substances par des entreprises spécialisées et agréées, et ce afin de prévenir toutes pollutions et/ou risques sanitaires. Les exploitants devront fournir une copie du contrat et conserver les bordereaux d'enlèvements et d'élimination de ces surfaces afin de les présenter en cas de contrôle.

Hormis la question des sanitaires, les lots « location de matériel » peuvent être raccordés à minima à l'électricité en basse tension (BT) et à l'eau potable (AEP) pour des questions de fonctionnalité. Par ailleurs, les activités de jeux de plage/jeux d'enfants ne pourront être autorisées que dans les conditions ci-après:

³ Superficie occupée par les parasols, les transats, les relax, les matelas de plage, les cabines, les pédalos, les planches à voiles, les canoës...

- aménagements liés à l'accessibilité des personnes à mobilité réduite ;
- les piscines, en tant que jeux de plage, ne seront autorisées que dans le respect de la réglementation en vigueur.

Spécificités liées aux activités de location d'engins nautiques non motorisés :

Sont autorisés :

- les engins de plage propulsés par l'énergie humaine tels que définis au 1 du II de l'Article 240-1.02 «Définition des embarcations » de la Division 240⁴ en vigueur ;
- les embarcations propulsées par l'énergie humaine telles que définies au 5 du II de l'Article 240-1.02 «Définition des embarcations » de la Division 240 en vigueur ;
- les planches à voile telles que définies au 6 du II de l'Article 240-1.02 «Définition des embarcations » de la Division 240 en vigueur ;
- les planches à pagaie telles que définies au 8 du II de l'Article 240-1.02 «Définition des embarcations » de la Division 240 en vigueur.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux engins de servitude affectés à la surveillance et à la sécurité.

Spécificités liées aux activités de location d'engins nautiques motorisés :

Sont autorisés :

- les engins de plage motorisés tels que définis au 1 du II de l'Article 240-1.02 «Définition des embarcations » de la Division 240 en vigueur ;
- les véhicules nautiques à moteur tels que définis au 3 du II de l'Article 240-1.02 «Définition des embarcations » de la Division 240 en vigueur.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux engins de servitude affectés à la surveillance et à la sécurité.

2.5.3 ACTIVITES DE LOCATION DE MATERIEL AVEC ACTIVITE ACCESSOIRE DE RESTAURATION

Les restaurants de plage ne pourront être autorisés que dans le cadre de la réglementation en vigueur, notamment les prescriptions de l'Arrêté du 9 mai 1995 (consolidée au 31 octobre 2001) réglementant l'hygiène des aliments remis directement au consommateur. En outre, les obligations suivantes seront à respecter:

- alimentation en eau potable par le réseau d'adduction d'eau potable communal (installations provisoires à démonter à l'issue de chaque saison estivale) ;
- évacuation des eaux résiduaires hors du domaine public maritime par raccordement au réseau d'assainissement communal (installations provisoires à démonter à l'issue de chaque saison estivale) ;
- alimentation électrique par raccordement au réseau électrique (installations provisoires à démonter à l'issue de chaque saison estivale) ;
- système de réfrigération – congélation électrique ;
- ils seront accessibles aux PMR à la charge de l'exploitant.

Les conventions d'exploitation proposant une activité de restauration (restaurant de plage) doivent mettre à la disposition du public les équipements sanitaires suivants :

- 1 w.c. par 100 m² de surface bâtie, close et couverte (en plus des sanitaires prévus pour les employés). Ces w.c. seront accessibles aux PMR;
- 1 douche par établissement minimum, accessible au PMR dans la mesure du possible (en plus des sanitaires prévus pour les employés).

⁴ *Élaborée par la Direction Générale des Infrastructures, des Transports et de la Mer (DGITM)*

2.5.4 ACTIVITES DE LOCATION DE MATERIEL AVEC ACTIVITE ACCESSOIRE DE BUVETTE

Les buvettes doivent être raccordées à minima à l'électricité en basse tension (BT) pour le fonctionnement des unités de froid (frigo/congélateur) et à l'eau potable (AEP) pour des questions de fonctionnalité. Si des jeux de plage/d'enfants sont installés pour l'activité de référence, la mise à disposition de w.c./douches/point d'eau potable accessible aux PMR est obligatoire pour les usagers (même s'ils existent dans un périmètre immédiat). Les modalités sont similaires à celles exposées au 2.5.2.

2.6 Conditions de fréquentation de la plage

Sur le reste de la plage non utilisée par les exploitants, le public peut librement et gratuitement s'installer avec des sièges, parasols, matelas.

Sur toutes les parties de la plage, le public est tenu de respecter les dispositions du règlement de police et d'exploitation visé à l'Article 7 ci-après.

La Commune, concessionnaire, aura en charge d'y faire appliquer l'interdiction (ou l'autorisation restreinte par endroit) d'accès aux animaux (chiens, chevaux ...) dans les conditions visés à l'Article 7 ci-après.

Des exceptions restent toutefois possibles en cas de manifestations spécifiques et après accord du service gestionnaire du Domaine Public Maritime.

2.7 Prescriptions générales –

La publicité sur la plage est interdite.

La Commune, concessionnaire, ne peut, en aucun cas, s'opposer à l'exercice du contrôle des représentants des administrations compétentes chacune pour ce qui la concerne.

Elle n'est fondée à élever contre l'État aucune réclamation, dans le cas de troubles de jouissance résultant soit de travaux exécutés par l'État ou pour son compte sur le domaine public, soit de mesures temporaires d'ordre et de police. Il en est de même, si la concession d'une autre plage est autorisée à proximité de l'emplacement présentement concédé.

ARTICLE 3 - ÉQUIPEMENTS ET ENTRETIEN DE LA PLAGE – (SOUS RÉSERVE DES DISPOSITIONS PRÉVUES À L'ARTICLE 9)

3.1 Équipements (sous réserve des dispositions prévues à l'Article 9)

- La Commune, concessionnaire, (par l'intermédiaire de sous-traitant ou non) entretient et a la charge des équipements suivants :
 - les quatre postes de Secours existants et restant à demeure toute l'année :
 - Poste du Point Zéro sur le secteur 1 ;
 - Poste de la Rose des Sables, Poste du Couchant, Poste du Grand Travers sur le secteur 2 ;
 - les douches balnéaires et les sanitaires publics temporaires ou à demeure mentionnés sur le plan de la concession annexé au présent cahier des charges ;
 - des équipements en matière de défense incendie ;
 - des points de raccordement existants aux réseaux primaires (AEP/EU/BT/FT) ;
 - concernant les PMR, la Commune, concessionnaire, a la charge :
 - des accès pour les Personnes à Mobilité Réduite (PMR), **MAIS UNIQUEMENT** ceux au niveau des postes de secours et disposant d'un prolongement jusqu'au bord de mer avec une aire de mise à l'eau au droit des postes de secours. Les équipements de mise à l'eau et la signalétique (UNIQUEMENT sur ces accès) sont à la charge de la Commune ;
 - de la suffisance en matière de stationnements de signalétiques et du bon état/respect des normes PMR au niveau des sanitaires et des douches ;
 - du nivellement des accès aux plages pour l'installation de tapis PMR permettant de relier les lots de plage. À ce titre :
 - les nivellements devront respecter les dunes en présence et ne pas porter atteinte à leur intégrité ;
 - tout nivellement supplémentaire sera à la charge des exploitants et ces derniers ne devront pas porter atteinte à l'intégrité des systèmes dunaires. La Municipalité effectuera des contrôles, mais il convient de signaler que tout moyen disproportionné par rapport à la nature de l'accès sera rigoureusement interdit.

Pour remarque, les services techniques de la Commune n'interviendront pas auprès des exploitants pour le montage et le démontage des lots sauf pour leur piquetage à l'arrière du lot (positionnement des délimitations). Elle devra néanmoins s'assurer du bon déroulement de ces installations et notamment vis-à-vis du respect de l'environnement et de l'utilisation des accès dans le tableau ci-dessous (et mis en relief dans le plan de la concession) par les exploitants. Toutefois, un Arrêté municipal précisera explicitement les accès à utiliser selon les lots.

| Secteur | Accès destinés aux exploitants |
|---------|--------------------------------|
| 1 | 1/2 /7/8/11/ NN9 |
| 2 | 14/15/16/21/29/33/40/50/55 |

- Les exploitants des lots de plage entretiennent et ont la charge des équipements suivants :
 - en matière d'accessibilité, **tous les lots doivent être accessibles aux** PMR depuis les hauts de plage. TOUTFOIS :
 - l'installation et l'entretien des cheminements PMR pour accéder aux lots de plage (à partir des cheminements piétons d'arrière-plage, et jusqu'à l'entrée du lot) **sont à la charge de l'exploitant** ;
 - ces équipements devront être conformes à la réglementation sur l'accessibilité ;

- l'installation de ces équipements devra se faire dans le respect des habitats naturels en présence (dunes) et passer sur des accès existants. À ce titre, seuls les accès inscrits ci-dessous pourront recevoir les équipements en faveur des PMR :
 - secteur 1 : accès 1, 8, 9, 13, 13bis, NN9 ;
 - secteur 2 : 14, 18, 23, 24, 29, 33, 40, 38, 44, 47, 50, 55, 59.
 - sur les plages, seuls les tapis souples PMR seront autorisés. Les exploitants devront les maintenir en bon état tout le long de la période d'activité et les rendre visibles de manière à faciliter le travail des techniciens en charge de l'entretien des plages ;
 - les platelages sont interdits sur les plages (mais autorisé au sein des lots). Ils pourront être néanmoins installés au niveau des accès aux plages existants et aménagés à travers les dunes ;
 - les exploitants seront libres de proposer depuis leur lot des accès à la mer et des mises à l'eau pour les PMR, MAIS avec des équipements et un accompagnement obligatoire (également à leur charge).
- En matière de réseaux, l'exploitant aura à sa charge la pose et le raccordement des réseaux secondaires. Par ailleurs :
 - si un exploitant souhaite un raccordement supplémentaire, il fera son affaire financière des frais liés à ce raccordement auprès des concessionnaires de réseaux concernés ;
 - l'exploitant a en charge tous les frais liés à la protection, la maintenance et le renouvellement des équipements liés à sa desserte en réseau ;
 - notamment, pour les réseaux d'eaux usées, les lots concernés sont équipés de pompes de relevages et de cuves. Ces installations devront faire l'objet d'un contrat d'entretien pris auprès du délégataire de réseaux en charge de cette mission sur la ville ;
 - les installations de réseaux (à partir du compteur situé en arrière-plage), et le remplacement éventuel sont donc sous l'entière responsabilité de l'exploitant du lot. En fin de saison, l'exploitant doit donc prendre toutes les mesures techniques nécessaires à la sécurisation des réseaux restant en place, et au maintien des conditions de sécurité pour toute la durée hivernale. Les réseaux électriques devront donc être mis hors circuit, les câbles, si possible, déposés.
 - un plan de recollement des réseaux privés devra être fourni à la ville lors de la première année d'exploitation, et sera mis à jour si des modifications surviennent pendant la durée du contrat. Ce plan sera fourni sous format informatique.

Pour remarque, les services techniques de la Commune n'interviendront pas auprès des exploitants pour le raccordement aux réseaux.

3.2 Entretien des plages (sous réserve des dispositions prévues à l'Article 9)

La Commune, concessionnaire, est tenue d'assurer l'entretien de la totalité de la plage (dont collecte des déchets des estivants et des exploitants) et des ouvrages de protection situés dans le périmètre de la concession. Elle peut toutefois déléguer cette compétence dans le cadre de l'intercommunalité dans le cadre d'une convention à établir répartissant les compétences.

Les équipes en charge de l'entretien des plages devront respecter les accès destinés à cet effet et précisés dans le tableau ci-dessous.

| Secteur | Accès entretien plages |
|---------|-------------------------------|
| 1 | 1/2/6/7/8/9/10/11/NN9 |
| 2 | 14/15/16/17/21/29/33/40/50/55 |

Elle doit également assurer la conservation de la plage et réparer les conséquences de l'érosion ou des apports de matériaux, dans les conditions suivantes :

- protection et restauration des dunes, par équipement en brise-vent (ganivelles, filets) et revégétalisation, (ces ouvrages font partie du Domaine Public Maritime au fur et à mesure de leur création). Un reportage photo sera réalisé après chaque intervention annuelle sur les ganivelles, afin d'assurer une traçabilité des actions menées par la Commune, concessionnaire. Il sera transmis au service gestionnaire du Domaine Public Maritime.
- enlèvement des produits éventuellement apportés par la mer hors mis les éléments naturels tels que les galets, les coquillages.... ;
- protection, restauration et entretien des ouvrages existants.

En particulier, un profil convenable de la plage pourra être établi en accord avec le Service de l'État gestionnaire du DPM, pour le début de chaque saison, avant le 1^{er} mars de chaque année.

Les exhaussements, affouillements, excavations sont formellement interdits.

La Commune, concessionnaire, prend les mesures nécessaires pour maintenir en état de propreté la totalité de la plage concédée ainsi que les constructions et autres installations et leurs abords.

L'entretien comprend sur l'ensemble de la plage, l'obligation, pendant la saison balnéaire, d'enlever journellement les papiers, détritiques, macro-déchets et autres matières nuisibles au bon aspect de la plage ou dangereux pour les baigneurs. Ces détritiques enlevés sont déposés à un emplacement destiné à cet effet, en dehors du domaine public ou privé de l'État, sauf accord écrit de l'Administration gestionnaire de ce domaine.

En raison des habitats naturels terrestres (dunes dont faciès embryonnaires) et maritimes, la Commune (ou son délégué) maintiendra un nettoyage raisonné des plages en évitant notamment tout tamisage mécanique sur ces milieux à enjeux identifiés. Pour remarque, seuls les tapis souples seront autorisés sur la plage pour éviter tout incident sur les cribleuses. Les exploitants devront les maintenir en bon état tout le long de la période d'activité et les rendre visibles de manière à faciliter le travail des techniciens en charge de l'entretien des plages.

3.3 Enlèvement des installations saisonnières –

■ *Concernant les lots de plage faisant l'objet de convention d'exploitation*

La Commune, concessionnaire est tenue de faire procéder à l'enlèvement par les exploitants des installations saisonnières implantées sur la plage et de leur faire procéder à la remise en état des lieux⁵ au droit et au niveau des installations enlevées avant la fin de la période d'occupation annuelle du Domaine Public Maritime (définie dans l'Arrêté municipal mentionnée au 2.3 du présent cahier des charges).

La Commune, concessionnaire, est tenue de se substituer aux exploitants, en cas de défaillance de leur part.

Il est précisé que devront être démontés et enlevés pour cette date, les bâtiments, planchers, terrasses, platelages, et tout matériel lié à l'exploitation de la plage, et notamment les pieux servant de fondations, y compris les réseaux secondaires desservant les lots de plage. Enfin, une fois les lots démontés, les exploitants positionneront des ganivelles à leur charge devant les accès concernés par leurs exploitations afin de limiter l'ensablement de ces accès le reste de l'année et donc les actions de nivellement et les probabilités d'occurrences d'incidences sur les dunes.

⁵ Rendre la plage dans l'état où elle était avant le montage des installations saisonnières.

En matière de réseaux, en fin de saison, l'exploitant doit prendre toutes les mesures techniques nécessaires à la sécurisation des réseaux restant en place, et au maintien des conditions de sécurité pour toute la durée hivernale. Les réseaux électriques devront donc être mis hors circuit, les câbles, si possible, déposés. Un plan de recollement des réseaux privatifs devra être fourni à la ville lors de la première année d'exploitation, et sera mis à jour si des modifications surviennent pendant la durée du contrat. Ce plan sera fourni sous format informatique.

■ *Concernant les Zones d'Activités Municipales*

La Commune, concessionnaire est tenue de procéder à l'enlèvement des ZAM et de procéder à la remise en état des lieux au droit et au niveau des équipements enlevés avant la fin de la période d'occupation annuelle du Domaine Public Maritime (définie dans l'Arrêté municipal mentionnée au 2.3 du présent cahier des charges).

3.4 Prescriptions générales –

En cas de négligence de la part de la Commune, concessionnaire, et à la suite d'une mise en demeure adressée par le Préfet, et restée sans effet, il est pourvu d'office aux obligations précitées à ses frais et à la diligence du Directeur du Service de l'État gestionnaire du DPM.

ARTICLE 4 - INSTALLATIONS SUPPLÉMENTAIRES –

La Commune, concessionnaire, est tenue, lorsqu'elle en est requise par le Préfet, de mettre en service des installations supplémentaires nécessaires à la salubrité et à la sécurité de la plage.

ARTICLE 5 - PROJETS D'EXÉCUTION –

La Commune, concessionnaire, soumet au Directeur du Service de l'État gestionnaire du DPM les projets d'exécution et de modification de toutes les installations à réaliser.

Cette disposition est applicable aux installations qui pourraient être réalisées par les exploitants visés à l'Article 8 ci-après.

Le Chef du Service de l'État gestionnaire du DPM, chargé du contrôle, prescrit les modifications qu'il juge nécessaires.

ARTICLE 6 - EXPLOITATION, OBLIGATIONS DE LA COMMUNE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA PLAGE –

Conformément à l'Article L 2213-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire exerce la police des baignades et des activités nautiques pratiquées avec des engins de plage et des engins non immatriculés sur une bande de 300 mètres établie à partir de la limite des eaux.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'Article L 2213-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire réglemente la vitesse des engins de plage et des engins non immatriculés dans la bande littorale des 300 mètres.

La Commune, concessionnaire, entretient et met en place le matériel de signalisation réglementaire des plages et lieux de baignade, ainsi que le matériel de sauvetage et de premiers secours conformément à la réglementation en vigueur.

Un tableau de service du personnel spécialement affecté à la surveillance de la plage et à la sécurité des usagers est établi au début de chaque saison balnéaire.

Ce tableau précise notamment le nombre minimal d'agents présents sur la plage pendant la durée de fonctionnement prévue par le règlement visé à l'Article 7.

Conformément à l'Article L 2213-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire informe le public, par affichage en Mairie et sur la plage (postes de secours), de la réglementation des baignades et des activités nautiques, et des résultats des contrôles de la qualité des eaux de baignade ainsi que le profil de baignade de chaque plage.

Le Maire devra se conformer aux dispositions réglementaires qui encadrent les activités maritimes et notamment celles qui concernent la sécurité du navire pour les moyens nautiques mis à disposition des personnels de surveillance (décret n°84-810 du 30 août 1984 modifié).

Il devra en outre s'assurer que les Entreprises chargées de la pose du balisage respectent le droit du travail maritime (loi n° 42-427 du 1^{er} avril 1942, modifiée, et Code des Transports).

ARTICLE 6 BIS - BALISAGE DES ZONES DE BAIGNADE

La Commune, concessionnaire, élabore avec le Délégué à la Mer et au Littoral de l'Hérault et du Gard, un projet de plan de balisage réglementant l'ensemble des activités nautiques et balnéaires pratiquées sur le littoral de la Commune et le met en place.

Les dispositions techniques de ce balisage doivent être conformes aux prescriptions édictées par le Service des Phares et Balises.

Les dispositions techniques du balisage – forme, diamètre, couleur, disposition et espacement des bouées – sont définies par l'arrêté du 27 mars 1991 relatif au balisage et à la signalisation de la bande littorale des 300 mètres.

Le projet du plan de balisage devra être cohérent avec les activités prévues pour chaque lot, portées au tableau de l'Article 2.4. Ce plan devra être communiqué au gestionnaire du DPM.

Le plan de balisage approuvé par arrêté du Maire de la Collectivité et du Préfet Maritime comprend notamment un plan détaillé à l'intention des usagers.

ARTICLE 7 - RÈGLEMENT DE POLICE ET D'EXPLOITATION –

Conformément à l'Article L.2212-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Police municipale s'exerce sur le rivage de la mer jusqu'à la limite des eaux.

Un règlement de police et d'exploitation de la plage sera établi par Monsieur le Maire, Autorité compétente, précisant les conditions dans lesquelles les usagers de la plage peuvent utiliser les installations.

Ce règlement fixe l'horaire journalier de surveillance et de fonctionnement de la plage. Ce règlement de police devra rappeler l'interdiction d'accès et de circulation sur la plage:

- des véhicules à l'exception des véhicules d'exploitation, de secours et de Police. D'autres exceptions existent suivant l'Article L.321-9 du Code de l'Environnement (alinéa 3);
- des animaux (chiens, chevaux...) sur la plage (ou l'autorisation restreinte par endroit).

Il devra comporter par ailleurs un article spécifique à la préservation de l'environnement au sens large, mais également des systèmes dunaires. Par exemple : « *il est interdit d'accéder aux dunes qui sont protégées par des « ganivelles » en bois. Il est également défendu de couper, d'arracher, de piétiner aucune herbe, plante, broussaille sur les digues et dunes. Par ailleurs, il est interdit de camper sur les plages, ou de dormir sur les plages* ».

La Commune, concessionnaire, a obligation de porter à la connaissance du public ce règlement, auquel sont joints les résultats des contrôles de la qualité des eaux ainsi que le profil de baignade de chaque plage, par voie d'affiches notamment, aux endroits les plus adaptés choisis par la Commune qui est le concessionnaire.

Ce règlement de police et d'exploitation est imprimé et diffusé aux frais de la Commune, concessionnaire, qui est tenue de délivrer à l'Administration, ainsi qu'aux exploitants pour affichage sur leur lot, le nombre d'exemplaires nécessaires.

ARTICLE 8 – CONVENTIONS D'EXPLOITATION –

Comme le dispose l'Article R 321-4-1 du Code de l'Environnement, les règles relatives à l'occupation des plages faisant l'objet d'une concession, à l'attribution des concessions de plage et des conventions d'exploitation ainsi que la résiliation des concessions et des conventions, sont fixées par les Articles R 2124-13 à R 2124-38 du CGPPP.

La convention d'exploitation constitue une concession de délégation de service public. Elle est personnelle et aucune cession des droits que l'exploitant tient de cette convention, aucun changement de titulaire ne peut avoir lieu sous peine de résolution immédiate de la convention.

La Commune, concessionnaire, peut être autorisée par le Préfet à confier à des personnes publiques ou privées l'exercice des droits qu'elle tient du présent Cahier des Charges ainsi que la perception des recettes correspondantes. Dans ce cas, la Commune, concessionnaire, demeure responsable, tant envers l'État qu'en vers les tiers, de l'accomplissement de toutes les obligations que lui impose le Cahier des Charges.

Les concessions et les conventions d'exploitation mentionnent qu'elles ne sont pas constitutives de droit réel au sens des Articles L.2122-5 à L.2122-14 du CG3P.

Les concessions et les conventions d'exploitation n'entrent pas dans la définition du bail commercial énoncée aux Articles L.145-1 à L.145-3 du Code de Commerce et ne confèrent pas la propriété commerciale à leurs titulaires.

La Commune, concessionnaire, et les exploitants éventuels prennent le domaine public concédé dans l'état où il se trouve le jour de la signature des conventions. Il est précisé dans ces conventions que ni la Commune, concessionnaire, ni les exploitants ne peuvent réclamer d'indemnité à l'encontre de l'État en cas de modification de l'état de la plage ou de dégâts occasionnés aux installations du fait de l'action de la mer ou d'un autre phénomène naturel.

Les concessions et les conventions d'exploitation indiquent que la mise en œuvre par le Préfet des mesures indispensables à la conservation du domaine public maritime n'ouvre pas droit à indemnité au profit du titulaire.

Les concessions ou conventions d'exploitation peuvent comporter une clause prévoyant, en cas de résiliation pour un motif d'intérêt général, l'indemnisation des investissements non encore amortis. L'amortissement est réputé effectué par annuités égales pendant la durée normale d'utilisation.

• Procédure d'attribution

La procédure d'attribution des conventions d'exploitation est décrite aux Articles L.1411-1 à L.1411-10 et L.1411-13 à L.1411-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, et aux Articles R.2124-13 à 2124-38 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Les conventions d'exploitation sont soumises pour accord au Préfet préalablement à la signature de la Commune qui est le concessionnaire. Leur durée ne peut excéder celle de la concession, et être en relation avec l'investissement demandé.

Elles comportent la mention de la redevance à acquitter annuellement par l'exploitant à la Commune concessionnaire.

Les conventions d'exploitations sont délivrées après mise en concurrence. Elles constituent des concessions de délégation de service public et sont en conséquence soumises aux dispositions de la loi 93.122 du 29 janvier 1993, relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques et des textes subséquents. Le dossier de mise en concurrence, outre répondre aux exigences du Code Général des Collectivités Territoriales, intégrera des critères de sélection qui devront prendre en compte notamment :

- ✓ la qualité architecturale des structures proposées ;
- ✓ une note expliquant comment le candidat préservera l'environnement naturel sur le littoral. Pour remarque, la Commune de LA GRANDE MOTTE sera sensible à la préoccupation des exploitants en matière de protection et de préservation de l'environnement, ainsi qu'aux initiatives prises par ces derniers en la matière ;
- ✓ et les diverses infractions éventuelles aux textes en vigueur relatifs aux activités autorisées pour chacun des lots de plage (domaine public maritime, hygiène, sécurité, salubrité, emploi, etc...) pour lesquelles les candidats ont été verbalisés ou condamnés.

Le Préfet se réserve le droit de refuser l'approbation d'une convention d'exploitation à une personne faisant l'objet d'une procédure au titre d'une réglementation en vigueur ou ayant fait l'objet d'une condamnation mais également pour non-respect du cahier des charges d'une concession de plage.

• Résiliation

La convention d'exploitation est résiliée de plein droit dans le cas de révocation par le Préfet, pour quelque cause que ce soit, de la concession dont la Commune, concessionnaire, est titulaire.

Il peut être mis fin, par le Préfet, à la convention pour toute cause d'intérêt public, la Commune, concessionnaire, et l'exploitant entendus.

En particulier, les exploitants devront respecter les prescriptions du permis de construire ou de la déclaration préalable.

Si l'exploitant manque aux obligations qui lui incombent au titre de la convention d'exploitation passée avec la Commune, concessionnaire, et du présent Cahier des charges de la concession, la Commune, concessionnaire, est en droit de prononcer la résiliation de la convention d'exploitation, sans indemnité d'aucune sorte.

L'exploitant doit procéder au démontage des installations et à la remise en état des lieux dès la prononciation de la résiliation.

L'Article R2124-36 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques fixe les conditions de résiliation.

L'Article R2124-37 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques précise que le Préfet peut se substituer à la Commune, concessionnaire, après mise en demeure, pour résilier les conventions d'exploitation.

Un exemplaire du présent Cahier des Charges et de ses modificatifs éventuels devra être annexé à chaque convention d'exploitation.

- **Clause de fermeture administrative**

Dans la cadre des pénalités applicables à l'Exploitant, et prévues dans les conventions d'exploitation, par la Commune, concessionnaire, l'Exploitant est tenu de présenter ses observations écrites ou orales, sous un délai de 15 jours, avec la possibilité de se faire assister par un Conseil ou représenter par un mandataire de son choix.

ARTICLE 9 - RÈGLEMENTS DIVERS ET PRESCRIPTIONS DIVERSES

La Commune, concessionnaire, est tenue de se conformer aux dispositions législatives et réglementaires relatives à l'urbanisme, à l'environnement, à la protection de la nature, etc.

La Commune, concessionnaire, doit faire respecter ces dispositions législatives auprès des exploitants des lots de plage, mais également de ses délégants dans le cadre de l'entretien des plages et des équipements de la concession. Sur toute l'étendue de la plage concédée, la Commune, concessionnaire, ne peut, en dehors des opérations d'entretien prescrites par l'Article 3, extraire aucun matériau sans autorisation préalable délivrée par le Préfet. L'État se réserve le droit de prendre toute mesure de conservation du DPM naturel sans que la Commune, concessionnaire, puisse se prévaloir de quelque indemnité que ce soit.

La Commune, concessionnaire, mettra en place chaque année les dispositifs nécessaires afin de recenser et suivre les observations formulées par le public fréquentant la plage.

La commune détaillera les mesures visant à faire respecter les réglementations listées dans les conventions d'exploitation.

La Commune, concessionnaire, transmettra chaque année avant le 1^{er} Juin au Préfet et à la Direction des Services Fiscaux dans les formes prévues à l'Article 40-1 de la Loi n°93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques, un rapport comportant notamment les comptes financiers tant en investissement qu'en fonctionnement, retraçant les opérations afférentes à la concession de la plage ainsi qu'une analyse du fonctionnement de la concession et de la qualité du Service, en particulier au regard de l'accueil du public et de la préservation du domaine. Ce rapport permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

ARTICLE 10 – DURÉE DE LA CONCESSION-

La durée de la concession est fixée à 12 ans à compter du 1er Janvier 2018 : son échéance est donc le 31 décembre 2029.

ARTICLE 11 – REDEVANCE DOMANIALE-

La Commune, concessionnaire, paie au Service des Recettes non fiscales à la Direction Départementale des Finances Publiques de l'Hérault, le 1^{er} janvier de chaque année, la redevance annuelle prévue à l'Article L.2125-1 du CG3P et due à l'État pour la concession de plage.

Le montant de la redevance est fixé à 172 106 € pour l'année 2018.

La redevance annuelle due à l'État pour la concession de plage sera égale à la somme des termes A, B, C et D définis ci-après :

- Terme A: Linéaire de plage attribuée:
 - $4389 \text{ ml} \times 0.55\text{€/ml} (*) = 2413.95\text{€}$
- Terme B: Superficie globale des lots réellement attribués par la convention d'exploitation:
 - $13\,300 \text{ m}^2 \times 2.51\text{€/m}^2 (*) = 33\,383\text{€}$
- Terme C: Part variable sur les produits des conventions d'exploitation des concessions de la plage de la Grande-Motte:
 - $869\,600\text{€} \times 15\% = 130\,440\text{€}$
- Terme D: Superficie globale des ZAM:
 - $5590\text{m}^2 \times 1.05\text{€/m}^2 (*) = 5869.50\text{€}$

Total = 172 106.45€

Redevance arrondie à 172 106€.

(*) Ces tarifs seront indexés tous les 3 ans par le service des domaines.

La Commune, concessionnaire, dressera un état, suivant le modèle joint au présent cahier des charges, des zones amodiées attribuées pour l'année en cours en indiquant le n° du lot, l'exploitant, la nature de l'activité et la surface du lot de plage attribué.

Cet état devra être fourni au Chef du Service de l'État gestionnaire du DPM, chargé du contrôle avant le 31 mai de l'année en cours.

Cet état, visé par le Chef du Service de l'État gestionnaire du DPM, sera transmis à la Direction Départementale des Finances Publiques de l'Hérault avant le 30 septembre au plus tard, pour fixation et mise en recouvrement de la redevance de l'année en cours.

De même, à la même période, soit au mois de septembre de chaque année, la Commune, concessionnaire, déclarera au Service du Domaine le montant total des recettes produites par les conventions d'exploitation, en vue du calcul de la redevance par le Service du Domaine.

La redevance est révisable dans les conditions prévues par l'Article R.2125-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques selon les modalités suivantes:

- valeur de base : les tarifs A, B et D indiqués ci-dessus sont en valeur au 1^{er} janvier 2018 et sont révisés tous les 3 ans,
- index de référence : l'index de référence I choisi est l'index TP02
- coefficient de révision : le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul de la redevance domaniale de l'année "n" est donné par la formule : $C_n = I_n/I_0$ dans laquelle I_0 est la valeur de l'index TP02 du mois de Janvier (n-1) et I_n est la valeur par l'index de référence I connue au 1^{er} Janvier de l'année (n).

La révision triennale des tarifs appliqués pour le calcul des termes de la redevance exempte l'indexation de la redevance l'année de son indexation.

✦ **Rappel :**

- La « **zone amodiée attribuée** » à un lot de plage est la surface sur laquelle l'activité pourra se développer. Cette surface est la référence dans les tableaux et plans du présent cahier des charges. Cette surface entre dans le calcul de la redevance ;

- La « *zone d'implantation possible de la zone amodiée* » (ou zone de mouvance) est une surface supérieure au sein de laquelle la zone attribuée peut être déplacée en fonction du caractère du trait de côte. Cette surface n'entre pas dans le calcul de la redevance.

ARTICLE 12 - RÉSILIATION -

• Résiliation par l'État

Le Préfet peut à tout moment et sans indemnité mettre fin à la présente concession dans les conditions prévues à l'Article R.2124-35 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment pour inobservation par la Commune, concessionnaire, des prescriptions du présent cahier des charges.

Dans le cas de résiliation pour cause d'intérêt public, la redevance cesse d'être due à partir de la cessation effective de la concession qui est prononcée par arrêté du Préfet.

La résiliation est prononcée sans indemnité d'aucune sorte.

ARTICLE R.2124-35 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques

Les concessions de plage peuvent être résiliées sans indemnité à la charge de l'État par décision motivée du préfet, après mise en demeure et après que le concessionnaire a été mis en mesure de présenter ses observations, en cas de manquement du concessionnaire à ses obligations, et notamment :

- 1° En cas de non-respect des stipulations de la concession, notamment des clauses relatives au paiement d'une redevance domaniale ;*
- 2° En cas d'infraction aux lois et règlements en vigueur, notamment à la réglementation générale relative à l'occupation du domaine public maritime, à l'urbanisme, à la construction, à la protection des sites et à la sécurité ;*
- 3° Si l'emplacement concédé est resté inexploité ou insuffisamment exploité, au regard des conditions de délivrance de la concession, pendant deux années consécutives ;*
- 4° En cas de refus de résiliation des sous-traités d'exploitants dont les installations ne sont pas démontées alors que la durée minimale d'ouverture annuelle de quarante-huit semaines n'est pas respectée.*

Lorsque l'infraction est grave, la concession de plage peut être résiliée sans mise en demeure, après que le concessionnaire a été mis en mesure de présenter ses observations.

La résiliation de la concession entraîne la résiliation de plein droit des conventions d'exploitation.

• Résiliation par la Commune, concessionnaire

Le retrait de la Commune, concessionnaire, est possible auprès de l'État. Pour cela, la Commune, concessionnaire, pourra demander au Préfet la résiliation par décision motivée.

• Possibilité d'Avenants

Les avenants au présent cahier des charges sont possibles. Toute modification en cours de concession fera l'objet d'un avenant approuvé par le Préfet.

Si l'économie générale est modifiée de manière substantielle, il devra être procédé à une nouvelle demande d'attribution de concessions de plages en application de la réglementation en vigueur.

ARTICLE 13 - PUBLICITÉ –

La convention d'exploitation et le présent cahier des charges devront faire l'objet des mesures de publicité par voie de presse.

Les frais d'impression et de publicité du présent Cahier des Charges et des pièces annexées sont supportés par la Commune, concessionnaire.

Un exemplaire du présent Cahier des Charges et des pièces annexées est déposé à la Mairie de LA GRANDE MOTTE et tenu à la disposition du public.

Lu et Accepté

à LA GRANDE MOTTE
le

- 9 JUIN 2017

le Maire



à Montpellier

le **04 JUIL. 2017**

Le Préfet de l'Hérault

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several vertical and diagonal strokes, positioned above the name 'Pierre POUËSSEL'.

Pierre POUËSSEL

ANNEXES DU CAHIER DES CHARGES

Coordonnées GPS des implantations des lots et des ZAM – Système RGF 93 cc43

| Secteurs | Lot/ZAM | Surface (m²) | Mètres linéaires/ rivage | Dimension (longueur * hauteur) | Vocation | Coordonnées implantation Lot/ZAM* (RGF 93 cc43) | Coordonnées zone de mouvance des Lots (RGF 93 cc43) |
|----------|---------|--------------|-----------------------------|---|---|---|--|
| | | | | | | SECTEUR 1 | |
| | Lot 1 | 600 | 30 | 30 *20 | Location de matériel avec activité accessoire de buvette | 1 : 1788788.3658 – 2262213.3184 2 : 1788817.9226 – 2262208.1807 3 : 1788814.4975 – 2262188.4762 4 : 1788784.9407 – 2262193.6139 | 1 : 1788783.7299 – 2262214.1366 2 : 1788822.8487 – 2262207.3245 3 : 1788818.5673 – 2262182.6938 4 : 1788819.4236 – 2262187.6199 |
| | ZAM 1 | 160 | 10 | 10*16 | ZAM 1 : Zone d'activités municipale – Activités sportives - Terrain de Volley-ball | 1 : 1788731.4358 – 2262223.4051 2 : 1788741.2589 – 2262221.5326 3 : 1788738.2629 – 2262206.8156 4 : 1788728.4398 – 2262207.6882 | Pas de zone de mouvance |
| | Lot 2 | 600 | 30 | 30*20 | Location de matériel avec activité accessoire de buvette | 1 : 1788495.972 – 2262267.7144 2 : 1788525.4578 – 2262262.1836 3 : 1788521.7706 – 2262242.5264 4 : 1788492.2848 – 2262248.0573 | 1 : 1788491.0578 – 2262268.6362 2 : 1788525.4578 – 2262262.1836 3 : 1788521.7706 – 2262242.5264 4 : 1788487.3705 – 2262246.9791 |
| | ZAM 2 | 625 | 25 | 25*25 | Zone d'activités municipale- Activités sportives - Centre aéré | 1 : 1788452.5548 – 2262276.4149 2 : 1788457.1263 – 2262271.8059 3 : 1788452.5173 – 2262247.2344 4 : 1788427.9458 – 2262251.8434 | Pas de zone de mouvance |
| | Lot 3 | 400 | 29.5 | 25*16 | Location de matériel avec activité accessoire de buvette | 1 : 1788194.2011 – 2262334.9124 2 : 1788216.1135 – 2262346.9477 3 : 1788223.8161 – 2262332.9239 4 : 1788201.9038 – 2262320.8885 | 1 : 1788187.4116 – 2262336.8676 2 : 1788219.7064 – 2262351.3302 3 : 1788226.2232 – 2262328.5414 4 : 1788199.9284 – 2262314.0889 |
| | Lot 4 | 300 | 20 | 20*15 | Location de matériel uniquement | 1 : 1788145.586 – 2262367.4105 2 : 1788165.1 – 2262363.1645 3 : 1788161.9155 – 2262348.5064 4 : 1788142.3714 – 2262352.7525 | 1 : 1788141.7815 – 2262373.8581 2 : 1788166.1616 – 2262368.0505 3 : 1788161.9155 – 2262348.5064 4 : 1788137.4854 – 2262353.814 |
| | Lot 5 | 600 | 35.50 | 30*20 | Location de matériel avec activité accessoire de buvette | 1 : 1787897.8588 – 2262363.3812 2 : 1787927.3376 – 2262368.9463 3 : 1787981.2381 – 2262348.3107 4 : 1787901.7538 – 2262342.7457 | 1 : 1787896.9308 – 2262368.2945 2 : 1787911.5233 – 2262374.787 3 : 1787936.1464 – 2262349.2382 4 : 1787901.7538 – 2262342.7457 |
| | ZAM 3 | 625 | 26 | 25*25 | Zone d'activités municipale –Activités sportives | 1 : 1787847.9332 – 2262385.5875 2 : 1787872.7356 – 2262382.4508 3 : 1787869.5989 – 2262357.9483 4 : 1787844.7861 – 2262390.781 | Pas de zone de mouvance |
| | | | | | | SECTEUR 2 | |
| | Lot 6 | 1200 | 40 | 40*34.6 (lot en forme de trapèze) | Lot 6 : Location de matériel avec activité accessoire de restauration | 1 : 1787080.5489 – 22622389.3549 2 : 1787109.6602 – 22622384.8517 3 : 1787114.7884 – 2262349.0398 4 : 1787075.2586 – 22622355.1546 | 1 : 1787076.1028 – 2262393.0323 2 : 1787109.2156 – 2262387.9562 3 : 1787115.5293 – 2262343.8658 4 : 1787069.553 – 2262350.9777 |
| | ZAM 4 | 700 | 2.5 ⁷ | 20*35 | Zone d'activités municipale –Activités sportives - Terrain de Volley-ball | 1 : 1787083.8925 – 2262427.6423 2 : 1787108.7158 – 2262430.2989 3 : 1787108.3649 – 2262395.6091 4 : 1787088.5417 – 2262392.9524 | Pas de zone de mouvance |
| | ZAM 5 | 1000 | 40 | 40*25 | Zone d'activités municipale –Centre municipal | 1 : 1786873.8847 – 2262420.0362 2 : 1786913.4146 – 2262413.9214 3 : 1786909.5928 – 2262389.2152 4 : 1786870.063 – 2262395.33 | Pas de zone de mouvance |
| | Lot 7 | 1200 | 40 | 40*30 | Lot 7 : Location de matériel avec activité accessoire de restauration | 1 : 1786754.4993 – 2262457.3384 2 : 1786794.0292 – 2262451.2236 3 : 1786788.4431 – 2262421.5762 4 : 1786749.9132 – 2262427.691 | 1 : 1786750.3224 – 2262463.0439 2 : 1786799.7348 – 2262455.4005 3 : 1786793.62 – 2262415.8706 4 : 1786744.2077 – 2262423.5141 |
| | Lot 8 | 600 | 30 | 30*20 | Lot 8 : Location de matériel avec activité accessoire de buvette | 1 : 1786514.9426 – 2262463.7977 2 : 1786541.5326 – 2262459.2116 3 : 1786541.5326 – 2262439.4467 4 : 1786511.8852 – 2262444.0328 | 1 : 1786510.7657 – 2262469.5033 2 : 1786550.2966 – 2262463.3888 3 : 1786545.7099 – 2262433.7411 4 : 1786506.1796 – 2262439.8559 |
| | ZAM 6 | 2000 | 50 | 50*40 | Zone d'activités municipale – Activités sportives et animations | 1 : 1786438.6881 – 2262490.1172 2 : 1786488.1005 – 2262482.4737 3 : 1786481.9857 – 2262442.9438 4 : 1786432.5734 – 2262450.5873 | Pas de zone de mouvance |
| | ZAM 7 | 160 | 16 | 16*10 | Zone d'activités municipale –Activités sportives - Terrain de Volley-ball | 1 : 1786390.1955 – 2262539.8557 2 : 1786406.0074 – 2262537.4098 3 : 1786404.4787 – 2262527.5273 4 : 1786388.6668 – 2262529.9732 | Pas de zone de mouvance |
| | Lot 9 | 600 | 30 | 30*20 | Lot 9 : Location de matériel avec activité accessoire de buvette | 1 : 1786167.4156 – 2262493.8908 2 : 1786197.063 – 2262489.3047 3 : 1786194.0056 – 2262469.5398 4 : 1786164.3582 – 2262474.1259 | 1 : 1786163.2387 – 2262499.5964 2 : 1786202.7686 – 2262493.4816 3 : 1786198.1825 – 2262463.8342 4 : 1786158.6526 – 2262469.949 |
| | Lot 10 | 600 | 30 | 30*20 | Lot 10 : Location de matériel avec activité accessoire de buvette | 1 : 1785923.5029 – 2262500.4637 2 : 1785953.3003 – 2262500.0689 3 : 1785953.2371 – 2262480.0706 4 : 1785923.2397 – 2262480.4654 | 1 : 1785918.5691 – 2262505.5291 2 : 1785958.5656 – 2262505.0026 3 : 1785958.2366 – 2262480.0048 4 : 1785918.2401 – 2262480.5312 |
| | Lot 11 | 600 | 30 | 30*20 | Lot 11 : Location de matériel avec activité accessoire de buvette | 1 : 1785835.1692 – 2262506.1135 2 : 1785865.1666 – 2262505.7187 3 : 1785864.9034 – 2262485.7204 4 : 1785834.906 – 2262486.1153 | 1 : 1785830.2354 – 2262511.1789 2 : 1785870.232 – 2262510.6525 3 : 1785869.9028 – 2262485.6546 4 : 1785829.9064 – 2262486.1811 |
| | Lot 12 | 1500 | 60 | 60*25 | Lot 12 : Location de matériel avec activité accessoire de restauration | 1 : 1785347.3158 – 2262516.49 2 : 1785407.3158 – 2262516.4801 3 : 1785407.3117 – 2262491.4801 4 : 1785347.3117 – 2262491.49 | 1 : 1785340.074 – 2262516.4912 2 : 1785415.074 – 2262516.4788 3 : 1785415.0691 – 2262486.4788 4 : 1785340.0691 – 2262486.4912 |
| | Lot 13 | 1500 | 50 | 50*25 | Lot 13 : Location de matériel avec activité accessoire de restauration | 1 : 1785090.9409 – 2262504.2738 2 : 1785150.8881 – 2262507.7048 3 : 1785152.091 – 2262482.2361 4 : 1785092.1627 – 2262479.3037 | 1 : 1785083.6227 – 2262503.9157 2 : 1785158.5331 – 2262507.5812 3 : 1785159.9932 – 2262477.6171 4 : 1785085.0889 – 2262473.9516 |
| | ZAM 8 | 320 | 20 | 20*16 | Zone d'activités municipale –Activités sportives - Terrain de Volley-ball | 1 : 1784957.7288 – 2262498.5933 2 : 1784979.6036 – 2262500.7737 3 : 1784979.3539 – 2262484.8691 4 : 1784959.4731 – 2262482.6887 | Pas de zone de mouvance |
| | Lot 14 | 1500 | 60 | 60*25 | Lot 14 : Location de matériel avec activité accessoire de restauration | 1 : 1784435.4842 – 2262433.8044 2 : 1784405.0107 – 2262441.3271 3 : 1784408.1452 – 2262416.5244 4 : 1784348.6187 – 2262409.0017 | 1 : 1784338.0434 – 2262432.8641 2 : 1784412.4515 – 2262442.2675 3 : 1784415.586 – 2262417.4648 4 : 1784341.1778 – 2262408.0613 |
| | Lot 15 | 1500 | 60 | 60 * 25 | Lot 15 : Location de matériel avec activité accessoire de restauration | 1 : 1783977.8731 – 2262388.0437 2 : 1784037.3997 – 2262395.5665 3 : 1784040.5341 – 2262370.7637 4 : 1783981.0076 – 2262363.241 | 1 : 1783970.4323 – 2262387.1034 2 : 1784044.8405 – 2262396.5068 3 : 1784047.975 – 2262371.7041 4 : 1783973.5668 – 2262362.3007 |

* La lecture se fait suivant les 4 points de chaque polygone représentant les lots et les ZAM. Le point 1 représente le coin « haut gauche », le point 2 représente le coin « haut droit », le point 3 représente le coin « bas droit », le point 4 représente le coin « bas gauche ».

⁷ « 2.5 », car parallèle au lot 6 : les linéaires s'annulent donc en partie

DEPARTEMENT DE L'HERAULT
Commune de LA GRANDE MOTTE
 Concession 2018 – 2029 à la commune des plages naturelles

Arrêté préfectoral DDTM34-
REDEVANCE DOMANIALE 2018 (Modèle)

TERME A : LINEAIRE DE PLAGE

| Prix unitaire (€/m) | Linéaire (m) | Total (€) |
|---------------------|--------------|-----------|
| 0,55 | 4 389 | 2 413,95 |

| | | |
|--|-------|------------|
| Total TERME A : Linéaire de plage | 4 389 | 2 413,95 € |
|--|-------|------------|

TERME B et C : SURFACES ACTIVITES SAISONNIERES et MUNICIPALES

| Secteur de plage | Concession | | B : Activité saisonnière | C : Activité Municipale | Nom | Type |
|------------------|------------|--------------|--------------------------|-------------------------|-----|------|
| | N° | surface (m²) | Superficie utilisée | Superficie utilisée | | |

Secteur 1

| | | | | | | |
|-------|-----|-----|----|-----|----|---|
| 1 | 400 | 600 | m² | | | Location de matériel-buvette |
| ZAM 1 | 160 | | | 160 | m² | Activités Sportives |
| 2 | 600 | 600 | m² | | | Location de matériel-buvette |
| ZAM 2 | 625 | | | 625 | m² | Centre aéré communal et activités sportives |
| 3 | 400 | 400 | m² | | | Location de matériel-buvette |
| 4 | 300 | 300 | m² | | | Location de matériel |
| 5 | 600 | 600 | m² | | | Location de matériel-buvette |
| ZAM 3 | 625 | | | 625 | m² | Activités Sportives |

Secteur 2

| | | | | | | |
|-------|-------|-------|----|-------|----|-----------------------------------|
| 6 | 1 200 | 1 200 | m² | | | Location de matériel-restaurant |
| ZAM 4 | 700 | | | 700 | m² | Activités Sportives |
| ZAM 5 | 1 000 | | | 1 000 | m² | Centre nautique |
| 7 | 1 200 | 1 200 | m² | | | Location de matériel-restaurant |
| 8 | 600 | 600 | m² | | | Location de matériel-buvette |
| ZAM 6 | 2 000 | | | 2 000 | m² | Activités Sportives et Animations |
| ZAM 7 | 160 | | | 160 | m² | Activités Sportives |
| 9 | 600 | 600 | m² | | | Location de matériel-buvette |
| 10 | 600 | 600 | m² | | | Location de matériel-buvette |
| 11 | 600 | 600 | m² | | | Location de matériel-buvette |
| 12 | 1 500 | 1 500 | m² | | | Location de matériel-restaurant |
| 13 | 1 500 | 1 500 | m² | | | Location de matériel-restaurant |
| ZAM 8 | 320 | | | 320 | m² | Activités Sportives |
| 14 | 1 500 | 1 500 | m² | | | Location de matériel-restaurant |
| 15 | 1 500 | 1 500 | m² | | | Location de matériel-restaurant |

| | | | | | |
|--------------------------------|--------|--------|----|-------|----|
| Total des surfaces (m2) | 18 890 | 13 300 | m2 | 5 590 | m2 |
|--------------------------------|--------|--------|----|-------|----|

| TERME B : Activités Saisonniers | TERME C : Part variable / les produits des conventions d'exploitation |
|---------------------------------|---|
|---------------------------------|---|

| Prix unitaire(€/m²) | Surface (m²) | Total (€) | Taux calculé(15%) | Montant appliqué (€) | Total (€) |
|---------------------|--------------|-----------|-------------------|----------------------|------------|
| 2,51 | 13 300 | 33 383,00 | 0,15 | 869 600 | 130 440,00 |

| | |
|--|------------------|
| Total TERME B : Activités Saisonniers | 33 383,00 |
|--|------------------|

| | |
|--------------------------------------|-------------------|
| Total TERME C : Part variable | 130 440,00 |
|--------------------------------------|-------------------|

TERME D : Activités Municipales

| Prix unitaire(€/m²) | Surface (m²) | Total (€) |
|---------------------|--------------|-----------|
| 1,05 | 5 590 | 5 869,50 |

| | |
|--|-----------------|
| Total TERME D : Activités Municipales | 5 869,50 |
|--|-----------------|

| | |
|---|---------------------|
| MONTANT TOTAL DES TERMES (A + B + C + D) | 172 106,45 € |
|---|---------------------|

| | |
|---|------------------|
| MONTANT TOTAL DE LA REDEVANCE DOMANIALE 2018 arrondi à | 172 106 € |
|---|------------------|

SR



PREFET DE L'HERAULT

***Direction départementale
des territoires et de la mer***

Service eau, risques et nature
Unité prévention des risques
naturels et technologiques

**Arrêté n° DDTM34 - 2017-07-08597
portant approbation du Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) de la commune
de FONTANÈS**

**Le Préfet de l'Hérault,
Officier de la Légion d'Honneur
Officier dans l'ordre national du Mérite**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L 562-1 à L 562-9 et R 562-1 à R 562-10-2 relatifs aux plans de prévention des risques naturels,

VU l'arrêté préfectoral n°2015-OI-879 du 12/06/2015 prescrivant l'élaboration du Plan de Prévention des Risques d'Inondation sur le territoire de la commune,

VU l'arrêté préfectoral n°DDTM34-2017-03-08138 du 28/02/2017 portant mise à l'enquête publique du projet de Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) de la commune,

VU le rapport du commissaire enquêteur en date du 16/06/2017,

VU l'avis défavorable du conseil municipal de la commune,

VU l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Hérault,

VU l'avis réputé favorable du Conseil Régional Occitanie,

VU l'avis réputé favorable de la Chambre d'Agriculture,

VU l'avis réputé favorable du Centre National de la Propriété Forestière,

SUR PROPOSITION DU Directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault,

ARRÊTE :

ARTICLE 1. OBJET

Est approuvé, tel qu'il est annexé au présent arrêté, le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) de la commune de FONTANÈS.

ARTICLE 2. CONSULTATION DU DOSSIER

Le dossier comprend :

- un rapport de présentation,

- un règlement,
- le zonage réglementaire,
- des annexes.

Il est tenu à la disposition du public dans les locaux :

- de la Mairie de Fontanès,
- de la Préfecture du département de l'Hérault.

ARTICLE 3. MESURES DE PRÉVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE

Les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde listées aux articles 7 et 8 de la seconde partie du règlement sont à mettre en œuvre, dans les conditions et délais définis au règlement du PPRi :

- par la commune de Fontanès :
 - obligation d'information du public sur les risques naturels tous les deux ans,
 - élaboration du Plan Communal de Sauvegarde dans l'année suivant l'approbation du PPRi,
 - élaboration du schéma d'assainissement pluvial dans les cinq ans suivant l'approbation du PPRi,
 - pose de repères de crues dans les cinq ans suivant l'approbation du PPRi,
 - mise en œuvre des mesures de mitigation sur les biens existants en zone inondable lui appartenant ou dont elle est gestionnaire,
 - diagnostics, surveillance et entretien régulier des ouvrages de protection, systèmes d'endiguement et aménagements hydrauliques qui devront être conformes à la réglementation relative à la sécurité des ouvrages hydrauliques,
 - entretien des cours d'eau et des axes d'écoulement,
- par les propriétaires et gestionnaires de bâtiments :
 - mise en œuvre des mesures de mitigation sur les biens existants en zone inondable,
 - entretien des cours d'eau et des axes d'écoulement.

ARTICLE 4. COPIE DU PRÉSENT ARRÊTÉ

Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- madame le Maire de Fontanès,
- monsieur le Délégué aux Risques Majeurs.

ARTICLE 5. PUBLICITÉ DU PRÉSENT ARRÊTÉ

Une copie du présent arrêté sera affichée en mairie de Fontanès pendant au moins un mois à partir de la date de réception de la notification du présent arrêté et mention en sera faite en caractères apparents dans le journal MIDI-LIBRE.

ARTICLE 6. EXÉCUTION DU PRÉSENT ARRÊTÉ

Le Secrétaire Général de la préfecture de l'Hérault, le Directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault et le Maire de Fontanès sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de l'Hérault.

Fait à Montpellier, le

28 JUIN 2017

Pour le Préfet, et par délégation,
Le Préfet
le Secrétaire Général





PREFET DE L'HERAULT

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

Service eau, risques et nature
Unité prévention des risques
naturels et technologiques

**Arrêté n° DDTM34 - 2017 - 06 - 08575
portant approbation du Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) de la commune
de GALARGUES**

**Le Préfet de l'Hérault,
Officier de la Légion d'Honneur
Officier dans l'ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L 562-1 à L 562-9 et R 562-1 à R 562-10-2 relatifs aux plans de prévention des risques naturels,

Vu l'arrêté préfectoral n°2015-OI-880 du 12/06/2015 prescrivant l'élaboration du Plan de Prévention des Risques d'Inondation sur le territoire de la commune,

Vu l'arrêté préfectoral n°DDTM34-2017-02-08080 du 21/02/2017 portant mise à l'enquête publique du projet de Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) de la commune,

Vu le rapport du commissaire enquêteur en date du 19/05/2017,

Vu l'avis défavorable du conseil municipal de la commune,

Vu l'avis réputé favorable du Conseil Départemental de l'Hérault,

Vu l'avis réputé favorable du Conseil Régional Occitanie,

Vu l'avis réputé favorable de la Chambre d'Agriculture,

Vu l'avis réputé favorable du Centre National de la Propriété Forestière,

SUR PROPOSITION DU Directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault,

ARRÊTE :

ARTICLE 1. OBJET

Est approuvé, tel qu'il est annexé au présent arrêté, le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) de la commune de GALARGUES.

ARTICLE 2. CONSULTATION DU DOSSIER

Le dossier comprend :

- un rapport de présentation,

- un règlement,
- le zonage réglementaire,
- des annexes.

Il est tenu à la disposition du public dans les locaux :

- de la Mairie de Galargues,
- de la Préfecture du département de l'Hérault.

ARTICLE 3. MESURES DE PRÉVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE

Les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde listées aux articles 7 et 8 de la seconde partie du règlement sont à mettre en œuvre, dans les conditions et délais définis au règlement du PPRi :

- par la commune de Galargues :
 - obligation d'information du public sur les risques naturels tous les deux ans,
 - élaboration du Plan Communal de Sauvegarde dans l'année suivant l'approbation du PPRi,
 - élaboration du schéma d'assainissement pluvial dans les cinq ans suivant l'approbation du PPRi,
 - pose de repères de crues dans les cinq ans suivant l'approbation du PPRi,
 - mise en œuvre des mesures de mitigation sur les biens existants en zone inondable lui appartenant ou dont elle est gestionnaire,
 - diagnostics, surveillance et entretien régulier des ouvrages de protection, systèmes d'endiguement et aménagements hydrauliques qui devront être conformes à la réglementation relative à la sécurité des ouvrages hydrauliques,
 - entretien des cours d'eau et des axes d'écoulement,
- par les propriétaires et gestionnaires de bâtiments :
 - mise en œuvre des mesures de mitigation sur les biens existants en zone inondable,
 - entretien des cours d'eau et des axes d'écoulement.

ARTICLE 4. COPIE DU PRÉSENT ARRÊTÉ

Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- monsieur le Maire de Galargues,
- monsieur le Délégué aux Risques Majeurs.

ARTICLE 5. PUBLICITÉ DU PRÉSENT ARRÊTÉ

Une copie du présent arrêté sera affichée en mairie de Galargues pendant au moins un mois à partir de la date de réception de la notification du présent arrêté et mention en sera faite en caractères apparents dans le journal MIDI-LIBRE.

ARTICLE 6. EXÉCUTION DU PRÉSENT ARRÊTÉ

Le Secrétaire Général de la préfecture de l'Hérault, le Directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault et le Maire de Galargues sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de l'Hérault.

Fait à Montpellier, le 28 Juin 2017, pour le Préfet, et par délégation,
le Secrétaire Général
Le Préfet,

28 JUIN 2017

Pascal OTHÉGUY



PREFET DE L'HERAULT

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

Service eau, risques et nature
Unité prévention des risques
naturels et technologiques

**Arrêté n° DDTM34 - 2017-06-08574
portant approbation du Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) de la commune
de GARRIGUES**

**Le Préfet de l'Hérault,
Officier de la Légion d'Honneur
Officier dans l'ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L 562-1 à L 562-9 et R 562-1 à R 562-10-2 relatifs aux plans de prévention des risques naturels,

Vu l'arrêté préfectoral n°2015-OI-881 du 12/06/2015 prescrivant l'élaboration du Plan de Prévention des Risques d'Inondation sur le territoire de la commune,

Vu l'arrêté préfectoral n°DDTM34-2017-02-08081 du 21/02/2017 portant mise à l'enquête publique du projet de Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) de la commune,

Vu le rapport du commissaire enquêteur en date du 19/05/2017,

Vu l'avis défavorable du conseil municipal de la commune,

Vu l'avis réputé favorable du Conseil Départemental de l'Hérault,

Vu l'avis réputé favorable du Conseil Régional Occitanie,

Vu l'avis réputé favorable de la Chambre d'Agriculture,

Vu l'avis réputé favorable du Centre National de la Propriété Forestière,

SUR PROPOSITION DU Directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault,

ARRÊTE :

ARTICLE 1. OBJET

Est approuvé, tel qu'il est annexé au présent arrêté, le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) de la commune de GARRIGUES.

ARTICLE 2. CONSULTATION DU DOSSIER

Le dossier comprend :

- un rapport de présentation,

- un règlement,
- le zonage réglementaire,
- des annexes.

Il est tenu à la disposition du public dans les locaux :

- de la Mairie de Garrigues,
- de la Préfecture du département de l'Hérault.

ARTICLE 3. MESURES DE PRÉVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE

Les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde listées aux articles 7 et 8 de la seconde partie du règlement sont à mettre en œuvre, dans les conditions et délais définis au règlement du PPRi :

- par la commune de Garrigues :
 - obligation d'information du public sur les risques naturels tous les deux ans,
 - élaboration du Plan Communal de Sauvegarde dans l'année suivant l'approbation du PPRi,
 - élaboration du schéma d'assainissement pluvial dans les cinq ans suivant l'approbation du PPRi,
 - pose de repères de crues dans les cinq ans suivant l'approbation du PPRi,
 - mise en œuvre des mesures de mitigation sur les biens existants en zone inondable lui appartenant ou dont elle est gestionnaire,
 - diagnostics, surveillance et entretien régulier des ouvrages de protection, systèmes d'endiguement et aménagements hydrauliques qui devront être conformes à la réglementation relative à la sécurité des ouvrages hydrauliques,
 - entretien des cours d'eau et des axes d'écoulement,
- par les propriétaires et gestionnaires de bâtiments :
 - mise en œuvre des mesures de mitigation sur les biens existants en zone inondable,
 - entretien des cours d'eau et des axes d'écoulement.

ARTICLE 4. COPIE DU PRÉSENT ARRÊTÉ

Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- monsieur le Maire de Garrigues,
- monsieur le Délégué aux Risques Majeurs.

ARTICLE 5. PUBLICITÉ DU PRÉSENT ARRÊTÉ

Une copie du présent arrêté sera affichée en mairie de Garrigues pendant au moins un mois à partir de la date de réception de la notification du présent arrêté et mention en sera faite en caractères apparents dans le journal MIDI-LIBRE.

ARTICLE 6. EXÉCUTION DU PRÉSENT ARRÊTÉ

Le Secrétaire Général de la préfecture de l'Hérault, le Directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault et le Maire de Garrigues sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de l'Hérault.

Fait à Montpellier, le 28 juin 2017,
 Le Préfet, et par délégation,
 le Secrétaire Général

Le Préfet,

28 JUN 2017



Pascal OTHEGUY



PREFET DE L'HERAULT

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

Service eau, risques et nature
Unité prévention des risques
naturels et technologiques

**Arrêté n° DDTM34-2017-07-08595
portant approbation du Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) de la commune
de SAINT-BAUZILLE-DE-MONTMEL**

**Le Préfet de l'Hérault,
Officier de la Légion d'Honneur
Officier dans l'ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L 562-1 à L 562-9 et R 562-1 à R 562-10-2 relatifs aux plans de prévention des risques naturels,

Vu l'arrêté préfectoral n°2015-OI-884 du 12/06/2015 prescrivant l'élaboration du Plan de Prévention des Risques d'Inondation sur le territoire de la commune,

Vu l'arrêté préfectoral n°DDTM34-2017-03-08136 du 28/02/2017 portant mise à l'enquête publique du projet de Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) de la commune,

Vu le rapport du commissaire enquêteur en date du 16/06/2017,

Vu l'avis favorable du conseil municipal de la commune,

Vu l'avis réputé favorable du Conseil Départemental de l'Hérault,

Vu l'avis réputé favorable du Conseil Régional Occitanie,

Vu l'avis réputé favorable de la Chambre d'Agriculture,

Vu l'avis réputé favorable du Centre National de la Propriété Forestière,

SUR PROPOSITION DU Directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault,

ARRÊTE :

ARTICLE 1. OBJET

Est approuvé, tel qu'il est annexé au présent arrêté, le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) de la commune de SAINT-BAUZILLE-DE-MONTMEL.

ARTICLE 2. CONSULTATION DU DOSSIER

Le dossier comprend :

- un rapport de présentation,

- un règlement,
- le zonage réglementaire,
- des annexes.

Il est tenu à la disposition du public dans les locaux :

- de la Mairie de Saint-Bauzille-De-Montmel,
- de la Préfecture du département de l'Hérault.

ARTICLE 3. MESURES DE PRÉVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE

Les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde listées aux articles 7 et 8 de la seconde partie du règlement sont à mettre en œuvre, dans les conditions et délais définis au règlement du PPRi :

- par la commune de Saint-Bauzille-De-Montmel :
 - obligation d'information du public sur les risques naturels tous les deux ans,
 - élaboration du Plan Communal de Sauvegarde dans l'année suivant l'approbation du PPRi,
 - élaboration du schéma d'assainissement pluvial dans les cinq ans suivant l'approbation du PPRi,
 - pose de repères de crues dans les cinq ans suivant l'approbation du PPRi,
 - mise en œuvre des mesures de mitigation sur les biens existants en zone inondable lui appartenant ou dont elle est gestionnaire,
 - diagnostics, surveillance et entretien régulier des ouvrages de protection, systèmes d'endiguement et aménagements hydrauliques qui devront être conformes à la réglementation relative à la sécurité des ouvrages hydrauliques,
 - entretien des cours d'eau et des axes d'écoulement,
- par les propriétaires et gestionnaires de bâtiments :
 - mise en œuvre des mesures de mitigation sur les biens existants en zone inondable,
 - entretien des cours d'eau et des axes d'écoulement.

ARTICLE 4. COPIE DU PRÉSENT ARRÊTÉ

Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- madame le Maire de Saint-Bauzille-De-Montmel,
- monsieur le Délégué aux Risques Majeurs.

ARTICLE 5. PUBLICITÉ DU PRÉSENT ARRÊTÉ

Une copie du présent arrêté sera affichée en mairie de Saint-Bauzille-De-Montmel pendant au moins un mois à partir de la date de réception de la notification du présent arrêté et mention en sera faite en caractères apparents dans le journal MIDI-LIBRE.

ARTICLE 6. EXÉCUTION DU PRÉSENT ARRÊTÉ

Le Secrétaire Général de la préfecture de l'Hérault, le Directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault et le Maire de Saint-Bauzille-De-Montmel sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de l'Hérault.

Fait à Montpellier, le **28 JUIN 2017**

Pour le Préfet, ~~Préfet~~ ^{Délégué}
le Secrétaire Général





PREFET DE L'HERAULT

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

Service eau, risques et nature
Unité prévention des risques
naturels et technologiques

**Arrêté n° DDTM34-2017-07-08598
portant approbation du Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) de la commune
de SAINTE-CROIX-DE-QUINTILLARGUES**

**Le Préfet de l'Hérault,
Officier de la Légion d'Honneur
Officier dans l'ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L 562-1 à L 562-9 et R 562-1 à R 562-10-2 relatifs aux plans de prévention des risques naturels,

Vu l'arrêté préfectoral n°2015-OI-886 du 12/06/2015 prescrivant l'élaboration du Plan de Prévention des Risques d'Inondation sur le territoire de la commune,

Vu l'arrêté préfectoral n°DDTM34-2017-03-08139 du 28/02/2017 portant mise à l'enquête publique du projet de Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) de la commune,

Vu le rapport du commissaire enquêteur en date du 16/06/2017,

Vu l'avis défavorable du conseil municipal de la commune,

Vu l'avis réputé favorable du Conseil Départemental de l'Hérault,

Vu l'avis réputé favorable du Conseil Régional Occitanie,

Vu l'avis réputé favorable de la Chambre d'Agriculture,

Vu l'avis réputé favorable du Centre National de la Propriété Forestière,

SUR PROPOSITION DU Directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault,

ARRÊTE :

ARTICLE 1. OBJET

Est approuvé, tel qu'il est annexé au présent arrêté, le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) de la commune de SAINTE-CROIX-DE-QUINTILLARGUES.

ARTICLE 2. CONSULTATION DU DOSSIER

Le dossier comprend :

- un rapport de présentation,

- un règlement,
- le zonage réglementaire,
- des annexes.

Il est tenu à la disposition du public dans les locaux :

- de la Mairie de Sainte-Croix-De-Quintillargues,
- de la Préfecture du département de l'Hérault.

ARTICLE 3. MESURES DE PRÉVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE

Les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde listées aux articles 7 et 8 de la seconde partie du règlement sont à mettre en œuvre, dans les conditions et délais définis au règlement du PPRi :

- par la commune de Sainte-Croix-De-Quintillargues :
 - obligation d'information du public sur les risques naturels tous les deux ans,
 - élaboration du Plan Communal de Sauvegarde dans l'année suivant l'approbation du PPRi,
 - élaboration du schéma d'assainissement pluvial dans les cinq ans suivant l'approbation du PPRi,
 - pose de repères de crues dans les cinq ans suivant l'approbation du PPRi,
 - mise en œuvre des mesures de mitigation sur les biens existants en zone inondable lui appartenant ou dont elle est gestionnaire,
 - diagnostics, surveillance et entretien régulier des ouvrages de protection, systèmes d'endiguement et aménagements hydrauliques qui devront être conformes à la réglementation relative à la sécurité des ouvrages hydrauliques,
 - entretien des cours d'eau et des axes d'écoulement,
- par les propriétaires et gestionnaires de bâtiments :
 - mise en œuvre des mesures de mitigation sur les biens existants en zone inondable,
 - entretien des cours d'eau et des axes d'écoulement.

ARTICLE 4. COPIE DU PRÉSENT ARRÊTÉ

Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- monsieur le Maire de Sainte-Croix-De-Quintillargues,
- monsieur le Délégué aux Risques Majeurs.

ARTICLE 5. PUBLICITÉ DU PRÉSENT ARRÊTÉ

Une copie du présent arrêté sera affichée en mairie de Sainte-Croix-De-Quintillargues pendant au moins un mois à partir de la date de réception de la notification du présent arrêté et mention en sera faite en caractères apparents dans le journal MIDI-LIBRE.

ARTICLE 6. EXÉCUTION DU PRÉSENT ARRÊTÉ

Le Secrétaire Général de la préfecture de l'Hérault, le Directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault et le Maire de Sainte-Croix-De-Quintillargues sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de l'Hérault.

Fait à Montpellier, le

28 JUIN 2017

Le Préfet,
Pour le Préfet, et par délégation,
le Secrétaire Général





PREFET DE L'HERAULT

*Direction départementale
des territoires et de la mer*
Service eau risques et nature

**Arrêté DDTM34-2017-07-08585
portant modification de la composition de la Commission Locale de l'Eau du Schéma
d'Aménagement et de gestion des Eaux du bassin versant de la lagune de Thau**

**Le Préfet de l'Hérault,
Officier de la Légion d'Honneur
Officier dans l'ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment l'article L212-4 ainsi que les articles R212-29 à 34 ;

Vu le décret du 17 décembre 2015 portant nomination de Monsieur Pierre POUËSSEL en qualité de Préfet de l'Hérault ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhône-Méditerranée-Corse approuvé par le Préfet Coordonnateur de Bassin le 21 décembre 2015 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DDTM34-2014-09-04325 du 22 septembre 2014 portant modification du périmètre du Schéma d'Aménagement et de Gestion du bassin versant de la lagune de Thau ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DDTM34-2016-09-07620 du 5 septembre 2016 portant renouvellement de la composition de la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE du bassin versant de la lagune de Thau ;

Vu les délibérations des collectivités membres des collèges des collectivités territoriales et établissements publics locaux désignant les représentants pour siéger à la CLE ;

Vu les délibérations des collectivités membres des collèges des collectivités territoriales et établissements publics locaux modifiant les représentants pour siéger à la CLE notamment le Syndicat Mixte des Etangs littoraux et de la création de la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau par fusion de la communauté de communes du Nord Bassin de Thau et de la communauté d'agglomération Thau Agglomération ;

CONSIDERANT que suite à ces modifications, il convient de réaliser une mise à jour de l'arrêté préfectoral relatif à la composition de la commission locale de l'eau du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin versant des lagunes de Thau ;

Sur proposition du Directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault,

ARRÊTE :

ARTICLE 1.

La composition de la CLE est modifiée comme suit :

A/ Collège des représentants des collectivités territoriales et établissements publics locaux

| Les représentants de la (les) Région (s) et du (des) département (s) | | |
|---|-----------|---------------------------|
| REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON MIDI PYRENEES | 1 | Christian ASSAF |
| CONSEIL DEPARTEMENTAL HERAULT | 1 | Véronique CALUEBA-RIZZOLO |
| Les communes | | |
| BALARUC LES BAINS | 1 | Francis DI STEFANO |
| BALARUC LE VIEUX | 1 | Claude GYBELY |
| BOUZIGUES | 1 | Olivier ARCHIMBEAU |
| FRONTIGNAN | 1 | Olivier LAURENT |
| GIGEAN | 1 | Jean-Claude MARCEROU |
| LOUPIAN | 1 | Alain VIDAL |
| MARSEILLAN | 1 | Stéphane SENEGA-SANCHEZ |
| MEZE | 1 | Monsieur BAEZA |
| MONTAGNAC | 1 | Rémi BARTHES |
| MONTBAZIN | 1 | Philippe CAPROUGE |
| PINET | 1 | Sébastien THERON |
| POUSSAN | 1 | Serge CUCULIERE |
| SETE | 1 | Antoine DE RINALDO |
| VILLEVEYRAC | 1 | Michel GARCIA |
| Les représentants des établissements publics locaux | | |
| SYNDICAT MIXTE DU BASSIN DE THAU | 1 | Jean-Claude GROS |
| COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN DE THAU | 4 | François COMMEINHES |
| | | Jacques ADGE |
| | | Henry FRICOU |
| | | Francis VEAUTE |
| COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION HERAULT MEDITERRANEE | 1 | Gwendoline CHAUDOIR |
| SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DE PINET-POMEROLS | 1 | Robert GAIRAUD |
| SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES ETANGS LITTORAUX | 1 | Jean-Claude ARAGON |
| SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU DES COMMUNES DU BAS LANGUEDOC | 1 | Georges NIDECKER |
| SYNDICAT MIXTE D'ETUDES ET DE TRAVAUX DE L'ASTIEN | 1 | Thomas GARCIA |
| SYNDICAT MIXTE DU SCOT DU BITERROIS | 1 | Serge PESCE |
| SYNDICAT MIXTE DU FLEUVE HERAULT | 1 | Christophe MORGO |
| TOTAL ELUS | 28 | |

B/ Collège des usagers

| | |
|--|-----------|
| COMITE REGIONAL DES PECHEES MARITIMES ET DES ELEVAGES MARINS DU LANGUEDOC-ROUSSILLON | 1 |
| PRUD'HOMIE DE THAU-INGRIL | 1 |
| COMITE REGIONAL CONCHYLICOLE DE MEDITERRANEE | 2 |
| ASSOCIATION DES PECHEURS AMATEURS ET PLAISANCIERS DE SETE | 1 |
| SOCIETE NAUTIQUE DU BASSIN NAUTIQUES DU BASSIN DE THAU | 1 |
| CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE SETE-FRONTIGNAN-MEZE | 1 |
| CHAMBRE D'AGRICULTURE DE L'HERAULT | 1 |
| COOP DE FRANCE LR | 1 |
| CENTRE PERMANENT D'INITIATIVES POUR L'ENVIRONNEMENT DU BASSIN DE THAU | 1 |
| SOCIETE DE PROTECTION DE LA NATURE DU BASSIN DE THAU | 1 |
| UNION FEDERALE QUE CHOISIR : SETE-BASSIN DE THAU | 1 |
| CONSERVATOIRE DES ESPACES NATURELS | 1 |
| COMITE DEPARTEMENTAL DU TOURISME | 1 |
| VOIES NAVIGABLES DE FRANCE | 1 |
| TOTAL USAGERS | 15 |

C/ COLLÈGE DES REPRÉSENTANTS DE L'ÉTAT ET DE SES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

| | |
|--|----------|
| M. LE PREFET OU SON REPRESENTANT LE CHEF DE LA MISE | 1 |
| M. LE DIRECTEUR REGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT OU SON REPRESENTANT | 1 |
| Mme. LA DIRECTRICE DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE OU SON REPRESENTANT | 1 |
| M. LE DIRECTEUR DE L'AGENCE DE L'EAU RHONE-MEDITERRANEE ET CORSE OU SON REPRESENTANT | 1 |
| M. LE DELEGUE DU CONSERVATOIRE DE L'ESPACE LITTORAL ET DES RIVAGES LACUSTRES OU SON REPRESENTANT | 1 |
| TOTAL ETAT | 5 |

ARTICLE 2. AFFICHAGE ET PUBLICITE

Le présent arrêté sera affiché dans les communes du périmètre du SAGE Thau-Ingril.

Il sera publié :

- sur le site internet de la préfecture
- au recueil des actes administratifs
- par la structure de gestion Syndicat Mixte Bassin de Thau, sur le site internet gesteau :
<http://www.gesteau.eaufrance.fr>

ARTICLE 3. DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 4. EXECUTION

Le Secrétaire Général de la préfecture, le Directeur départemental des territoires et de la mer, les membres de la Commission Locale de l'Eau, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Montpellier, le 03/07/2017

**Pour le Préfet, par délégation
Le Sous-Préfet**

SIGNE

Philippe NUCHO

Préfecture

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

PRÉFET DE L'HÉRAULT

**Arrêté n° 2017-I-832 portant suppression du passage à niveau n° 33
situé au km 64+305 de la ligne ferroviaire de Tarascon à Sète,
sur le territoire de la commune de Baillargues**

**Le Préfet de l'Hérault
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** l'arrêté du 19 avril 2017 du ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, en charge des relations internationales sur le climat, modifiant l'arrêté du 18 mars 1991 relatif au classement, à la réglementation et à l'équipement des passages à niveau ;
- VU** l'arrêté du 8 avril 1993 du préfet de l'Hérault, Direction Départementale de l'Équipement, relatif au classement du passage à niveau n° 33 situé au km 64+305 de la ligne ferroviaire de Tarascon à Sète, sur le territoire de la commune de Baillargues ;
- VU** le courrier du 21 septembre 2016 de SNCF Réseau concernant le projet de réalisation des travaux relatifs à la phase 2 du Pôle d'Échanges Multimodal de Baillargues et à la suppression du passage à niveau n° 33 et sollicitant l'ouverture d'une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique, à l'enquête parcellaire, à l'autorisation délivrée au titre des articles L214-I à L214-6 du code de l'environnement et à l'autorisation de suppression d'un passage à niveau ;
- VU** l'arrêté n° 2016-I-1126 du 2 novembre 2016 portant ouverture d'une enquête publique unique préalable à la déclaration d'utilité publique, à l'enquête parcellaire, à l'autorisation délivrée au titre des articles L214-I à L214-6 du code de l'environnement et à l'autorisation de suppression d'un passage à niveau ;
- VU** le rapport et les conclusions de la commission d'enquête publique en date du 23 janvier 2017 comportant un avis favorable à la demande de suppression du passage à niveau n°33 ;
- VU** la délibération du Conseil Municipal de Baillargues du 1^{er} mars 2017 émettant un avis favorable à la suppression du passage à niveau au vu des résultats de l'enquête publique ;
- VU** le courrier de SNCF Réseau en date du 23 mars 2017 sollicitant la prise d'un arrêté préfectoral déclarant d'utilité publique et rendant cessibles les parcelles nécessaires à la réalisation de l'opération susvisée et sollicitant la procédure d'urgence conformément à l'article L232-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2017-I-610 du 16 mai 2017 déclarant d'Utilité Publique, cessibles et urgents les travaux nécessaires à la réalisation de la création de la phase 2

du Pôle d'Échange Multimodal de Baillargues et à la suppression du Passage à Niveau n° 33.

VU le courrier de SNCF Réseau en date du 16 juin 2017 exposant les propositions en vue de la prise d'un arrêté préfectoral de suppression du passage à niveau n° 33 ;

CONSIDÉRANT que le projet de suppression du passage à niveau n° 33 s'inscrit dans le cadre de la politique nationale de gestion des passages à niveau visant à améliorer la sécurité des personnes et des biens ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault ;

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} :

Le passage à niveau n° 33 situé au km 64+305 de la ligne de Tarascon à Sète, sur le territoire de la commune de Baillargues, est supprimé.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté n'abrogera celui en date du 8 avril 1993 en ce qui concerne le passage à niveau n°33 situé au km 64+305 de la ligne de Tarascon à Sète et n'entrera en application qu'à la date effective de la suppression du passage à niveau concerné, c'est à dire après la mise en service des aménagements se substituant au passage à niveau existant et après la dépose des installations dudit passage à niveau.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif auprès du Préfet de l'Hérault ou du Ministre de la Transition Écologique et Solidaire, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, sis 6 rue Pitot, dans le même délai.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera affiché pendant un mois à la Mairie de Baillargues et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de l'Hérault.

ARTICLE 5 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault, le Directeur Territorial SNCF Réseau Occitanie, le Président du Conseil Départemental de l'Hérault, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer et le Maire de Baillargues, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 5 JUIL. 2017

Le Préfet



Pierre POUËSSEL



PREFET DE L'HERAULT

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT
520, allées Henri II de Montmorency
CS 69007, 34064 MONTPELLIER Cedex 02

OBJET : Installations classées pour la protection de l'environnement
Société MECANIC SUD INDUSTRIE - Commune de VILLENEUVE LES BEZIERS
Arrêté d'autorisation

ARRÊTÉ N ° 2017-I-813
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Société MECANIC SUD INDUSTRIE à Villeneuve-lès-Béziers,

Arrêté d'autorisation d'exploiter un atelier de traitement de surface

**Le Préfet de l'Hérault,
Officier de l'Ordre National du Mérite,
Officier de la Légion d'Honneur,**

Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V,
Vu l'arrêté préfectoral n°2006-I-1751 du 18/07/2006, autorisant les activités de Mécanic Sud Industrie sur le territoire de la commune VILLENEUVE LES BEZIERS,
Vu le récépissé n°14-246 du 23/07/2014 mettant à jour la liste des installations classées au bénéfice des droits acquis,
Vu la demande présentée le 4 octobre 2016 par Mécanic Sud Industrie, dont le siège social est situé Rue Charles Nicolle, CS 644, 34 536 VILLENEUVE LES BEZIERS Cedex, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une extension de ces installations située à la même adresse,
Vu le dossier déposé à l'appui de sa demande,
Vu la décision n°E16000220/34 du 7 décembre 2016 du président du tribunal administratif de Montpellier portant désignation du commissaire-enquêteur,
Vu l'arrêté préfectoral en date du 30 janvier 2017 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de un mois, du 6 février 2017 au 8 mars 2017 inclus sur le territoire des communes de VILLENEUVE LES BEZIERS et BEZIERS,
Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public,
Vu la publication en date du 19 janvier 2017 de cet avis dans deux journaux locaux,
Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur,
Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture,
Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes de VILLENEUVE LES BEZIERS et BEZIERS,
Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application du code de l'environnement,
Vu l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 23 janvier 2017
Vu le rapport et les propositions en date du 13 juin 2017 de l'inspection des installations classées
Vu l'avis en date du 29/06/2017 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu
Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur
Vu l'absence d'observation par le demandeur sur ce projet, précisée par messagerie électronique en date du 29/06/2017

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations,

CONSIDERANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

Le pétitionnaire entendu,

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|-----------|
| TITRE 1 - Portée de l'autorisation et conditions générales..... | 6 |
| CHAPITRE 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation..... | 6 |
| Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation..... | 6 |
| Article 1.1.2. Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs..... | 6 |
| Article 1.1.3. Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises a enregistrement..... | 6 |
| CHAPITRE 1.2 Nature des installations..... | 6 |
| Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées | 6 |
| Article 1.2.2. Situation de l'établissement..... | 7 |
| Article 1.2.3. Consistance des installations autorisées..... | 7 |
| CHAPITRE 1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation..... | 8 |
| Article 1.3.1. Conformité..... | 8 |
| CHAPITRE 1.4 Durée de l'autorisation..... | 8 |
| Article 1.4.1. Durée de l'autorisation..... | 8 |
| CHAPITRE 1.5 Modifications et cessation d'activité..... | 8 |
| Article 1.5.1. Porter à connaissance..... | 8 |
| Article 1.5.2. Mise à jour des études d'impact et de dangers..... | 8 |
| Article 1.5.3. Équipements abandonnés..... | 9 |
| Article 1.5.4. Transfert sur un autre emplacement..... | 9 |
| Article 1.5.5. Changement d'exploitant..... | 9 |
| Article 1.5.6. Cessation d'activité..... | 9 |
| CHAPITRE 1.6 Respect des autres législations et réglementations..... | 9 |
| TITRE 2 – Gestion de l'établissement..... | 9 |
| CHAPITRE 2.1 Exploitation des installations..... | 9 |
| Article 2.1.1. Objectifs généraux..... | 9 |
| Article 2.1.2. Consignes d'exploitation..... | 10 |
| CHAPITRE 2.2 Réserves de produits ou matières consommables..... | 10 |
| Article 2.2.1. Réserves de produits..... | 10 |
| CHAPITRE 2.3 Intégration dans le paysage..... | 10 |
| Article 2.3.1. Propreté..... | 10 |
| Article 2.3.2. Esthétique..... | 10 |
| CHAPITRE 2.4 Danger ou nuisance non prévenu..... | 10 |
| Article 2.4.1. Danger ou nuisance non prévenu..... | 10 |
| CHAPITRE 2.5 Incidents ou accidents..... | 10 |
| Article 2.5.1. Déclaration et rapport..... | 10 |
| CHAPITRE 2.6 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection..... | 10 |
| Article 2.6.1. Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection..... | 10 |
| TITRE 3 - Prévention de la pollution atmosphérique..... | 11 |
| CHAPITRE 3.1 Conception des installations..... | 11 |
| Article 3.1.1. Dispositions générales..... | 11 |
| Article 3.1.2. Pollutions accidentelles..... | 11 |
| Article 3.1.3. Odeurs..... | 12 |
| Article 3.1.4. Voies de circulation..... | 12 |
| Article 3.1.5. Émissions diffuses et envols de poussières..... | 12 |
| CHAPITRE 3.2 Conditions de rejet..... | 12 |
| Article 3.2.1. Dispositions générales..... | 12 |
| Article 3.2.2. Conduits et installations raccordées / Conditions générales de rejet..... | 13 |
| Article 3.2.3. Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques..... | 15 |
| TITRE 4 Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques..... | 16 |

| | |
|---|-----------|
| Article 4 Compatibilités avec les objectifs de qualité du milieu..... | 16 |
| CHAPITRE 4.1 Prélèvements et consommations d'eau..... | 16 |
| Article 4.1.1. Origine des approvisionnements en eau..... | 16 |
| Article 4.1.2. Protection des réseaux d'eau potable..... | 17 |
| CHAPITRE 4.2 Collecte des effluents liquides..... | 17 |
| Article 4.2.1. Dispositions générales..... | 17 |
| Article 4.2.2. Plan des réseaux..... | 17 |
| Article 4.2.3. Entretien et surveillance..... | 17 |
| Article 4.2.4. Protection des réseaux internes à l'établissement..... | 17 |
| CHAPITRE 4.3 Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu | 17 |
| Article 4.3.1. Identification des effluents..... | 17 |
| Article 4.3.2. Collecte des effluents..... | 18 |
| Article 4.3.3. Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement..... | 18 |
| Article 4.3.4. Entretien et conduite des installations de traitement..... | 18 |
| Article 4.3.5. Localisation des points de rejet..... | 18 |
| Article 4.3.6. Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet..... | 19 |
| Article 4.3.7. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets..... | 19 |
| Article 4.3.8. Gestion des eaux polluées et des eaux résiduaires interne à l'établissement..... | 20 |
| Article 4.3.9. Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration collective..... | 20 |
| Article 4.3.10. Valeurs limites d'émission des eaux domestiques..... | 21 |
| Article 4.3.11. Eaux pluviales susceptibles d'être polluées..... | 21 |
| TITRE 5 - Déchets produits..... | 22 |
| CHAPITRE 5.1 Principes de gestion..... | 22 |
| Article 5.1.1. Limitation de la production de déchets..... | 22 |
| Article 5.1.2. Séparation des déchets..... | 22 |
| Article 5.1.3. Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets..... | 22 |
| Article 5.1.4. Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement..... | 22 |
| Article 5.1.5. Déchets gérés à l'intérieur de l'établissement..... | 23 |
| Article 5.1.6. Transport..... | 23 |
| TITRE 6 - Substances et produits chimiques..... | 23 |
| CHAPITRE 6.1 Dispositions générales..... | 23 |
| Article 6.1.1. Identification des produits..... | 23 |
| Article 6.1.2. Étiquetage des substances et mélanges dangereux..... | 23 |
| CHAPITRE 6.2 Substance et produits dangereux pour l'homme et l'environnement..... | 23 |
| Article 6.2.1. Substances interdites ou restreintes..... | 23 |
| Article 6.2.2. Substances extrêmement préoccupantes..... | 24 |
| Article 6.2.3. Substances soumises à autorisation..... | 24 |
| Article 6.2.4. Produits biocides - Substances candidates à substitution..... | 24 |
| Article 6.2.5. Substances à impacts sur la couche d'ozone (et le climat)..... | 24 |
| TITRE 7 Prévention des nuisances sonores, des vibrations et des émissions lumineuses..... | 24 |
| CHAPITRE 7.1 Dispositions générales..... | 24 |
| Article 7.1.1. Aménagements..... | 24 |
| Article 7.1.2. Véhicules et engins..... | 25 |
| Article 7.1.3. Appareils de communication..... | 25 |
| CHAPITRE 7.2 Niveaux acoustiques..... | 25 |
| Article 7.2.1. Valeurs Limites d'émergence..... | 25 |
| Article 7.2.2. Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation..... | 25 |
| CHAPITRE 7.3 Vibrations..... | 25 |
| CHAPITRE 7.4 Émissions lumineuses..... | 25 |
| TITRE 8 - Prévention des risques technologiques..... | 26 |

| | |
|---|------------------|
| CHAPITRE 8.1 Généralités..... | 26 |
| Article 8.1.1. Localisation des risques..... | 26 |
| Article 8.1.2. Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux..... | 26 |
| Article 8.1.3. Propreté de l'installation..... | 26 |
| Article 8.1.4. Contrôle des accès..... | 26 |
| Article 8.1.5. Circulation dans l'établissement..... | 26 |
| Article 8.1.6. Étude de dangers..... | 26 |
| CHAPITRE 8.2 Dispositions constructives..... | 26 |
| Article 8.2.1. Comportement au feu et aménagements..... | 26 |
| Article 8.2.2. Intervention des services de secours..... | 27 |
| Article 8.2.3. Désenfumage..... | 27 |
| Article 8.2.4. Équipe d'intervention..... | 28 |
| Article 8.2.5. Intervention..... | 28 |
| Article 8.2.6. Moyens de lutte contre l'incendie..... | 28 |
| CHAPITRE 8.3 Dispositif de prévention des accidents..... | 28 |
| Article 8.3.1. Matériels utilisables en atmosphères explosibles..... | 28 |
| Article 8.3.2. Installations électriques..... | 28 |
| Article 8.3.3. Ventilation des locaux..... | 29 |
| Article 8.3.4. Systèmes de détection..... | 29 |
| CHAPITRE 8.4 Dispositif de rétention des pollutions accidentelles..... | 29 |
| Article 8.4.1. Rétentions et confinement..... | 29 |
| CHAPITRE 8.5 Dispositions d'exploitation..... | 30 |
| Article 8.5.1. Surveillance de l'installation..... | 30 |
| Article 8.5.2. Travaux..... | 30 |
| Article 8.5.3. Vérification périodique et maintenance des équipements..... | 30 |
| Article 8.5.4. Consignes d'exploitation..... | 30 |
| <i>TITRE 9 - Conditions particulières applicables à certaines installations de l'établissement.....</i> | <i>31</i> |
| CHAPITRE 9.1 Dispositions particulières applicables aux installations soumises à autorisation et enregistrement..... | 31 |
| CHAPITRE 9.2 Dispositions particulières applicables aux installations soumises à déclaration..... | 31 |
| <i>TITRE 10 - Surveillance des émissions et de leurs effets.....</i> | <i>32</i> |
| CHAPITRE 10.1 Programme d'auto surveillance..... | 32 |
| Article 10.1.1. Principe et objectifs du programme d'auto surveillance..... | 32 |
| Article 10.1.2. Mesures comparatives..... | 32 |
| CHAPITRE 10.2 Modalités d'exercice et contenu de l'auto surveillance..... | 32 |
| Article 10.2.1. Auto surveillance des émissions atmosphériques canalisées ou diffuses..... | 32 |
| Article 10.2.2. Mesure « comparatives »..... | 32 |
| Article 10.2.3. Relevé des prélèvements d'eau..... | 32 |
| Article 10.2.4. Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets aqueux..... | 33 |
| Article 10.2.5. Suivi des déchets..... | 35 |
| Article 10.2.6. Auto surveillance des niveaux sonores..... | 35 |
| CHAPITRE 10.3 Suivi, interprétation et diffusion des résultats..... | 35 |
| Article 10.3.1. Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance..... | 35 |
| Article 10.3.2. Bilan environnement annuel via l'outil GEREP..... | 35 |
| <i>TITRE 11 Délais et voies de recours-Publicité-Exécution.....</i> | <i>35</i> |
| Article 11.1.1. Délais et voies de recours..... | 35 |
| Article 11.1.2. Publicité..... | 36 |
| Article 11.1.3. Exécution..... | 36 |

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La société Mécanic Sud Industrie dont le siège social est situé Rue Charles Nicolle, CS 644, 34 536 VILLENEUVE LES BEZIERS Cedex est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions de l'acte antérieur en date du 18/07/2006, modifiées et complétées par celles du présent arrêté, à exploiter à la même adresse les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 1.1.2. Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n°2006-I-1751 du 18/07/2006, à l'exception de l'article 1.1 autorisant l'exploitation, sont abrogées et remplacées par celles du présent arrêté.

Article 1.1.3. Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises a enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation et que les prescriptions ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

| Rubrique | Régime | Libellé de la rubrique (activité) | Nature de l'installation | Capacité |
|----------|--------|---|---|----------|
| 2562-1 | A | Chauffage et traitement industriels par l'intermédiaire de bains de sels fondus. Le volume des bains étant : 1. Supérieur à 500 l | Les installations sont : - Un bain de nitruration en bains de sel de 330 l - Un bain de neutralisation en bain d'oxydation de 1500 l Le volume total des bains est de 1830 l | V=1830 l |
| 2565 | A | Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 et du nettoyage-dégraissage visé par la rubrique 2563. 2. Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium ni de cyanures, et à l'exclusion de la vibro-abrasion), le volume des cuves de traitement étant : a) Supérieur à 1500 l | Cuve de phosphatation de 2000 L | V=2000 l |

| Rubrique | Régime | Libellé de la rubrique (activité) | Nature de l'installation | Capacité |
|----------|--------|--|--|--------------------------|
| 2560-B1 | E | Travail mécanique des métaux et alliages B. Autres installations que celles visées au A. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 1000 kW | La puissance électrique installée totale est de 1296 kW | Ptotale = 1296 kW |
| 2561 | DC | Production industrielle par trempé, recuit ou revenu de métaux et alliages | Traitement thermique des pièces après soudure par : - 2 fours de puissance 123 et 40 kW, - 1 étuve de préchauffage de 10 kW - 2 étuves de 5 kW - 1 étuve de cuisson et de séchage de 79 kW (nouvelles installations) La puissance totale des fours est de 262 kW. | Ptotale = 262 kW |
| 2567-2b | DC | Galvanisation, étamage de métaux ou revêtement métallique d'un matériau quelconque par un procédé autre que chimique ou électrolytique. 2. Procédés par projection de composés métalliques, la quantité de composés métalliques consommée étant : b) Supérieure à 20 kg/j, mais inférieure à 200 kg/j | Procédé de pulvérisation de métal fondu du type HVOF ; La quantité de carbure de tungstène consommé est de 21 kg/j | Q _{wc} =21 kg/j |
| 4725-2 | D | Oxygène (numéro CAS 7782-44-7). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t..... | L'installation est composée : - D'un réservoir vertical de 5.75 m de hauteur et de 2.30 de diamètre. Le volume de gaz stocké est de 10 500 litres soit 15 tonnes. | Q _{gaz} = 15 t |

A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), C (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE).

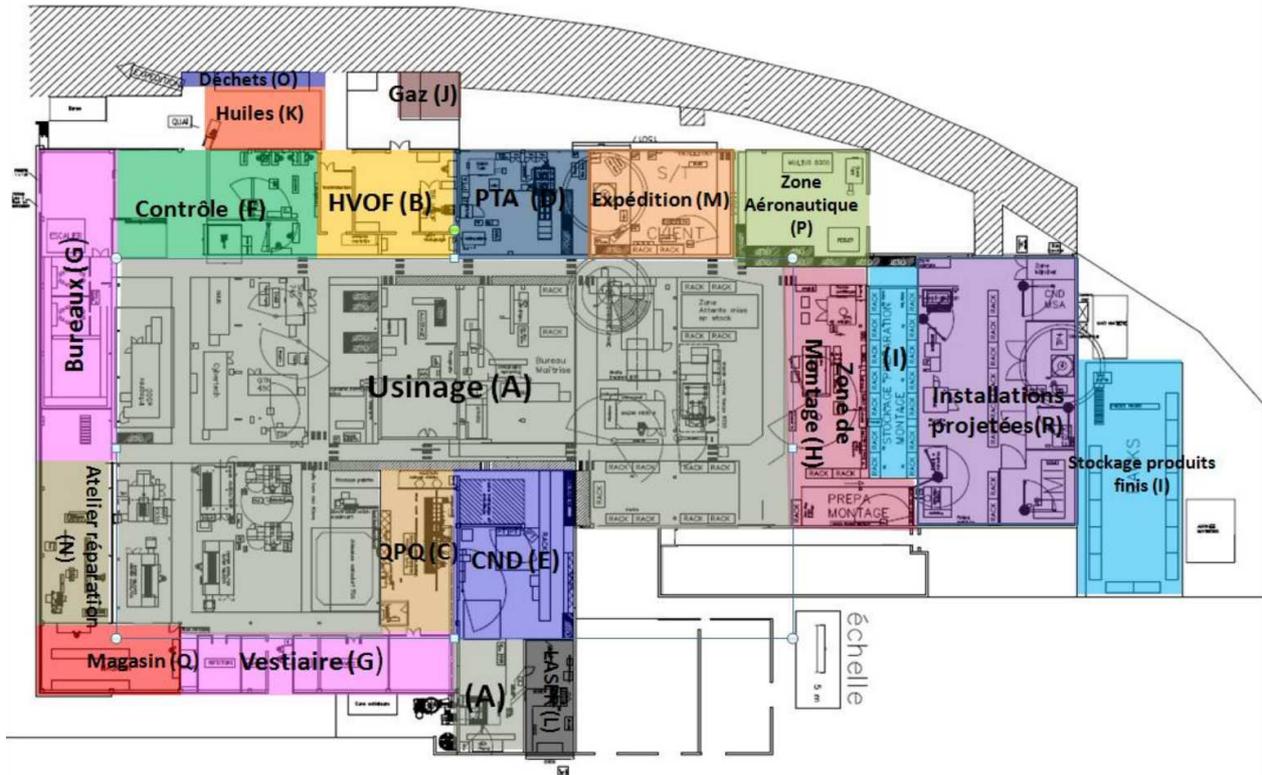
Article 1.2.2. Situation de l'établissement

Le site est implanté sur une superficie de 15 000 m² correspondante aux parcelles 8 et 9 section AR du cadastre, en zone UE2 du PLU de la commune approuvé le 23/08/2007 (zone industrielle et artisanale autorisant des installations classées soumises à autorisation ou à déclaration). Les activités s'exercent dans les locaux existants d'un site déjà titulaire d'une autorisation préfectorale.

Article 1.2.3. Consistance des installations autorisées

Le site de MECANIC SUD INDUSTRIE est composé d'un bâtiment unique de 2100 m² ainsi que de trois zones de stockage extérieures. Il comprend les aménagements suivants, repérables sur le plan ci-dessous :

- Zones de travail mécanique des métaux (repère A),
- Zone de pulvérisation de métal fondu (repère B),
- Zone de traitement thermique par bains de sel (repère C),
- Zone de rechargement par soudure (repère D),
- Zone de contrôle non destructif (repère E),
- Zone de contrôle tridimensionnel (repère F),
- Zones de bureaux/vestiaires (repère G),
- Zone de montage (repère H),
- Zone de stockage de produits finis (repère I),
- Zone de stockage des bouteilles de gaz (repère J),
- Zone de stockage des huiles (repère K),
- Zone de rechargement par LASER (repère L),
- Zone d'expédition (repère M),
- Zone de réparation des pièces (repère N),
- Zone de stockage des déchets (repère O),
- Zone Aéronautique (repère P).
- Magasin (repère Q)
- Zone liée à la phosphatation (repère R), comprenant une installation de lavage des pièces au karcher (dégraissage), une installation de grenailage des pièces, une zone de contrôle des pièces (contrôle non destructif, ressuage, contrôle dimensionnel), une cuve inox et sa rétention pour le bain de phosphatation.



CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Article 1.3.1. Conformité

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.4.1. Durée de l'autorisation

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de deux années consécutives.

CHAPITRE 1.5 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

Article 1.5.1. Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 1.5.2. Mise à jour des études d'impact et de dangers

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R 512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Article 1.5.3. Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.5.4. Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

Article 1.5.5. Changement d'exploitant

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

Article 1.5.6. Cessation d'activité

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois / six mois (cas des installations de stockage de déchets) au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur compatible avec la zone UE2 du PLU de la commune approuvée le 23/08/2007 ; soit d'un usage industriel et artisanal autorisant les installations classées soumises à autorisation ou à déclaration.

CHAPITRE 1.6 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

-des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,

-des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

Article 2.1.1. Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la

protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Article 2.1.2. Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

Article 2.2.1. Réserves de produits

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

CHAPITRE 2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

Article 2.3.1. Propreté

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ... Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues, ... sont mis en place en tant que de besoin.

Article 2.3.2. Esthétique

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

Article 2.4.1. Danger ou nuisance non prévenu

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

Article 2.5.1. Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

Article 2.6.1. Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,

- les plans tenus à jour
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Les documents visés dans le dernier alinéa ci-dessus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 3.1.1. Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution doivent être privilégiés pour l'épuration des effluents.

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs...

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Article 3.1.2. Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non conforme ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.

Article 3.1.3. Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Article 3.1.4. Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Article 3.1.5. Émissions diffuses et envols de poussières

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET

Article 3.2.1. Dispositions générales

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs. Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration. Les systèmes séparatifs de captation et de traitement des produits incompatibles sont séparés afin d'empêcher leur mélange.

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite, sauf lorsqu'elle est nécessaire pour refroidir les effluents en vue de leur traitement avant rejet (protection des filtres à manches par exemple...).

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1, ou toute autre norme européenne ou internationale équivalente en vigueur à la date d'application du présent arrêté, sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Article 3.2.2. Conduits et installations raccordées / Conditions générales de rejet

Les points de rejet des installations exploitées sont les suivants :

| Activité | Nombre d'aspirations | Localisation | Traitement | Rejet |
|-------------------------------|----------------------|--|---------------------------------|--|
| QPQ | 4 | - 1 aspiration en façade et une aspiration latérale pour le bain d'oxydation, - 1 aspiration latérale pour le bain de nitruration - 1 aspiration en façade pour le bain de refroidissement | 1 laveur d'air | 1 rejet en toiture |
| PTA | 2 | 1 aspiration latérale pour chaque PTA | 1 filtre | 1 rejet en toiture |
| HVOF | 1 | 1 aspiration latérale dans la cabine de tir | 1 dépoussiéreur | 1 rejet en toiture |
| | 1 | 1 aspiration en façade pour l'imprégnation des pièces | / | 1 rejet en toiture |
| Magnétoscopie / ressuage | 5 | - 1 aspiration en façade pour le ressuage et/ou la magnétoscopie, - 4 aspirations latérales pour la magnétoscopie et/ou le bain de rinçage | / | - 1 rejet en toiture - 1 rejet en toiture |
| Usinage | 5 | - 1 aspiration latérale de la machine SIant Turn 450 | - 1 filtre | - 1 rejet en toiture |
| | | - 1 aspiration latérale des machines Cybertech et TBI 450 | - 1 filtre | - 1 rejet en toiture |
| | | - 1 aspiration latérale de la machine vtc 800/30SR | - 1 filtre | - 1 rejet en toiture |
| | | - 1 aspiration latérale de la machine Super velocity Center | - 1 filtre | - 1 rejet en toiture |
| | | - 1 aspiration sur l'autre machine SIant Turn 450 | - 1 filtre | - 1 rejet en toiture |
| Ébavurage | 1 | 1 aspiration sur la table aspirante Cu-Be | 1 filtre | 1 rejet en toiture |
| Phosphatation | 1 | 1 aspiration latérale | / | 1 rejet en toiture |
| Cabine de peinture | 1 | 1 aspiration en façade | / | 1 rejet en toiture |
| Étuve de séchage | 1 | 1 aspiration en façade | / | |
| Postes de soudure automatique | 1 | 1 aspiration aux postes | / | 1 rejet en toiture |
| Soudure manuelle | 1 | - un bras aspirant | Dépoussiéreur JETLINE K Compact | 1 rejet en toiture |

Les caractéristiques des points de rejet sont les suivants :

| Source | Traitement | Nombre d'heures de fonctionnement (/an) | Position ou direction du point de rejet | Hauteur au sol du point de rejet 'm) | Diamètre du point de rejet (mm) | Débit (m3/h) | Température (°C) |
|--------------------------------------|---------------------------------|---|---|--------------------------------------|---------------------------------|--------------|------------------|
| Sortie QPQ | Laveur d'air | 2920 | Sortie verticale | 8,2 | 500 | 5500 | 15 |
| PTA | filtre | 2000 | Sortie horizontale | 6 | 300 | 1350 | 29 |
| HVOF/imprégnation | dépoussiéreur | 2000 | Sortie horizontale | 3,5 | Section carré 700*700 | 11500 | 15 |
| | / | 600 | Sortie horizontale | 7 | 360 | 3000 | 15 |
| Ressuage / Magnétoscope | / | 600 | Sortie horizontale | 6 | 300 | 3500 | 15 |
| | / | 600 | Sortie horizontale | 6 | Section carrée 400*400 | 4650 | 15 |
| Usinage | filtre | 3500 | Sortie horizontale | 6 | 200 | 1300 | 15 |
| | filtre | 3500 | Sortie horizontale | 6 | 160 | 1300 | 15 |
| | filtre | 3500 | Sortie horizontale | 6 | 200 | 1300 | 15 |
| | filtre | 3500 | Sortie horizontale | 6 | 200 | 1300 | 15 |
| | filtre | 3500 | Sortie horizontale | 6 | 160 | 1300 | 15 |
| Ébavurage | filtre | 200 | Sortie horizontale | 6 | 315 | 3500 | 15 |
| Sortie Phosphatation | / | 500 | Sortie horizontale | 6 | 250 | 3000 | 15 |
| Sortie cabine de peinture | / | 2000 | Sortie horizontale | 6 | 700 | 7500 | 15 |
| Sortie Etuve | / | 500 | Sortie horizontale | 6 | 200 | 800 | 30 |
| Sortie postes de soudure automatique | / | 3800 | Sortie horizontale | 6 | 610 | 2500 | 15 |
| Sortie captation soudure manuelle | Dépoussiéreur JETLINE K Compact | 500 | Sortie verticale | 2 | Sortie Rectangulaire 500x1300 | 5000 | 15 |

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides.

Article 3.2.3. Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs)) sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides,
- à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans les tableaux ci-dessous.

Rejet 1 : Chaîne de traitement thermique par bain de sels (activité OPQ)

Les eaux de lavage des gaz et les effluents extraits des dévésiculeurs sont des effluents susceptibles de contenir des toxiques. Ils doivent être recyclés, traités avant rejet ou éliminés dans une installation dûment autorisée à cet effet. Les prescriptions concernant leur élimination sont définies, suivant le cas, aux titres IV et V du présent arrêté.

En sortie du laveur d'air, l'effluent respecte les valeurs suivantes :

| Paramètres | Valeurs limites (mg/Nm ³)* |
|---------------------------|--|
| Acide chlorhydrique (HCl) | 6 |
| Acide fluorhydrique (HF) | 0,2 |
| Acide cyanhydrique (HCN) | 1 |
| C.O.V. | 30 |

* : valeurs rapportées à une teneur en O₂ de 20,9 % sur gaz secs.

Rejet 2 et 2bis : Chaîne de contrôle par ressuage et magnétoscopie

Pour les 2 rejets issus des activités de ressuage / magnétoscopie, les effluents respectent les valeurs suivantes :

| Paramètres | Valeurs limites (mg/Nm ³)* |
|------------------------------------|--|
| <i>Acide chlorhydrique (HCl)**</i> | <i>0,1</i> |
| <i>Acide fluorhydrique (HF)**</i> | <i>0,1</i> |
| C.O.V. | 30 |

* : valeurs rapportées à une teneur en O₂ de 20,9 % sur gaz secs.

** : applicables en cas d'utilisation de produit contenant des molécules de chlore ou de fluor. Un contrôle de ces paramètres sera néanmoins réalisé a minima une fois tous les trois ans pour confirmer leur absence (inférieur à la limite de quantification).

Rejet 3 : Cabine de projection de métal fondu (HVOF)

Pour les 2 rejets issus des activités d'imprégnation et de projection de métal fondu, les effluents respectent les valeurs suivantes :

| Paramètres | Valeurs limites (mg/Nm ³)* |
|------------|--|
| Poussières | 20 |
| C.O.V. | 10 |
| CO | 40 |

* : valeurs rapportées à une teneur en O₂ de 20,9 % sur gaz secs.

Rejet 4 : cuve de phosphatation

Les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bains doivent être, si nécessaire, captées au mieux et épurées avant rejet à l'atmosphère afin de respecter les valeurs limites.

L'effluent respecte les valeurs suivantes :

| Paramètres | Valeurs limites (en mg/m ³) |
|------------------------------|---|
| Acidité totale exprimée en H | 0,5 |

| | |
|----------------------------------|-----|
| Ni | 5 |
| Alcalins, exprimés en OH | 10 |
| NOx, exprimés en NO ₂ | 200 |
| NH ₃ | 30 |
| HF, exprimé en F* | 2 |
| Cr total* | 1 |
| Cr VI* | 0,1 |
| CN* | 1 |
| SO ₂ * | 100 |

* valeurs de ces composés applicables en cas d'utilisation de produit contenant des agents chimiques susceptibles d'émettre ces composés. Un contrôle de ces paramètres néanmoins sera réalisé a minima une fois tous les trois ans pour confirmer leur absence (inférieur à la limite de quantification)

Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Article 4 Compatibilités avec les objectifs de qualité du milieu

L'implantation et le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe.

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Article 4.1.1. Origine des approvisionnements en eau

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées

L'approvisionnement en eau est assuré par le réseau d'alimentation en eau potable de la ville de Béziers. Le volume d'eau consommé est d'environ 6370 m³ par an réparti comme suit :

Usage sanitaire et divers :

- Usages divers : 30 m³/an,
- Sanitaires : 1 010 m³/an.

Usage industriel :

- Environ 4810 m³/an pour l'Activité QPQ,
- Rinçage des pièces provenant de la magnétoscopie et du ressuage : environ 460 m³ par an,
- appoint en eau de la cuve de phosphatation : 40 m³/an,
- dégraissage au karscher des pièces avant traitement dans la cuve de phosphatation : 20 m³/an.

Les consommations liées spécifiquement à l'activité QPQ sont les suivantes :

- 411 m³/an liés aux renouvellements des bains de traitement thermique :
 - 274 m³/an bain de rinçage-refroidissement et bain de rinçage n°2 associé au renouvellement du volume de 1,5 m³ au maximum tous les 4 jours,
 - 137 m³/an bain de rinçage n°3 associé au rinçage représentant environ un renouvellement du volume de 1,5 m³ au maximum tous les 4 jours,

- 4 000 m³/an pour le système de refroidissement du bac de rinçage n°1.
- 410 m³ pour l'alimentation du laveur d'air.

Article 4.1.2. Protection des réseaux d'eau potable

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

Article 4.2.1. Dispositions générales

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.3.1 ou non conforme aux dispositions du chapitre 4.3 est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

Article 4.2.2. Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Article 4.2.3. Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Article 4.2.4. Protection des réseaux internes à l'établissement

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

Article 4.3.1. Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les **eaux exclusivement pluviales** et eaux non susceptibles d'être polluées,
- les **eaux pluviales susceptibles d'être polluées** y compris les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (eaux utilisées pour l'extinction),

- les **eaux usées non domestiques (industrielles)** : les eaux de procédé, les eaux de lavages des sols, ...
- les **eaux domestiques** : les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches, les eaux de cantine,...
- les **eaux de purge des circuits de refroidissement ou de chaudière.**

L'exploitant dispose d'un système de traitement, par évapoconcentrateur suivi d'une filtration sur charbon actif, ou équivalent, permettant de traiter les eaux industrielles et assimilées dénommées eaux usées non domestiques, décrites ci-dessous, afin de les rendre compatibles avec les valeurs limites d'émission :

- les eaux de lavage :
 - o de pièces mécaniques après contrôle,
 - o du sol de(s) atelier(s) avec agents nettoyants.
- les eaux de process :
 - o bains de rinçage des pièces après traitement par des bains de sels de nitruration,
 - o émulsions aqueuses pour l'usinage des pièces (huiles de coupe solubles).

Le dégraissage au karscher des pièces avant traitement dans la cuve de phosphatation génère des eaux résiduelles qui sont récupérées dans une cuve de 1 m³ et traitées comme des déchets.

L'activité de phosphatation, la cabine de peinture ainsi que les postes de soudure ne sont pas à l'origine de rejets d'eau dans le réseau d'eau communal, ni dans le milieu naturel.

Article 4.3.2. Collecte des effluents

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Article 4.3.3. Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Article 4.3.4. Entretien et conduite des installations de traitement

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Article 4.3.5. Localisation des points de rejet

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

| Point de rejet | N°1 | N°2 |
|----------------------------------|---|--|
| Coordonnées (Lambert II étendu) | X 1721955.87 Y 2236639.32 | X 1721923.84 Y 2236632.11 |
| Nature des effluents | Eaux usées sanitaires et non domestiques (purge de la chaudière biomasse) Eaux usées industrielles | Eaux pluviales des voiries et des toitures |
| Exutoire du rejet | Réseau communal séparatif (EU) | Réseau communal séparatif (EP) |
| Station de traitement collective | station d'épuration urbaine de Béziers | - |
| Conditions de raccordement | Convention de déversement | - |
| Traitement avant rejet | Evapoconcentrateur (pour les eaux usées industrielles) | - |

Article 4.3.6. Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Article 4.3.6.1. Conception

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. L'exploitant dispose d'une convention de déversement signée en date du 18/03/2015 avec la Communauté d'Agglomération de Béziers Méditerranée, autorisant le déversement d'eaux usées non domestiques dans le réseau d'assainissement public, après passage dans un dispositif de traitement.

L'exploitant est tenu d'informer l'inspection des installations classées de toute modification de cette convention de déversement.

Article 4.3.6.2. Aménagement

Article 4.3.6.2.1 Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

Article 4.3.6.2.2 Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Article 4.3.7. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : 30 °C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline)
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l

Article 4.3.8. Gestion des eaux polluées et des eaux résiduaires interne à l'établissement

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Article 4.3.9. Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration collective

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base mensuelle.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Article 4.3.9.1. Rejets dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration collective

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies, issues de la convention de déversement signée en date du 18/03/2015 avec la Communauté d'Agglomération de Béziers Méditerranée.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N °1 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5.)

Débit journalier maximum : 2 m³/j

| Famille | Paramètre | Code SANDRE | Rejet n°1 Concentration maximale en (mg/l) |
|-----------------------|--|-------------|--|
| Paramètres chimiques | MES | 1305 | 600 |
| | DBO5 | 1314 | 800 |
| | DCO | 1313 | 2000 |
| | Azote global | 1551 | 150 |
| | Phosphore total | 1350 | 50 |
| Métaux lourds | Arsenic | 1369 | 0,05 |
| | <i>Cadmium*</i> | 1388 | 0 |
| | Chrome total | 1389 | 0,5 |
| | Cuivre | 1392 | 0,5 |
| | <i>Mercur*</i> | 1387 | 0 |
| | Nickel | 1386 | 0,5 |
| | <i>Plomb**</i> | 1382 | 0 |
| | <i>Zinc**</i> | 1383 | 0 |
| | Métaux totaux (As, Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn) | 9974 | 15 |
| Autres métaux et sels | Aluminium | 1370 | 5 |
| | Argent | 1368 | 0,1 |
| | Chrome Hexavalent | 1371 | 0,1 |
| | Fer | 1393 | 5 |
| | Cobalt | 1379 | 2 |
| | Cyanures | 1390 | 0,1 |
| | Chlorures | 1337 | 500 |
| | Chlore libre (Cl ₂) | 1398 | 3 |
| | Sulfates (SO ₄ ⁻) | 1338 | 400 |
| | Sulfures (S ⁻) | 1355 | 0,5 |

| Famille | Paramètre | Code SANDRE | Rejet n°1 Concentration maximale en (mg/l) |
|--|--|-------------|--|
| | Chromates (CrO ₄ ²⁻) | sans | 2 |
| Autres | Détergents anioniques | 1444 | 10 |
| | Détergents cationiques | 1933 | 5 |
| | Hydrocarbures totaux | 7009 | 5 |
| | AOX ou EOX | 1106 | 5 |
| | Phénols | sans | 3,5 |
| | Indice Phénols | 1440 | 0,3 |
| | <i>Benzène</i> ** | 1114 | 0 |
| | Toluène | 1278 | 4 |
| | Ethylbenzène | sans | 1,5 |
| | Xylène (o, m,p) | 1780 | 1,5 |
| | <i>Naphtalène</i> ** | 1517 | 0 |
| | <i>Anthracène</i> * | 1458 | 0 |
| | <i>Fluoranthène</i> ** | 1191 | 0 |
| | <i>Famille des 5 SDP</i> * | sans | 0 |
| | <i>Chloroforme</i> ** | 1135 | 0 |
| | <i>Dichlorométhane</i> ** | 1168 | 0 |
| | Tétrachloroéthylène | 1272 | 0,01 |
| | Trichloroéthylène | 1286 | 0,01 |
| | Tétrachlorure de carbone | 1276 | 0,012 |
| | <i>Chloroalcanes C10-C13 (si usinage)</i> * | 1955 | 0 |
| | <i>Nonylphénols</i> * | 1957 | 0 |
| | <i>Octylphénols</i> ** | 1920 | 0 |
| | <i>Hexachlorobenzène (si traitement des de surface des pièces)</i> * | 1199 | 0 |
| | Tributylphosphate | 1847 | 4 |
| Biphényle | 1584 | 1,5 | |
| Organoétains (si traitement de surface des pièces) | <i>Tributylétain cation</i> * | 1820 | 0 |
| | Dibutylétain cation | 1771 | 1,7x10 ⁻⁴ |
| | Monobutylétain cation | 2542 | 2x10 ⁻⁵ |
| Autres | PCB (7 principaux) si usinage | 1032 | 0,05 |
| | BDE (47,99,100,154,153,183,209) si mécanique industrielle | sans | 5x10 ⁻⁷ |
| | <i>DEHP (Phtalate)</i> ** | 6616 | 0 |

* ou ** : Composés dits SDP (Substances dangereuses Prioritaires : *) et SP (Substances Prioritaires : **). Pour ces paramètres, visés à être supprimés ou réduits, les limites sont fixées à zéro même si les concentrations seront comparées aux NQE.

Article 4.3.10. Valeurs limites d'émission des eaux domestiques

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

Article 4.3.11. Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

TITRE 5 - DÉCHETS PRODUITS

CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

Article 5.1.1. Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
 - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
 - b) le recyclage ;
 - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
 - d) l'élimination .

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5.1.2. Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 et R. 543-40 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-195 à R. 543-201 du code de l'environnement.

Article 5.1.3. Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Article 5.1.4. Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

Article 5.1.5. Déchets gérés à l'intérieur de l'établissement

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

Article 5.1.6. Transport

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

TITRE 6 - SUBSTANCES ET PRODUITS CHIMIQUES

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 6.1.1. Identification des produits

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement et à minima les substances et mélanges dangereux selon le règlement 1272/2008, dit CLP (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier les fiches de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site.

Article 6.1.2. Étiquetage des substances et mélanges dangereux

Les fûts, réservoirs et autre emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés..

Les tuyauteries apparentes contenant ou transportant des substances ou mélanges dangereux devront également être munis du pictogramme défini par le règlement susvisé.

CHAPITRE 6.2 SUBSTANCE ET PRODUITS DANGEREUX POUR L'HOMME ET L'ENVIRONNEMENT

Article 6.2.1. Substances interdites ou restreintes

L'exploitant s'assure que les substances et produits présent sur le site ne sont pas interdits au titre des réglementations européennes, et notamment:

- qu'il n'utilise pas, ni ne fabrique, de produits biocides contenant des substances actives ayant fait l'objet d'une décision de non-approbation au titre de la directive 98/8 et du règlement 528/2012,
- qu'il respecte les interdictions du règlement n°850/2004 sur les polluants organiques persistants ;
- qu'il respecte les restrictions inscrites à l'annexe XVII du règlement n°1907/2006.

S'il estime que ses usages sont couverts par d'éventuelles dérogations à ces limitations, l'exploitant tient l'analyse correspondante à la disposition de l'inspection.

Article 6.2.2. Substances extrêmement préoccupantes

L'exploitant établit et met à jour régulièrement, et en tout état de cause au moins une fois par an, la liste des substances qu'il fabrique, importe ou utilise et qui figurent à la liste des substances candidates à l'autorisation telle qu'établie par l'Agence européenne des produits chimiques en vertu de l'article 59 du règlement 1907/2006. L'exploitant tient cette liste à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 6.2.3. Substances soumises à autorisation

Si la liste établie en application de l'article précédent contient des substances inscrites à l'annexe XIV du règlement 1907/2006, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées sous un délai de 3 mois après la mise à jour de ladite liste.

L'exploitant précise alors, pour ces substances, la manière dont il entend assurer sa conformité avec le règlement 1907/2006, par exemple s'il prévoit de substituer la substance considérée, s'il estime que son utilisation est exemptée de cette procédure ou s'il prévoit d'être couvert par une demande d'autorisation soumise à l'Agence européenne des produits chimiques.

S'il bénéficie d'une autorisation délivrée au titre des articles 60 et 61 du règlement n°1907/2006, l'exploitant tient à disposition de l'inspection une copie de cette décision et notamment des mesures de gestion qu'elle prévoit.

Dans tous les cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection les mesures de gestion qu'il a adoptées pour la protection de la santé humaine et de l'environnement et, le cas échéant, le suivi des rejets dans l'environnement de ces substances.

Article 6.2.4. Produits biocides - Substances candidates à substitution

L'exploitant recense les produits biocides utilisés pour les besoins des procédés industriels et dont les substances actives ont été identifiées, en raison de leurs propriétés de danger, comme « candidates à la substitution », au sens du règlement n°528/2012. Ce recensement est mis à jour régulièrement, et en tout état de cause au moins une fois par an.

Pour les substances et produits identifiés, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection son analyse sur les possibilités de substitution de ces substances et les mesures de gestion qu'il a adoptées pour la protection de la santé humaine et de l'environnement et le suivi des rejets dans l'environnement de ces substances.

Article 6.2.5. Substances à impacts sur la couche d'ozone (et le climat)

L'exploitant informe l'inspection des installations classées s'il dispose d'équipements de réfrigération, climatisations et pompes à chaleur contenant des chlorofluorocarbures et hydrochlorofluorocarbures, tels que définis par le règlement n°1005/2009.

S'il dispose d'équipements de réfrigération, de climatisations et de pompes à chaleur contenant des gaz à effet de serre fluorés, tels que définis par le règlement n°517/2014, et dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500, l'exploitant en tient la liste à la disposition de l'inspection.

TITRE 7 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS ET DES ÉMISSIONS LUMINEUSES

CHAPITRE 7.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 7.1.1. Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solide, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles

techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Article 7.1.2. Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

Article 7.1.3. Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 7.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

Article 7.2.1. Valeurs Limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

| Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement) | Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés | Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés |
|--|---|--|
| Supérieur à 45 dB(A) | 5 dB(A) | 3 dB(A) |

Article 7.2.2. Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

| PERIODES | PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés) | PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés) |
|---------------------------------|--|---|
| Niveau sonore limite admissible | 70 dB(A) | 60 dB(A) |

CHAPITRE 7.3 VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

CHAPITRE 7.4 ÉMISSIONS LUMINEUSES

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

-les éclairages intérieurs des locaux sont éteints une heure au plus tard après la fin de l'occupation de ces locaux

-Les illuminations des façades des bâtiments ne peuvent être allumées avant le coucher du soleil et sont éteintes au plus tard à 1 heure.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion.

L'exploitant du bâtiment doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

TITRE 8 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 8.1 GÉNÉRALITÉS

Article 8.1.1. Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

Article 8.1.2. Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrit précédemment à l'article 6.1.1 seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

Article 8.1.3. Propreté de l'installation

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Article 8.1.4. Contrôle des accès

Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée. Une surveillance est assurée en permanence.

Article 8.1.5. Circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Article 8.1.6. Étude de dangers

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

CHAPITRE 8.2 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

Article 8.2.1. Comportement au feu et aménagements

Les bâtiments et les locaux doivent être conçus, aménagés et entretenus de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.

Les locaux de contrôle par ressuage et magnétoscopie sont chacun indépendants du reste de l'atelier de travail mécanique des métaux.

Le local de traitement thermique par bains de sels est situé dans un local dédié à la nitruration des pièces.

La station de lavage des effluents gazeux est confinée dans un local spécifique et fermé.

Le local abritant la cabine de tir HVOF est séparée des autres locaux par un mur coupe-feu de degré 2 heures. L'accès à ce local se fait par un sas équipé de deux portes simple battant pare flamme de degré ½ heure, la structure des panneaux constituant la cabine est du type M0. Le local de commande du pistolet de tir (HVOF) est istué à l'extérieur de la cabine de tir.

La cabine de tir est insonorisée ; l'air est continuellement renouvelé par un système de circulation assurant un débit d'air neuf. Le contrôle des paramètres nécessaires au bon fonctionnement du pistolet est reporté sur un pupitre mis à la disposition de l'opérateur ; ces paramètres concernent :

- la contrôle du bon fonctionnement du programme d'exécution de l'installation,
- le contrôle de la pression d'alimentation en gaz neutres (argon ou azote) sous une pression de service supérieure à 5 bars ; dans le cas d'une chute de la pression à moins de 5 bars, il y a fermeture d'une vanne de sectionnement sur ces canalisations d'alimentation,
- le contrôle du bon fonctionnement des pompes à eau du circuit de refroidissement du pistolet au niveau de la buse,
- le contrôle de la pression d'arrivée de l'oxygène et du kérosène dans la chambre de combustion du pistolet ; ce contrôle est asservi à une vanne d'arrêt d'alimentation en cas de chute de la pression.

Article 8.2.2. Intervention des services de secours

Article 8.2.2.1. Accessibilité

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Article 8.2.2.2. Accessibilité des engins à proximité de l'installation

Les installations doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'un incendie et de secours. Elles sont desservies, sur au moins une face, par une voie-engin ou par un voie échelle si le plancher haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.

En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrants permettant le passage de sauveteur équipé. A l'intérieur des ateliers, des allées de circulation doivent être aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation des personnels ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

L'exploitant veille à ce qu'aucune entrave ne gêne la circulation des véhicules de secours tels que plantations, mobilier urbain, ..., en prenant toutes les mesures structurelles nécessaires.

L'implantation des arbres, le cas échéant, doit préserver l'accès aux façades pour les échelles aériennes pour les installations supérieure à 8 mètres, et l'accès aux airs de mise en œuvre du matériel des sapeur-pompier.

Une consigne devra indiquer l'interdiction du stationnement des véhicules quels qu'ils soient, au droit des poteaux d'incendie, sur les trottoirs, accotements ou sur les parties de chaussée non prévues à cet effet, de nature à empêcher ou même seulement retarder l'accès ou la mise en œuvre des moyens de secours publics. Selon le cas, des dispositifs anti-stationnement devront être installés et si nécessaire, l'interdiction du stationnement devra être réglementairement signalisée.

Article 8.2.3. Désenfumage

Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en

cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.

Article 8.2.4. Équipe d'intervention

Une équipe d'intervention immédiate en cas de sinistre est constituée au sein de l'établissement.

Les membres de cette équipe doivent être spécifiquement formés aux différentes formes d'intervention possibles dans les installations (information complète sur les produits, sur les moyens d'intervention disponibles et sur les consignes). Des exercices de simulation doivent être organisés à intervalles réguliers.

Article 8.2.5. Intervention

Le personnel d'exploitation et d'intervention doit être initié et entraîné au port et au maniement des moyens de secours. L'exploitant fixe par consigne la composition des équipes d'intervention et leur rôle ainsi que la fréquence des exercices.

Article 8.2.6. Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
 - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8.1.1 ;
 - d'au moins trois poteaux normalisés situés à moins de 200 mètres du site et assurant un débit de 60 m³/h unitaire ;
 - de robinet d'incendie armés ;
 - d'un extincteur à roue de 50kg dans l'atelier de métallisation ;
 - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.
- Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examen périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

CHAPITRE 8.3 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

Article 8.3.1. Matériels utilisables en atmosphères explosibles

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 8.1.1 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 modifié, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible.

Article 8.3.2. Installations électriques

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.

Article 8.3.3. Ventilation des locaux

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.

La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).

Article 8.3.4. Systèmes de détection

Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 8.1.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 8.4 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Article 8.4.1. Rétentions et confinement

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

« L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

« Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

III. Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes à l'installation. Les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

CHAPITRE 8.5 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION

Article 8.5.1. Surveillance de l'installation

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

Article 8.5.2. Travaux

Dans les parties de l'installation recensées à l'article 8.1.1 et notamment celles recensées locaux à risque, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » (pour une intervention sans flamme et sans source de chaleur) et éventuellement d'un « permis de feu » (pour une intervention avec source de chaleur ou flamme) et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Article 8.5.3. Vérification périodique et maintenance des équipements

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Article 8.5.4. Consignes d'exploitation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;

- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses,
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 7.4.1,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

TITRE 9 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 9.1 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS SOUMISES À AUTORISATION ET ENREGISTREMENT

Les installations de Chauffage et traitement industriels par l'intermédiaire de bains de sels fondus sont implantées et exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 26/09/85 relatif aux ateliers de traitement de surface sous couvert quelles ne soient pas en contradiction avec celles du présent arrêté.

Les installations de revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 et du nettoyage-dégraissage visé par la rubrique 2563 sont implantées et exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 30/06/06 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées, au titre des installations existantes.

Les installations de travail mécanique des métaux et alliages sont implantées et exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2560 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, au titre des installations existantes.

CHAPITRE 9.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS SOUMISES À DÉCLARATION

Les installations de production industrielle par trempé, recuit ou revenu de métaux et alliages sont implantées et exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 27/07/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2561, au titre des installations existantes.

Les installations de galvanisation, étamage de métaux ou revêtement métallique d'un matériau quelconque par un procédé autre que chimique ou électrolytique sont implantées et exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 27/07/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2567, au titre des installations existantes.

Les installations de stockage d'oxygène sont implantées et exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 10/03/97 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4725, au titre des installations existantes.

TITRE 10 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 10.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Article 10.1.1. Principe et objectifs du programme d'auto surveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

Article 10.1.2. Mesures comparatives

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement. Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

CHAPITRE 10.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

Article 10.2.1. Auto surveillance des émissions atmosphériques canalisées ou diffuses

Un contrôle des performances effectives des systèmes est réalisé dès leur mise en service.

Une autosurveillance des rejets atmosphériques est réalisée par l'exploitant. L'autosurveillance porte sur :

- le bon fonctionnement des systèmes de captation et d'aspiration. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ainsi que du bon fonctionnement des installations de lavage éventuelles (niveau d'eau...) ;
- le bon traitement des effluents atmosphériques, notamment par l'utilisation d'appareils simples de prélèvement et d'estimation de la teneur en polluants dans les effluents atmosphériques. Ce type de contrôle doit être réalisé au moins une fois par an.

Les mesures, réalisées selon les normes en vigueur, portent sur les rejets visés à l'article 3.2.3. sont soumises à une fréquence annuelle.

Article 10.2.2. Mesure « comparatives »

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 10.1.2 sont réalisées sur l'ensemble de ces paramètres à une fréquence triennale.

Article 10.2.3. Relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvement d'eaux de toutes origines, comme définies à l'article 4.1, sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de

dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé consultable par l'inspection.

Le pH est mesuré et enregistré en continu.

Article 10.2.4. Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets aqueux

Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :

| Famille | Paramètre | Code SANDRE | Rejet n°1 : Concentration maximale en (mg/l) | Type de suivi | Fréquence |
|-----------------------|--|-------------|--|---|---|
| Paramètres chimiques | MES | 1305 | 600 | Moyen 24h | Trimestrielle |
| | DCO | 1314 | 2000 | Moyen 24h | Trimestrielle |
| | DBO ₅ | 1313 | 800 | Moyen 24h | Semestrielle |
| | Azote global | 1551 | 150 | Moyen 24h | Semestrielle |
| | Phosphore total | 1350 | 50 | Moyen 24h | Semestrielle |
| Métaux lourds | Arsenic | 1369 | 0,05 | Moyen 24h | Annuelle |
| | <i>Cadmium*</i> | 1388 | 0 | Moyen 24h | Annuelle |
| | Chrome total | 1389 | 0,5 | Moyen 24h | Annuelle |
| | Cuivre | 1392 | 0,5 | Moyen 24h | Annuelle |
| | <i>Mercure*</i> | 1387 | 0 | Moyen 24h | Annuelle |
| | Nickel | 1386 | 0,5 | Moyen 24h | Annuelle |
| | <i>Plomb**</i> | 1382 | 0 | Moyen 24h | Annuelle |
| | <i>Zinc**</i> | 1383 | 0 | Moyen 24h | Annuelle |
| | Métaux totaux (As, Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn) | 9974 | 15 | Moyen 24h | Annuelle |
| Autres métaux et sels | Aluminium | 1370 | 5 | Moyen 24h | Annuellement si paramètre ressorti lors de l'état initial après installation du système de traitement |
| | Argent | 1368 | 0,1 | Moyen 24h | Annuellement si paramètre ressorti lors de l'état initial après installation du système de traitement |
| | Chrome Hexavalent | 1371 | 0,1 | Moyen 24h | Semestrielle |
| | Fer | 1393 | 5 | Moyen 24h | Annuellement si paramètre ressorti lors de l'état initial après installation du système de traitement |
| | Cobalt | 1379 | 2 | Moyen 24h | Annuellement si paramètre ressorti lors de l'état initial après installation du système de traitement |
| | Cyanures | 1390 | 0,1 | Moyen 24h | Semestrielle |
| | Chlorures | 1337 | 500 | Moyen 24h | Semestrielle |
| | Chlore libre (Cl ₂) | 1398 | 3 | Moyen 24h | Semestrielle |
| | Sulfates (SO ₄ ⁻) | 1338 | 400 | Moyen 24h | Annuellement si paramètre ressorti lors de l'état initial après installation du système de traitement |
| | Sulfures (S) | 1355 | 0,5 | Moyen 24h | Annuellement si paramètre ressorti lors de l'état initial après installation du système de traitement |
| | Chromates (CrO ₄ ²⁻) | sans | 2 | Moyen 24h | Semestrielle |
| Autres | Détergents anioniques | 1444 | 10 | Moyen 24h | Annuellement si paramètre ressorti lors de l'état initial après installation du système de traitement |
| | Détergents cationiques | 1933 | 5 | Moyen 24h | Annuellement si paramètre ressorti lors de l'état initial après installation du système de traitement |
| | Hydrocarbures totaux | 7009 | 5 | Moyen 24h | Semestrielle |
| | AOX ou EOX | 1106 | 5 | Moyen 24h | Semestrielle |
| | Phénols | sans | 3,5 | Moyen 24h | Semestrielle |
| | Indice Phénols | 1440 | 0,3 | Moyen 24h | Semestrielle |
| | <i>Benzène**</i> | 1114 | 0 | Moyen 24h | Annuellement si paramètre ressorti lors de l'état initial après installation du système de traitement |
| Toluène | 1278 | 4 | Moyen 24h | Annuellement si paramètre ressorti lors de l'état initial après installation du système de traitement | |

| Famille | Paramètre | Code SANDRE | Rejet n°1 : Concentration maximale en (mg/l) | Type de suivi | Fréquence |
|--|---|-------------|--|---------------|---|
| | Ethylbenzène | sans | 1,5 | Moyen 24h | Annuellement si paramètre ressorti lors de l'état initial après installation du système de traitement |
| | Xylène (o, m,p) | 1780 | 1,5 | Moyen 24h | Annuellement si paramètre ressorti lors de l'état initial après installation du système de traitement |
| | <i>Naphtalène**</i> | 1517 | 0 | Moyen 24h | Annuellement si paramètre ressorti lors de l'état initial après installation du système de traitement |
| | <i>Anthracène*</i> | 1458 | 0 | Moyen 24h | Annuellement si paramètre ressorti lors de l'état initial après installation du système de traitement |
| | <i>Fluoranthène**</i> | 1191 | 0 | Moyen 24h | Annuellement si paramètre ressorti lors de l'état initial après installation du système de traitement |
| | <i>Famille des 5 SDP*</i> | sans | 0 | Moyen 24h | Annuellement si paramètre ressorti lors de l'état initial après installation du système de traitement |
| | <i>Chloroforme**</i> | 1135 | 0 | Moyen 24h | Annuellement si paramètre ressorti lors de l'état initial après installation du système de traitement |
| | <i>Dichlorométhane**</i> | 1168 | 0 | Moyen 24h | Annuellement si paramètre ressorti lors de l'état initial après installation du système de traitement |
| | Tétrachloroéthylène | 1272 | 0,01 | Moyen 24h | Annuellement si paramètre ressorti lors de l'état initial après installation du système de traitement |
| | Trichloroéthylène | 1286 | 0,01 | Moyen 24h | Annuellement si paramètre ressorti lors de l'état initial après installation du système de traitement |
| | Tétrachlorure de carbone | 1276 | 0,012 | Moyen 24h | Annuellement si paramètre ressorti lors de l'état initial après installation du système de traitement |
| | <i>Chloroalcanes C10-C13 (si usinage)*</i> | 1955 | 0 | Moyen 24h | Annuellement si paramètre ressorti lors de l'état initial après installation du système de traitement |
| | <i>Nonylphénols*</i> | 1957 | 0 | Moyen 24h | Annuellement si paramètre ressorti lors de l'état initial après installation du système de traitement |
| | <i>Octylphénols**</i> | 1920 | 0 | Moyen 24h | Annuellement si paramètre ressorti lors de l'état initial après installation du système de traitement |
| | <i>Hexachlorobenzène (si traitement de surface des pièces)*</i> | 1199 | 0 | Moyen 24h | Annuellement si paramètre ressorti lors de l'état initial après installation du système de traitement |
| | Tributylphosphate | 1847 | 4 | Moyen 24h | Annuellement si paramètre ressorti lors de l'état initial après installation du système de traitement |
| | Biphényle | 1584 | 1,5 | Moyen 24h | Annuellement si paramètre ressorti lors de l'état initial après installation du système de traitement |
| Organoétains (si traitement de surface des pièces) | <i>Tributylétain cation*</i> | 1820 | 0 | Moyen 24h | Annuellement si paramètre ressorti lors de l'état initial après installation du système de traitement |
| | Dibutylétain cation | 1771 | 1,7x10 ⁻⁴ | Moyen 24h | Annuellement si paramètre ressorti lors de l'état initial après installation du système de traitement |
| | Monobutylétain cation | 2542 | 2x10 ⁻⁵ | Moyen 24h | Annuellement si paramètre ressorti lors de l'état initial après installation du système de traitement |
| Autres | PCB (7 principaux) si usinage | 1032 | 0,05 | Moyen 24h | Annuellement si paramètre ressorti lors de l'état initial après installation du système de traitement |
| | BDE (47,99,100,154,153,183,209) si mécanique industrielle | sans | 5x10 ⁻⁷ | Moyen 24h | Annuellement si paramètre ressorti lors de l'état initial après installation du système de traitement |
| | <i>DEHP (Phtalate)**</i> | 6616 | 0 | Moyen 24h | Annuellement si paramètre ressorti lors de l'état initial après installation du système de traitement |

* ou **: Composés dits SDP (Substances dangereuses Prioritaires : *) et SP (Substances Prioritaires : **). Pour ces paramètres, visés à être supprimés ou réduits, les limites sont fixées à zéro même si les concentrations seront comparées aux NQE.

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 10.1.2 sont réalisées selon la fréquence minimale suivante :
Pour les paramètres à autosurveillance trimestrielle, une mesure comparative est effectuée annuellement.
Pour les paramètres à autosurveillance semestrielle, une mesure comparative est effectuée tous les deux ans.
Pour les paramètres à autosurveillance annuelle, une mesure comparative est effectuée tous les trois ans.

Article 10.2.5. Suivi des déchets

L'exploitant tient à jour le registre des déchets prévu par l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement

Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.

Article 10.2.6. Auto surveillance des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

CHAPITRE 10.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS

Article 10.3.1. Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Les résultats de l'auto surveillance des prélèvements et des émissions, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes).

Article 10.3.2. Bilan environnement annuel via l'outil GERE

L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1^{er} avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air et l'eau, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement.

A ce titre, et sous couvert d'une vérification systématique des seuils des autres types de rejets, notamment eau et déchet, l'exploitant est tenu de déclarer ses émissions à l'atmosphère. La déclaration se fait via l'interface GERE disponible au lien suivant : <https://www.declarationpollution.ecologie.gouv.fr/gere/>

TITRE 11 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ-EXÉCUTION

Article 11.1.1. Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Montpellier :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 11.1.2. Publicité

un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Villeneuve les Béziers pendant une durée minimum d'un mois. Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pour une durée identique.

Le maire de Villeneuve les Béziers fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture de l'Hérault l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société Mécanic Sud Industrie.

Une copie dudit arrêté sera également adressé à chaque conseil municipal consulté, à savoir : Béziers et Villeneuve les Béziers.

Un avis au public sera inséré par les soins de la préfecture et aux frais de la société Mécanic Sud Industrie dans deux journaux diffusés dans tout le département.

Article 11.1.3. Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de l'Hérault, le maire de Villeneuve les Béziers, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire de Villeneuve les Béziers, et à la société Mécanic Sud Industrie.

Montpellier, le 4 juillet 2017

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet,

SIGNE

Philippe NUCHO